

Avec ce numéro, supplément « Initiatives/emploi »

Le Monde

15, rue Valguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14510 - 8 F

MERCREDI 2 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Sanglant coup d'Etat à Port-au-Prince

Le Père Aristide, président d'Haïti, a été renversé par les militaires

Les vieux démons

CETTE journée marque le mariage du peuple et de l'armée, déclare le 7 février, le Père Jean-Bertrand Aristide en prêtant serment comme premier président démocratiquement élu d'Haïti. Parmi les mesures annoncées ce jour-là à une foule en liesse figureait la nomination comme chef d'état-major de l'armée du colonel - devenu depuis général - Raoul Cédras. Le jeune et charismatique président d'Haïti espérait, en les faisant accéder aux plus hautes fonctions, assurer le soutien des jeunes officiers et faire ainsi barrage aux généraux compromis avec la dictature duvaliériste.

Le mariage n'aura duré que quelques mois, et c'est précisément le général Cédras que l'on retrouve à la tête de la junte qui a pris le pouvoir à Port-au-Prince. L'ironie veut que ce brillant officier, sorti major de sa promotion de l'Ecole militaire, ait été responsable du Comité pour la sécurité des élections qui avaient permis, le 16 décembre 1990, la victoire du Père Aristide.

L'ARMÉE était restée loyale. En janvier, lors d'une tentative de putsch perpétrée par Roger Lafontant, ancien chef des « tontons macoutes », avait même l'entrée en fonction du nouveau président. Elle est cette fois directement responsable du coup d'Etat, et les officiers démocrates dont le Père Aristide espérait le soutien ne se sont guère manifestés. Après la « parenthèse » représentée par le passage au pouvoir d'un président démocratiquement élu, va-t-on en revenir aux putschs à répétition, comme ce fut le cas pendant la période qui avait suivi le départ puis l'exil en France, de « Baby Doc » en 1986 ?

La déception serait énorme parmi les déshérités des bidonvilles de Port-au-Prince, qui considéraient le Père Aristide comme un des leurs. Celui-ci leur prometait « la justice et la transparence » et surtout le « dignité ».

TOUTES ces aspirations sont freinées en question par l'action des militaires. Ceux-ci renouent avec leurs vieux démons et avec les pires traditions d'une armée qui a souvent confondu dans le passé sa tâche avec celle de la police, et qui a tendance à considérer le trafic de drogue et le contrebande comme des moyens presque normaux d'améliorer son ordinaire. L'effort d'assainissement entrepris par le Père Aristide n'est sans doute pas étranger au coup d'Etat.

Le chef de l'Etat haïtien avait proclamé le 25 septembre, du haut de la tribune des Nations unies, ce qu'il appelait les « dix jalons lumineux » de son action, parmi lesquels le droit de travailler et de manger. Ces propos restent d'actualité dans un des pays les plus pauvres de la planète, où le revenu annuel par habitant est de 2500 F par an et qui compte 70 % de chômeurs. Les Nations unies, qui avaient surveillé le bon déroulement des élections de 1990, se sont contentées, dans les heures qui ont suivi ce nouveau coup d'Etat, d'un constat d'impuissance.

M 0147 - 1002 0 - 6.00 F



Renversé par un coup d'Etat militaire, le président démocratiquement élu d'Haïti, le Père Jean-Bertrand Aristide, a quitté Port-au-Prince mardi matin 1^{er} octobre pour Paris, via Caracas. Le putsch, conduit par le général Raoul Cédras, commandant en chef de l'armée, a provoqué la mort d'au moins vingt-six personnes. La France et les Etats-Unis ont condamné le coup d'Etat, que les Nations unies se sont contentées de « regretter » sans envisager une quelconque intervention.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Neuf mois après la triomphale élection du président Jean-Bertrand Aristide, l'armée s'est emparée du pouvoir, lundi 30 septembre, en Haïti, à l'issue de sanglants affrontements, qui ont fait au moins 50 morts et plusieurs centaines de blessés.

Tard dans la soirée de lundi, le commandant en chef de l'armée haïtienne, le général Raoul Cédras, a lu une brève déclaration à la radio nationale, affirmant qu'il assumait le pouvoir. Il a déploré les violences et

affirmé qu'il empêcherait les pillages. Le Père Aristide, élu président en décembre dernier, lors des premières élections démocratiques en Haïti, a été conduit, tôt mardi, à l'aéroport de Port-au-Prince, d'où il s'est envolé vers la France, via le Venezuela, à la suite de négociations menées par l'ambassadeur de France en Haïti, M. Jean-Raphaël Dufour. Le jeune président, âgé de trente-huit ans, avait été retenu prisonnier au « grand quartier général » de l'armée, en face du palais national.

JEAN-MICHEL CAROIT

Lire la suite page 3

L'aggravation de la crise yougoslave

L'armée fédérale menace la Croatie de représailles

L'armée yougoslave a menacé, mardi 1^{er} octobre, de détruire les installations civiles « vitales » de la Croatie si les forces de la République sécessionniste continuaient à attaquer les établissements militaires. Dans un communiqué très virulent, l'état-major a accusé la Croatie d'avoir violé le dernier accord de cessez-le-feu, signé le 22 septembre. Le long de la côte adriatique, trois villages de la commune de Dubrovnik et la ville de Zadar ont été bombardés, mardi matin.

BELGRADE

de notre correspondant

Profondément surpris par les propos du ministre serbe de la défense, qui annonçait publiquement samedi dernier la poursuite de la mobilisation en Serbie, le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, s'est adressé par lettre, lundi 30 septembre, au président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, pour lui demander d'abroger le décret de mobilisation. Rappelant qu'en vertu de l'article 366 de la Constitution yougoslave la mobilisation générale ou partielle ne

peut être décrétée que par la présidence collégiale fédérale et constatant que « la mobilisation est directement liée à la guerre civile et à l'agression d'une République par une autre République, avec l'aide des unités de l'armée fédérale ».

M. Markovic fait appel à M. Milosevic pour qu'il assume ses responsabilités de signataire de l'accord de cessez-le-feu.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite et l'article de PHILIPPE LEMAITRE page 4

Les licenciements dans les entreprises publiques

Matignon demande une révision des plans sociaux.

page 28

La retraite du « Redoutable »

La France maintiendra trois sous-marins stratégiques constamment en patrouille opérationnelle.

page 12

Un débat national sur les transports

Une mission confiée à M. Gilbert Carrière.

page 22

Information judiciaire contre un député

M. Jean Farren (UDF-PR), président de la Chambre de commerce et d'industrie des Pyrénées-Orientales, est mis en cause pour sa gestion et ses comptes personnels.

page 10

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

Le débat sur l'union politique européenne



Lire page 28 l'article de PHILIPPE LEMAITRE sur le retrait de la proposition néerlandaise

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ Espace : les traqueurs de violence. ■ Le camembert et l'atome. ■ La transsexualité face aux droits de l'homme. ■ L'homme de Neandertal était un pur carnivore.

pages 13 à 15

Rénover le Parti socialiste

La confiance des Français ne peut être retrouvée que si le PS incarne à nouveau le mouvement et l'esprit de réforme

par Michel Delebarre

Alors que l'hypothèque communiste est levée, à la suite des bouleversements que connaissent les pays de l'Est, le chemin du progrès ne saurait être la régression vers le libéralisme sauvage, mais bien la voie social-démocrate. Faire partager cette conviction suppose que nous soyons capables de nous interroger sur notre action en la confrontant à nos valeurs et à nos principes. Comment pourrions-nous nier, en effet, l'érosion du capital de confiance des socialistes ? La stagnation économique, la montée du chômage, les campagnes soigneusement entretenu sur les « affaires », autant de raisons qui peuvent expliquer cette désaffection.

Lire aussi

La rentrée parlementaire : les mal-aimés de la République

par JEAN-LOUIS SAUX

page 10

La paix des coffres

Le procès des frères Chaumet, joailliers en faillite s'est ouvert au tribunal correctionnel de Paris

C'est le procès des fortunes au long cours. Le procès de l'argent amassé à travers les siècles et entassé dans la paix des coffres. Le procès de la confiance aussi, de l'aveugle confiance - confiance en eux-mêmes - qui explique si bien comment Jacques et Pierre Chaumet, joailliers honorables, en sont arrivés à aujourd'hui, lundi 30 septembre, prévenus devant le tribunal correctionnel de Paris de « banqueroute par l'emploi de moyens ruineux, escroqueries, abus de confiance et exercice illégal d'activité d'établissement de crédit ».

Une fois été le kyste de la sous-affaire Cbalandon, trouvant à l'époque où l'on découvrait le garde des sceaux parmi les créanciers de la joaillerie, et

qui devrait être absente des débats, que reste-t-il en effet de l'affaire Chaumet ? Deux sexagénaires en costumes anthracite semblables - seule la pochette diffère - aussi raides et dignes dans la faille qu'hier dans la gloire, et qui risquent cinq ans d'emprisonnement comme de vulgaires fourques de Clichy.

Les Chaumet étaient joailliers comme on est notaire. De père en fils, sachant tout de leurs clics, succès et déceptions, alliances et mésalliances, deuil et baptêmes, entretenus à mi-voix comme de vieux amis de toutes ces choses de la vie qui souvent se traduisaient pour eux par un achat, une vente, un échange.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Lire la suite page 11

PIERRE BERGÉ

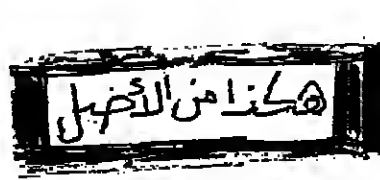
Liberté, j'écris ton nom

essai



Grasset

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 Sch ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce, 1,50 \$; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 85 p. ; Italie, 1,20 \$; Israël, 2,20 \$; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F SWE ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



DÉBATS

L'avenir de l'Union soviétique

Après l'empire, quoi ?

par Ernest Ametistov

L'EMPIRE est mort. Mais sur le chemin de l'avenir radieux annoncé, de sérieux dangers guettent ses peuples.

Premier danger : l'ancien « centre » est-il vraiment détruit ou risque-t-il de renaitre, même sous une autre forme ?

Il faut savoir ce que c'est que le « centre » dans la réalité politique soviétique. A l'échelon humain, le « centre » n'est rien d'autre qu'une bande de milliers de hauts bureaucrates du parti et du gouvernement, de dirigeants de ministères et d'administrations, de directeurs de grandes entreprises, de généraux de l'armée, du KGB, du ministère de l'Intérieur, ainsi que de députés corrompus qui les représentent au Congrès des députés du peuple de l'URSS et au Soviet suprême.

En dessous se trouvent les nombreuses strates formées par les employés du parti, représentant déjà des couches sociales plus basses, le corps des officiers supérieurs, le complexe militaro-industriel, qui nourrit des millions de gens. Les conspirateurs d'août représentaient justement les intérêts de ces groupes sociaux. L'échec du putsch et la répression qui s'en est suivie contre le parti et le KGB ont sans doute sérieusement ébranlé leurs positions. Mais seule la partie supérieure de l'arbre a souffert. Les racines sont, comme par le passé, restées assez vivaces pour pouvoir reproduire des pousses empoisonnées.

Il faut donc examiner de près les nouvelles structures mises en place par le Congrès des députés, énoncées dans la loi sur les organes du pouvoir d'Etat et d'administration de l'Union pour la période transitoire actuelle. Le Soviet suprême de l'URSS reste pour cette période l'organe représentatif suprême, il est vrai avec quelques changements dans sa structure. Comme avant, il est composé de deux Chambres, sauf qu'à la place du Soviet des nationalités est créé le Soviet des Républi-

ques, composé de cinquante-deux députés de Russie (compte tenu de sa structure fédérative) et de vingt députés pour chaque autre République. Indépendamment du nombre de députés, chaque République dispose d'une voix. Ainsi, la parité à l'air d'être sauvegardée, et le Soviet des Républiques devient de fait la Chambre haute, ne serait-ce que parce que sans son approbation aucune des lois adoptées par le Soviet de l'Union ne pourrait être appliquée.

Le Soviet de l'Union est la Chambre basse, « composée de représentants des Républiques fédérées pris parmi les députés du peuple de l'URSS selon les quotas actuellement en vigueur et en accord avec les organes suprêmes du pouvoir d'Etat des Républiques fédérées ». Qui va élire alors dans ces nouvelles Chambres ? Mais exactement les mêmes : les députés de l'ancien Soviet suprême. Il n'y a pas eu de nouvelles élections. Il est vrai qu'aux termes de la loi les députés doivent être choisis avec l'accord des organes suprêmes des Républiques. Mais le problème est que, justement, il n'y a pas le choix : la majorité des députés fédéraux actuels est dévouée corps et âme à l'empire. Et il peut très bien arriver que, ayant surmonté le premier choc de l'échec du coup d'Etat, ils reprennent des forces pour torpiller les réformes, même dans le nouveau Parlement.

Traces de complot

D'autres signes confirment une certaine volonté de sauvegarder ce qu'il reste du « centre » impérial. Par exemple, l'aspiration de Mikhail Gorbachev à conserver l'institution de la présidence fédérale et la Constitution fédérale, ce qui paraît pour le moins étrange dans la perspective d'un futur traité entre Etats souverains fondé sur le droit international. Tout aussi révélateurs sont

les activités des membres du groupe Soyuz, qui se sont comportés à la dernière session du Soviet suprême, convoqué juste après le coup d'Etat, comme si rien ne s'était passé.

C'est aussi l'apparition au Congrès de certaines personnes connues pour leurs rapports étroits avec ceux qui se sont révélés être des comploteurs. Parmi eux, l'académicien Vladimir Koukharov, l'exécutif fidèle et docile de toutes les directives socialiste-juridiques d'Anatoli Loukianov, l'ancien président du Soviet suprême, aujourd'hui emprisonné. Est-ce par hasard que lui est revenu l'honneur de préparer pour le Congrès ce document si important de la période de transition actuelle, la déclaration des droits et libertés de l'homme ?

Dans cette déclaration, justement, on peut relever pas mal de « loukharovismes » typiques, comme la proclamation de droits qui, pour être appliqués, doivent être régis par des lois. Dans la réalité juridique soviétique, c'est le meilleur moyen de déjouer et de limiter ces droits, sinon de les enterrer définitivement.

Le deuxième danger sérieux pour une union d'Etats souverains, c'est la tendance actuelle du nouveau pouvoir démocratique de Russie à essayer de se glisser dans la niche abandonnée par le « centre ». Ces symptômes inquiétants sont apparus dès le lendemain de l'échec du coup d'Etat.

Il suffit de rappeler le communiqué de la présidence russe sur la remise en cause possible des frontières inter-républicaines, la décision du gouvernement de prendre sous sa juridiction un certain nombre de ministères fédéraux, l'affrontement entre la municipalité réformatrice de Moscou et le monde des affaires, les déclarations grand-russes de certains leaders démocrates, etc. Seigneur, sauve la démocratie russe des tentations impériales ! Sinon, l'engrenage de l'affrontement entre le « centre »

et les Républiques risque d'entraîner le pays dans une ruine définitive.

Le troisième danger réside dans le maintien dans certaines Républiques de régimes totalitaires, soit communistes (Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Tadjikistan), soit anticomunistes (Géorgie). De nouvelles escalades des conflits déjà existants, inter-républicains ou interethniques, peuvent réduire à néant tous les efforts déjà menés pour créer une union d'Etats souverains. Dans l'intérêt du monde démocratique, il est donc indispensable de faire savoir clairement à ces Républiques que, si elles ne respectent pas les droits de l'homme et les libertés, elles n'ont aucune chance d'être reconnues comme membres à part entière de la communauté internationale.

Délabrement de l'économie

Enfin, le quatrième danger qui menace le nouvel ordre censé régir un système de la plénitude est le délabrement perpétuel de l'économie soviétique qui peut servir de nouveau à de nouveaux complots ou à des troubles massifs dans les villes soviétiques. L'Occident doit soutenir, de manière massive et immédiate mais ciblée, les réformes radicales que nous seuls pouvons mener pour parvenir à une saine économie de marché.

Les événements dramatiques de ces dernières semaines ont seulement confirmé ce que les démocrates russes affirmaient depuis longtemps : la fin de l'empire soviétique est inéluctable, et l'avenir des peuples qui le composent réside dans une union d'Etats souverains. Nous y arriverons, malgré les obstacles que l'agonie des structures impériales dressent sur notre chemin.

Ernest Ametistov, juriste russe proche du mouvement démocratique, vit à Moscou.

TRAIT LIBRE



Dessin paru dans The Guardian du 20 septembre.

Roumanie

Au-delà des rumeurs

par Bernard Stasi

C'est n'est pas parce que vendredi 27 septembre, place de l'Université, à Bucarest, après avoir écouté et applaudi Doña Cornea, la résistante héroïque du temps de Ceausescu, des centaines de mineurs ont crié « Vive le roi Michel ! » (certains d'entre eux, ce qui était assez cocasse, en levant le poing...) que les « gueules noires » de la vallée du Jiu vont désormais mettre leur force de frappe au service du rétablissement de la monarchie.

Ce n'est pas parce que Miron Cosma, le leader des mineurs, après avoir prononcé, à la tribune du Congrès du principal parti d'opposition, le Parti national paysan et démocrate-chrétien, une violente diatribe contre le communisme et contre le président Iliescu, a reçu une standing ovation de la part des deux mille congressistes, qu'une union sacrée est désormais constituée pour combattre le pouvoir. Union sacrée qui serait, à vrai dire, assez surprenante, car, on s'en souvient, en juin 1990 les mineurs avaient secoué les locaux et tabassé les dirigeants de ce parti. Il est vrai qu'au début de son allocution Miron Cosma avait eu la délicatesse de dire que ses camarades et lui regrettaient le « malentendu » de l'an dernier.

Ce n'est pas parce que les dirigeants de l'opposition, tout en contestant la légitimité du président Iliescu, ont répondu à son invitation et accepté d'aller discuter avec lui qu'ils sont pour autant disposés à participer à un gouvernement de coalition avec l'opposition des élections anticipées qu'ils réclament avec de plus en plus d'insistance et de vigueur.

Ce n'est pas parce que beaucoup de Roumains et d'observateurs étrangers sont persuadés que le président Iliescu a provoqué délibérément la crise de ces derniers jours et le nouveau raid des mineurs sur la capitale, afin de pouvoir se débarrasser de son premier ministre, que cette hypothèse est fondée. Mais qui oserait affirmer avec certitude qu'il ne s'agit là que d'une folle rumeur, une de plus ?

Ce n'est pas parce que Peter Roman, toujours soucieux d'entretenir sa popularité auprès des démocrates occidentaux, dénonce dans l'agitateur de ces derniers jours un « parti communiste » qu'il va nécessairement entreprendre une lutte vigoureuse contre l'utilisation de la Securitate et le contrôle des médias par un pou-

voir dont il était partie prenante il y a quelques jours, et qui n'a pas renoncé à certaines méthodes communistes du « bon vieux temps ».

Ces images quelque peu surréalistes, glanées au cours d'un bref séjour à Bucarest, ces comportements étranges et souvent incohérents, nous rappellent que la Roumanie est plus que jamais le pays des rumeurs et des soupçons, de la peur et des passions. Et que l'on se tromperait gravement si l'on faisait appel à la logique pour comprendre une situation ou prédire une évolution qui échappent à toute analyse rationnelle.

Peut-on toutefois, prendre le risque d'affirmer que le président Iliescu est affaibli à la suite de ces dernières péripéties ? Tandis que l'opposition s'organise et prend confiance, tandis que Peter Roman semble prendre quelques distances, il est notable qu'aucune manifestation de soutien au président n'a eu lieu dans la rue la semaine dernière. Bien au contraire : malgré leur mauvaise réputation et la violence de leurs actions, les mineurs semblent avoir bénéficié de la sympathie d'une partie de la population de la capitale.

Il est possible aussi de prévoir que cette crise interrompra les réformes économiques radicales mises en œuvre par le gouvernement de Peter Roman (car c'est un autre paradoxe de la Roumanie qu'un pouvoir encore tout imprégné de communisme se soit lancé dans une politique de libéralisation économique plus vigoureuse que dans les autres anciennes démocraties populaires...). C'est dire que le processus du passage à l'économie de marché risque d'être très fortement retardé.

Enfin, il apparaît de façon évidente que la société roumaine n'a pas encore réussi à se libérer totalement du poids accablant de quarante années de communisme. La régression de la violence, une médiane généralisée, une certaine apathie aussi, rendent particulièrement difficiles, dans ce pays, les avancées de la démocratie et la mise en place d'une économie efficace.

Raison de plus pour que la France, toujours aussi chère au cœur des Roumains, apporte activement son soutien à l'évolution démocratique de ce pays et manifeste, en dépit de tout, sa confiance en l'avenir de la Roumanie.

Bernard Stasi est le vice-président du CDS.

Un président pour l'Eurasie ?

par Pierre Kende

On ignore quelle sera la configuration exacte de l'entité euro-asiatique succédant à l'Union des républiques socialistes et soviétiques léguée par Staline. Mais dans l'hypothèse où elle serait chue que le territoire, appelé Fédération russe, sur lequel règne déjà Boris Eltsine, il est très malaisé d'imaginer ses institutions futures. Admettons qu'elle conserve toutes les républiques qui la composent après le départ des pays baltes.

La scission hypothétique d'une Moldavie, et même de plusieurs Moldavies, ne change pas les données institutionnelles et affecte peu les dimensions du problème. S'il ne restait dans la fédération future que la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie, cela ferait déjà plus de 30 % de la population et plus de 90 % du territoire de l'URSS, telle qu'elle était jusqu'en 1991.

Chacune de ces républiques se considère déjà comme « souveraine », à commencer par la Russie, dont la souveraineté est déposée entre les mains d'un puissant du suffrage universel. Un Etat souverain n'ayant à recevoir des ordres de quiconque, il est normal que les institutions transitoires que la nouvelle Union vient de se donner soient basées sur le principe de l'humanité. Dès lors,

les constituants de la future entité se trouvent devant un dilemme insoluble (ou presque) qui est posé par le conflit de deux souverainetés : celle des composantes et celle de l'ensemble.

L'histoire de ces derniers mois a-t-elle déjà tranché en faveur de la première ? Il semblerait bien. Mais, alors, quel avenir pour l'Union en tant que formation de type étatique ?

Risque de guerre civile

Prenons l'exemple du siège de l'URSS aux Nations unies. Si toutes les républiques de l'Union renaissent à l'ONU à titre individuel — ce qui est déjà le cas, grâce à Staline, de l'Ukraine et de la Biélorussie — il y aurait à New-York et à Genève un Etat membre s'appelant Russie, car on a du mal à imaginer que, seule, de toutes les républiques seules, elle renoncera à y être. Disposant d'une liberté d'action plus grande et d'une puissance plus grande que celle d'un Etat ligoté par le droit de veto de ses composantes, la Russie serait aussi mieux qualifiée que cette dernière pour occuper au Conseil de sécurité le fauteuil de l'un des cinq membres permanents. Le dilemme

des souverainetés, s'il demeure (or il ne pourrait disparaître qu'à la suite d'un nouveau coup de théâtre, improbable pour le moment), a aussi des conséquences sur le mode d'élection du futur président de l'Union.

L'esprit du temps est tel que tous les acteurs concernés et tous les experts interrogés à Moscou se prononcent pour une élection au suffrage universel. Qu'il nous soit permis d'exprimer nos doutes sur le réalisme que sur la sagesse d'un tel projet.

Réalisme, d'abord : d'où sortirait le candidat-miracle capable de séduire une majorité d'électeurs dans chacune des républiques, même s'il n'en restait que quatre ? Sagesse, ensuite : une entité dont toutes les parties relèvent désormais d'une souveraineté républicaine locale ne peut pas avoir, pour chacune des parties de son territoire, deux présidents élus au suffrage universel (par exemple pour la Russie, Eltsine et Gorbachev). Ce serait contraire à l'idée

même de la fédération, c'est-à-dire du compromis entre parties contractantes. Il est absurde de demander à l'électeur de base d'arbitrer entre quatre, cinq, ou dix équipes dirigeantes (et autant de volontés nationales).

Si l'entité politique qui cherche à se substituer à l'URSS veut éviter et la suprématie russe — qui est inscrite dans sa démographie — et la guerre civile qui se pointe au bout du conflit des souverainetés, elle n'a pas d'autre choix que de suivre la voie tracée par les Communautés européennes. Au départ, cela signifie la primauté absolue des souverainetés nationales et l'égalité des Etats contractants dont les présidents pourraient se relayer à la tête de l'exécutif fédéral. Par la force des choses, la grande puissance militaire — et le rôle diplomatique qui en découle — resterait avec la Russie. Mais ce n'est qu'à ce prix-là que les autres républiques existent.

Pierre Kende est directeur de recherche au CNRS.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises.
- M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au 111 40 65 25 33

Implantation du « Monde »

12, r. M. Guisbours 94852 IVRY Cedex

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises.
- M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au 111 40 65 25 33

Implantation du « Monde »

12, r. M. Guisbours 94852 IVRY Cedex

Le Monde

REDACTION ET SIEGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIERE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.BOF.F

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria 75002 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-62-96-73. Société filiale de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-16 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS hors CEE
3 mois	460 F	572 F	700 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 360 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 560 F

ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif au demandeur. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : nous sommes invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

111 MON 03 PP Paris RP

ÉTRANGER

Le coup d'Etat militaire en Haïti

Le président haïtien, M. Jean-Bertrand Aristide, a quitté Port-au-Prince mardi 1^{er} octobre à 3 h 15 locales (8 h 15 à Paris) dans un avion du président vénézuélien Carlos Andrés Pérez à destination de Caracas, où il a fait étape avant de gagner Paris, après que son gouvernement eut été renversé, dans la nuit de lundi à mardi, par une junte conduite par le général Raoul Cédras, commandant en chef de l'armée. La rébellion militaire, qui avait commencé dans la soirée de dimanche, a fait au moins 26 morts et 200 blessés par balles, selon un bilan provisoire. En « liaison étroite » avec les Etats-Unis et le Venezuela, la France, qui avait condamné par avance « toute tentative qui mettrait en péril la démocratie » à Haïti, a négocié avec les rebelles le départ du président Aristide, la priorité ayant été de « sauver sa vie et celle de ses proches », a indiqué un porte-parole de l'Elysée. La France continue de demander, a ajouté ce porte-parole, « la réinstallation

du président démocratiquement élu », qui a quitté son pays avec sept gardes du corps et l'ancien chef de la police, le colonel Pierre Chérubin.

Le coup d'Etat militaire à Haïti a suscité de nombreuses condamnations, outre celle de la France. A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler a indiqué, lundi 30 septembre, que « les Etats-Unis condamnent fermement l'attaque contre l'ordre constitutionnel à Haïti et le président Aristide, mené par des éléments renégats de l'armée haïtienne ».

A l'issue d'une réunion extraordinaire de son conseil permanent, lundi, l'Organisation des Etats américains (OEA) a fermement condamné la rébellion et demandé « le respect de la Constitution et du gouvernement issu de la volonté du peuple librement exprimée » lors des élections de décembre 1990. Le conseil a accepté la proposition faite par le Venezuela de convoquer une réunion extraordinaire des

ministres des affaires étrangères des pays membres pour adopter une position commune. Selon une source diplomatique citée par l'AFP, les pays américains pourraient décider l'isolement total de tout gouvernement « de facto » d'Haïti. D'autre part, la CEE doit suspendre son aide à Haïti, a annoncé mardi à Bruxelles, la Commission européenne. La CEE devait accorder à ce pays au moins 148 millions de dollars de subventions d'ici à 1995, au titre de la Convention de Lomé. La France a également fait savoir qu'elle suspendait son aide « jusqu'au rétablissement de l'état de droit ».

A New-York, M. Javier Peraz de Cuellar, le secrétaire général de l'ONU, a « regretté vivement » les événements d'Haïti. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni de façon informelle lundi soir, mais une large majorité du Conseil, composée essentiellement de pays non alignés, à l'exception de Cuba, de la Chine et de l'Inde, s'est opposée à toute réunion

formelle au vu du principe de non-ingérence. L'ambassadeur d'Haïti s'est élevé contre ce refus qui, selon lui, peut avoir comme résultat « un grand nombre de morts et une grande tragédie » dans son pays. Plusieurs centaines d'Haïtiens ont manifesté lundi soir devant le siège de l'ONU, tandis que plusieurs centaines d'émigrés haïtiens mettaient à sac des magasins et allumaient des foyers d'incendie à Miami, en Floride, dans le quartier de « Little Haïti ». A Paris, un communiqué du ministère des affaires étrangères, publié lundi soir, indiquait que la France « condamne vigoureusement la tentative de déstabilisation (...) contre la démocratie » et demandait « le retour immédiat des militaires factieux dans leurs casernes ». Le Quai d'Orsay affirmait également que le gouvernement français est « convaincu que la communauté internationale manifesterait une réprobation unanime » devant ces agissements.

Le président renversé par l'armée

Suite de la première page

Outre le général Cédras, la junte militaire, qui affirme contrôler le pays, est composée des colonels Alix Silva et Henry Robert Marc-Charles, l'attaché militaire d'Haïti aux Etats-Unis.

La situation demeure confuse dans la capitale haïtienne où les stations de radio occupées par l'armée ont cessé d'émettre. Seule la radio nationale a repris ses émissions tard dans la soirée de lundi, alors que les commerces et les bureaux sont restés fermés. Toute la journée, des patrouilles militaires et des civils circulant à bord de véhicules privés ont sillonné les rues désertées de la capitale, en tirant des rafales d'armes automatiques. Plusieurs dizaines de partisans du Père Aristide ont été tués, alors qu'ils tentaient d'engager des barrières de pneus enflammés pour s'opposer au coup d'Etat.

Dans l'après-midi de lundi, le président Aristide avait tenté de reprendre le contrôle de la capitale.

tion en regagnant le palais national à bord d'une voiture blindée, en compagnie de l'ambassadeur de France. Le coup d'Etat qui avait débuté dimanche soir par la mutinerie du Camp d'application de l'armée, une unité de blindés légers cantonnée dans la banlieue est de la capitale, avait surpris le chef de l'Etat dans sa résidence privée de Tabart, à une dizaine de kilomètres au nord-est de Port-au-Prince.

Débandade des soldats de la garde

Alors que des milliers de partisans du Père Aristide se rassemblaient autour de sa modeste résidence, on apprenait que des blindés, aux mains des putschistes, se dirigeaient vers Tabart, où se trouvait le chef de l'Etat ne disposant pas d'armes antichars. Le président haïtien a alors décidé de regagner le palais national, où il espérait que la garde présidentielle assurerait sa protection.

Mais, lorsque le commando de

putschistes s'est lancé à l'assaut du palais en fin d'après-midi, les soldats de la garde s'opposèrent à une faible résistance avant de se débander. Plusieurs des gardes du corps du président ont été tués avant son arrestation et son transfert au Grand Quartier général, à 300 mètres du palais.

Pendant quelques heures, le chef de l'Etat et plusieurs diplomates ont pensé que l'armée se diviserait face aux putschistes et que le loyalisme l'emporterait chez un certain nombre d'officiers et de soldats. Mais, à mesure que le temps passait, les hésitations du général Cédras, commandant en chef promu à la tête de l'armée en juin dernier, cachaient de plus en plus mal son rôle actif dans le coup.

Autre déception pour le camp du Père Aristide : le colonel Alix Silva, considéré comme loyal par l'entourage du président, a participé à la conspiration au point de faire partie de la junte militaire. Quant au colonel Marc-Charles, formé aux Etats-Unis, et qui passe pour un des hommes de Washington au sein de l'armée haïtienne, c'est un ancien proche collaborateur de l'ex-général Prosper Avril. Ce dernier, dont le nom a été associé aux rumeurs de putsch ces derniers jours, s'était emparé du pouvoir en septembre 1988, lors d'un des nombreux coups d'Etat militaires qui ont jalonné la « sanglante » transition démocratique qui a suivi la chute du dictateur Jean-Claude Duvalier en février 1986.

« Ce pays va devenir ingouvernable »

Dès sa prestation de serment, le 7 février dernier, le président Aristide avait annoncé la mise à la retraite de six généraux connus pour leurs liens avec l'ancien régime duvalériste. Il avait promu à leur place de jeunes colonels, parmi lesquels figuraient les trois membres de la nouvelle junte militaire qui avaient assuré la sécurité des élections de décembre dernier, avec l'aide d'experts des Nations unies.

Le chef de l'Etat avait également annoncé des mesures destinées à améliorer l'ordinaire de la troupe et confié à son plus proche collaborateur, le premier ministre René Préval, le soin de reprendre en main l'armée haïtienne. Mais les militaires ont pris goût au pouvoir, et plus encore à l'argent. La corruption, la contrebande, le trafic de drogue ont fait des ravages, tant chez les officiers que parmi les « petits soldats », que l'on pensait plus accessibles aux discours populistes de gauche du prêtre devenu président.

A la différence de ce qui s'était passé lors de la tentative de coup de force de l'ancien chef des « tontons macoutes », M. Roger Lafontant, au début du mois de janvier dernier, le prêtre n'a pu mettre en échec le coup d'Etat militaire. Dès le début du putsch, les « tontons macoutes » ont fait régner un climat de terreur dans la capitale et les collaborateurs du président n'ont pas été en mesure de donner des directives claires. Autre facteur avancé par un diplomate : « Même si elle demeure importante, la popularité du président Aristide a baissé depuis six mois en raison des affrontements constants entre l'exécutif et le législatif et de l'absence de progrès tangibles sur le plan économique. »

« Ce pays va devenir ingouvernable », prévient un journaliste haïtien. Pour la grande misère de la population qui vit dans la misère des campagnes ou des bidonvilles, le Père Aristide demeure un « messie » et des réactions populaires ne peuvent être exclues au cours des prochains jours où des élections

JEAN-MICHEL CAROIT

Un des pays les plus pauvres

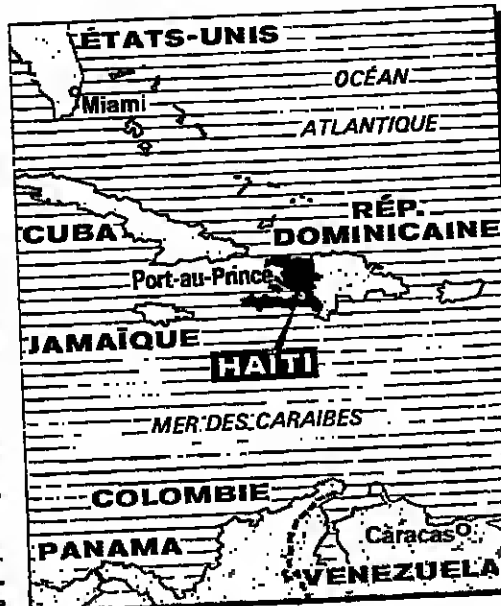
D'une superficie de 27 750 kilomètres carrés, Haïti occupe le tiers de l'île d'Hispaniola, entre Cuba et Porto Rico dans les Caraïbes, la rase appartenant à la République dominicaine.

Population : 6 millions d'habitants dont 95 % de Noirs ; 1 200 000 dans le capitale, Port-au-Prince (estimations de 1987).

Langue : le créole, qui, en 1987, a remplacé comme langue officielle la française, comprise par 30 % de la population.

Religions : catholiques (80 %), protestants (10 %), mais le vaudou est pratiqué par 80 % des Haïtiens.

Histoire : Découverte par Christophe Colomb en 1492, colo-



nie française en 1697, indépendante en 1804, Haïti devient la première république noire.

1957. Surnommé « Papa Doc », il institue la présidence à vie en 1964.

A la mort du dictateur, en 1971, son fils Jean-Claude (« Baby Doc ») lui succède ; il sera renversé le 7 février 1986.

Economie : Haïti est l'un des pays les plus pauvres du monde. 85 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté absolue. Le PIB était en 1987 de 2,2 milliards de dollars, pour un revenu annuel par habitant d'environ 300 dollars. Dette extérieure : 1 200 millions de dollars. Le café est la principale source d'exportation.

Forces armées : environ 6 000 hommes. (AFP, Reuters).

Nouvel homme fort

Le général Raoul Cédras passe pour un « modéré »

Le général Raoul Cédras, qui assumait depuis lundi 30 septembre le pouvoir à Port-au-Prince au nom des Forces armées d'Haïti (FAH), est considéré comme l'un des plus brillants officiers de l'armée et sa réputation est celle d'un modéré.

Né en 1949 au sein d'une famille de commerçants aisés, il entra à l'Académie militaire lors de sa réouverture en 1971 par Jean-Claude Duvalier

et sort major de sa promotion, 1971-1972.

Il est successivement affecté comme instructeur à l'Académie militaire de Port-au-Prince, au bataillon antiaérien des Léopards en 1983, au camp d'application du Lamentin comme commandant, puis à l'Académie militaire comme directeur, avant d'assumer en 1990 la responsabilité du comité pour la sécurité des élections qui verraient la

trionphait du Père Jean-Bertrand Aristide. Ce dernier le nomma chef d'état-major le jour de son investiture, en février dernier.

Cinq mois plus tard, il succéda naturellement, à la tête de l'armée, au général Hérard Abraham, qui a remis sa démission. Le général Cédras, qui parla quatre langues, a suivi des stages militaires en Espagne, aux Etats-Unis et au Mexique. (AFP)

Le Père Jean-Bertrand Aristide « messie » des jeunes et des pauvres

Renversé lundi 30 septembre par une junte militaire, le président Jean-Bertrand Aristide, fervent adepte de la théologie de la libération, était devenu, à trente-huit ans, la figure charismatique des jeunes des bidonvilles et des pauvres du pays. Symbole de la lutte contre le dictateur de Jean-Claude Duvalier (1971-1986) et des régimes militaires qui lui ont succédé, ce prêtre à l'aspect frêle, portant courtes moustaches et fines lunettes, avait galvanisé les foules lors de la campagne en vue de l'élection présidentielle du 16 décembre dernier, où il avait remporté 66,7 % des suffrages.



Fils de modestes paysans, Jean-Bertrand Aristide est né le 15 juillet 1953 dans une bourgade côtière du sud-ouest d'Haïti, Port-Salut. Malade, son père mourut trois mois après sa naissance. Recueilli chez les sœurs, il fit ses études à Port-au-Prince et à Cap-Haïtien (nord d'Haïti) avant d'accomplir son noviciat dans la République dominicaine voisine, de 1975 à 1978. Il effectua ensuite, de 1979 à 1982, un voyage d'études bibliques et archéologiques en Israël et en Grèce. Ordonné prêtre le 3 juillet 1982 à Port-au-Prince, il s'exila pendant trois ans à Montréal (Canada), où il obtint un doctorat en théologie biblique et une licence en psychologie.

« Justice, participation, transparence »

C'est à l'église Saint-Jean-Bosco, à Port-au-Prince, en 1985, qu'il se révéla, par ses prêches enflammés, comme un adversaire acharné du « président à vie » Jean-Claude Duvalier, puis de ses successeurs militaires. A huit reprises au cours des cinq dernières années, le jeune prêtre a été l'objet de tentatives d'assassinat. Le 11 septembre 1988 notamment, une bande de néo-duvaléristes armés de piques et de machettes fondit sur l'église Saint-Jean-Bosco, où Jean-Bertrand Aristide célébrait la messe, et attaqua les fidèles. Le prêtre « rouge » échappa de justesse à cet attentat, mais trois de ses partisans meurent et plus d'une centaine sont blessés. Il ressort

très ébranlé de ce drame. Ses sermons, où il dénonça de plus en plus violemment « l'impérialisme américain », firent par la suite le Vatican, la hiérarchie catholique locale et le recteur des séminaires. Accusé notamment de « s'orienter vers la violence et la lutte des classes », il est finalement exclu de son ordre en décembre 1988.

Un mois avant son investiture à la présidence de la République, le 7 février dernier, une tentative de coup d'Etat organisée par l'ancien haut responsable du régime de Jean-Claude Duvalier Roger Lafontant tenta de lui barrer la route du pouvoir. Le soulèvement populaire qui s'ensuivit provoqua la mort de plus de 70 personnes.

Depuis son accession à la présidence, le Père Aristide, dont le programme de gouvernement prônait « la justice, la participation et la transparence », avait revêtu le mot « socialisme » de son vocabulaire, affiché son respect de la propriété privée et condamné la justice sommaire des tribunaux populaires. Au cours des derniers mois, les partis qui l'avaient soutenu – le Père Aristide n'avait pas eu le temps de créer sa propre formation – avaient adopté une attitude de plus en plus critique à son égard, lui reprochant notamment d'avoir choisi le plus part de ses collaborateurs (modérés) parmi les intellectuels de gauche et les catholiques ayant soutenu sa campagne. (AFP)

L'HISTOIRE

DOSSIER

L'antisémitisme en France

De l'affaire Dreyfus à l'affaire Carpentras

L'HISTOIRE

PUBLIE DANS SON NUMÉRO D'OCTOBRE UN GRAND DOSSIER SUR :

L'ANTISÉMITISME EN FRANCE

AU SOMMAIRE :

- Sémites : histoire d'un mot.
- La vérité sur les Juifs de France au XIX^e siècle.
- Les « bons » et les « mauvais » Juifs du roman français.
- Le gouvernement de Vichy a-t-il sauvé les Juifs ?
- Henry Coston : itinéraire d'un antisémite.
- Enquête : les habits neufs du racisme.
- L'affaire Carpentras.

N° 148 - OCTOBRE 1991 - 31 F

EN VENTE EN KIOSQUE

AMÉRIQUES

L'ONU se borne à « regretter vivement » les événements de Port-au-Prince

Cointurées par d'imposantes forces de police venues contenir les centaines de ressortissants haïtiens - l'agglomération new-yorkaise en compte 600 000 - venus exiger que l'ONU soutienne « l'État », les Nations unies ont tenu dans la nuit du lundi 30 septembre au mardi 1^{er} octobre une réunion informelle du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Haïti et au sort du Père Jean-Bertrand Aristide.

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Cette réunion avait été demandée quelques heures auparavant par M. Fritz Longchamp, l'ambassadeur d'Haïti qui, invoquant le droit dont dispose chaque État-membre, avait adressé une lettre au président du Conseil de sécurité sollicitant une « convocation immédiate » de cette institution.

La présidence du Conseil étant assurée par la France jusqu'à lundi minuit et le tour de l'Inde intervenant dès le 1^{er} octobre, l'ambassadeur français Jean-Bernard Mérimée a aussitôt entrepris de consulter les autres membres du Conseil. Ce sondage a rapidement démontré qu'il n'était pas possible de tenir une séance formelle du Conseil sur le dossier d'Haïti et de recueillir la minorité requise (neuf voix) pour l'organiser, compte tenu de l'attachement de certains pays - Inde, Chine, Yémen, Roumanie, notamment - aux principes de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays.

Pour sortir de l'impasse, le Conseil optait pour un profil aussi bas que possible et se bornait à laisser à son président le soin de souscrire, à titre personnel - et non pas au nom du Conseil - la déclaration faite précédemment par le secrétaire général. Dans une courte intervention, M. Javier

Perez de Cuellar avait « regretté vivement les événements violents survenus à Haïti et les victimes qui sont à déplorer ».

Il s'inscrivait également « du sort du Père Aristide et des graves menaces qui pèsent sur la démocratie instaurée dans le pays avec l'appui des Nations unies » et « exprimait l'espoir que le calme sera bientôt rétabli et le processus démocratique poursuivi ». De son côté, dans une déclaration encore plus lapidaire, le président du Conseil rappelait qu'après avoir été saisi par l'ambassadeur d'Haïti, il avait consulté ses homologues avant d'apporter son « entier appui à la déclaration du secrétaire général ».

A l'issue de la réunion, M. Longchamp a dénoncé le fait qu'en dépit de sa demande le Conseil n'ait pas été réuni pour débattre de la situation, une décision qui, selon lui, démontre que « le sort du peuple haïtien ne dépend pas de cet organisme ». Il a également affirmé que « certains membres du Conseil (qu'il a nommément désignés : la France, les États-Unis et le Venezuela) se sont engagés dans des négociations avec les militaires à l'origine de l'arrestation de M. Jean-Bertrand Aristide de façon à obtenir son expulsion d'Haïti ».

La teneur de ce propos fut confirmée ultérieurement de source occidentale, l'accent étant mis sur la nécessité de sauver la vie du président haïtien. Ironie du sort, ce dernier était intervenu pour la première fois il y a quelques jours à peine - le 25 septembre - devant l'Assemblée des Nations unies, pour exprimer l'espoir qu'il plaçait dans le mouvement démocratique qui avait porté au pouvoir à l'issue des premières élections libres que le pays ait connues depuis une génération. Un processus électoral rendu possible par la présence d'observateurs des Nations unies venus vérifier le déroulement et l'issue de la consultation.

SERGE MARTI

De putsch en putsch...

Depuis la chute, en 1986, de Jean-Claude Duvalier (« Baby Doc »), dont le père avait dirigé le pays d'une main de fer depuis son élection en 1971, Haïti a connu trois coups d'État et trois tentatives de putsch :

1986

- 7 février : chute et départ en exil en France du « président à vie » Jean-Claude Duvalier (« Baby Doc »), après plus de deux mois de troubles (50 morts et 133 blessés). Le général Henri Namphy prend le pouvoir et devient président du Conseil national de gouvernement, composé de 4 militaires et de 2 civils.

1987

- 29 mars : une nouvelle Constitution est adoptée par référendum. - 29 novembre : les élections législatives et présidentielle sont annulées à la suite de massacres qui ont fait 24 morts et 74 blessés le jour du scrutin.

1988

- 17 janvier : Leslie Manigat est élu président de la République, après de nouvelles élections boycottées par l'opposition. - 19-20 juin : le général Namphy s'empare à nouveau du pouvoir à la suite d'un coup d'État et dépose le président Manigat, qui s'exile à Saint-Domingue. Le général Namphy, qui avait refusé d'exécuter des ordres du président, avait été destitué de son poste de commandant en chef de l'armée haïtienne le 17 juin.

- 18 septembre : le général Prosper Avril, chef de la garde présidentielle, renverse le général Namphy, qui part en République dominicaine. Sous la pression de la troupe, de nombreux officiers de l'armée et de la police, accusés d'être des « duvaléristes » ou des proches du général Namphy, sont destitués.

- 8 octobre : une tentative de coup d'État « néo-duvalériste » est déjouée par la base de l'armée.

1989

- 13 mars : le général Avril restaure partiellement la Constitution de 1987. - 2 avril : tentative de coup d'État contre le général Avril menée par le colonel Himel Rébu, commandant de l'unité d'élite « Léopards ». Le général Avril, arrêté par les milices, est libéré par la garde présidentielle et reprend le contrôle du pays.

- du 5 au 8 avril : le bataillon « Jean-Jacques Dessalines » (900 hommes) se soulève contre le

général Avril, dont il exige le départ. La garde présidentielle prend d'assaut la caserne du bataillon Dessalines. Bilan : une quarantaine de victimes.

1990

- 10 mars : le général Avril démissionne. Il est remplacé par le général Hérard Abraham, qui s'engage à remettre le pouvoir aux civils dans les 72 heures.

- 12 mars 1990 : un accord entre l'armée et les partis - le premier du genre dans l'histoire d'Haïti - permet à M^{me} Ertha Pascal-Trouillot, présidente de la Cour suprême, d'assurer la présidence par intérim du pays.

- 16 décembre : le Père Jean-Bertrand Aristide est élu président avec 66,7 % des suffrages.

1991

- 7 janvier : Roger Lafontant, ancien chef des « tontons macoutes » sous le régime duvalériste, tente de s'emparer du pouvoir, afin d'empêcher la prise de fonction, du président Aristide. Après avoir séquestré pendant quatre heures Mme Pascal-Trouillot, il est contraint à se rendre à l'armée dirigée par le général Abraham, resté loyal. La foule s'empare des « tontons macoutes » et sympathisants présumés des duvaléristes, au cours d'affrontements qui font plus de 70 morts.

- 7 février : entrée en fonctions du président Aristide. - 30 juillet : Roger Lafontant est condamné à la prison à perpétuité pour atteinte à la sécurité de l'État. - 30 septembre : une rébellion militaire conduit au renversement du président Aristide.

■ COLOMBIE : le gouvernement suspend le dialogue avec la guérilla. - Les autorités colombiennes ont suspendu provisoirement, lundi 30 septembre, le dialogue engagé avec la guérilla à Caracas, et ordonné le retour immédiat de la délégation gouvernementale. A annoncé le ministre de l'Intérieur, M. Humberto de la Calle. Cette décision a été prise à la suite d'un attentat auquel a échappé lundi l'ancien président du Sénat, M. Aurelio Iragorri, mais qui a fait au moins cinq morts. Attribué par les forces de l'ordre à la guérilla, cet attentat s'est produit au cours d'une tournée électorale dans la région d'El Carmelo, dans le sud-ouest du pays. (AFP)

EUROPE

YUGOSLAVIE : la poursuite des combats en Croatie

L'armée fédérale menace de détruire des objectifs « vitaux »

L'armée yougoslave a lancé, dans la nuit du lundi 30 septembre au mardi 1^{er} octobre, un ultimatum à la Croatie, la menaçant de représailles si les forces croates « continuaient leurs attaques contre les casernes et les unités de l'armée », a rapporté l'agence Tanjug. Un communiqué, signé par « l'état-major du commandement suprême des forces armées yougoslaves », avertit les autorités croates que l'armée fédérale « détruira immédiatement un ouvrage d'intérêt vital pour la Croatie pour chaque installation de l'armée yougoslave occupée et occupée » par les forces croates, selon Tanjug.

Pour chaque garnison attaquée et occupée, l'armée détruira un objectif vital de la ville où se trouve la garnison, précise ce communiqué, qui tient également lieu, selon ses termes, d'avertisse-

ment à la population civile pour qu'elle évacue « en temps utile » les localités visées. L'armée fédérale déclare en outre que la « réponse militaire » à la prise de plusieurs casernes et autres objectifs militaires « après le dernier accord de cessez-le-feu » consistera en « actions et opérations offensives sur une partie du territoire croate ».

Mettant la Croatie en garde contre « de nouvelles effusions de sang et destructions », elle somme les autorités locales d'arrêter « immédiatement » le contact avec les commandements de l'armée fédérale afin d'assurer la sortie des unités armées, de leurs familles et de leur équipement, des garnisons assiégées.

Selon Radio-Belgrade, des combats faisaient rage lundi après-midi, à Vukovar, dans l'est de la Croatie, près de la frontière avec la Serbie. Cette

ville est encerclée depuis plus d'un mois par l'armée yougoslave. Des unités blindées, appuyées par des avions de l'armée, ont quitté le village de Negoslavci pour lancer une « opération finale » contre cette ville de Slavonie.

La radio ne précise pas s'il s'agit bien des nouveaux renforts de blindés partis dans la nuit de Belgrade en direction de Sid. L'agence croate Hina a annoncé de son côté que l'aviation yougoslave avait bombardé par deux fois la région de Vukovar et de Vinkovci, la ville voisine, au moyen de bombes à fragmentation. Les bombardements les plus sévères ont touché les villages de Bogdanovci et Nustar, sur la seule route praticable pour les forces croates entre ces deux villes slaves. Seize personnes ont été blessées dans ces attaques, selon Hina. (AFP)

Les Européens restent divisés sur l'envoi de militaires pour protéger les observateurs

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Les Britanniques continuent à freiner des quatre fers pour l'envoi en Yougoslavie d'unités militaires de la Communauté, dont la mission, pourtant relativement modeste, serait de protéger les observateurs de la CEE afin de leur permettre d'accomplir leur tâche de surveillance avec plus d'efficacité. Le principe du renforcement de la présence communautaire sur le terrain, déjà adopté le 19 septembre, a été confirmé à l'occasion de la réunion que les ministres des affaires étrangères et de la défense des neuf pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ont tenue le 30 septembre à Bruxelles. (1). Mais sa mise en œuvre a été retardée par le refus de plus renvoyer à lord Carlington, qui préside la conférence

de paix réunissant les principaux protagonistes de la crise sous les auspices de la Communauté.

Le 19 septembre, les Douze, après avoir écarté l'idée d'une force d'interposition importante, présentée il est vrai de manière quelque peu improvisée par la France, ont opté pour une mission de maintien de la paix, à l'exception d'un contingent de 100 hommes, qui a été limité d'unités chargées d'assurer la liberté de mouvement des observateurs. Un groupe de travail de l'UEO avait été chargé d'examiner les modalités. Le rapport qui a été soumis lundi au conseil des ministres de l'UEO propose quatre options.

1) La fourniture d'un soutien logistique plus efficace aux observateurs de la CEE ;

2) L'envoi de deux cents ou trois cents militaires gardes du corps ;

3) La mise en place dans les zones contestées d'une force légère, équipée d'armes individuelles, d'environ cinq mille hommes ;

4) Le déploiement d'une force d'interposition plus large, de l'ordre de dix mille hommes.

Les Britanniques expliquaient lundi dans les couloirs qu'ils ne pourraient guère envisager d'aller plus loin que la première option. De leur côté les Français faisaient valoir que l'orientation majoritaire du conseil se situait plutôt entre le deuxième et le troisième scénario.

La réalité est que M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, jugeant l'exercice à tous égards pénible, bloqua. Il affirme cependant qu'il n'y a à l'heure actuelle aucun débat en cours entre les Douze sur l'union politique et sur l'opportunité d'amorcer une politique commune de sécurité. Un dis-

cours écouté avec scepticisme par nombre de ses collègues.

La déclaration finale de l'UEO rappelle que toute action reste conditionnée à un cessez-le-feu effectif et à l'accord de toutes les parties yougoslaves. Si lord Carlington, en liaison avec les autorités de la CEE, estime que ces conditions sont remplies, l'UEO convoquera une nouvelle réunion ministérielle. MM. Roland Dumas et Pierre Joxe ont regretté que la Communauté n'ait pas profité de la semaine de relative accalmie que la Croatie a connue jusqu'à lundi pour faire accepter aux Serbes réticents l'idée d'une présence militaire européenne.

PHILIPPE LEMAÎTRE

(1) UEO : les Douze moins le Danemark, la Grèce et l'Irlande. Ces trois pays étaient cependant invités à la réunion, ainsi que la Turquie et la Norvège, comme observateurs.

L'aggravation de la crise

Suite de la première page

« Si vous refusez », dit M. Markovic, nous serons considérés par les peuples yougoslaves, le monde entier et en particulier par les citoyens de Serbie comme l'un des principaux coupables de cette agression et de cette guerre civile... Il faut empêcher qu'il y ait des destructions, des morts et des blessés. Or toute tentative de recapture des frontières par la force ou toute politique qui grève la guerre pour résoudre la question des Serbes en Croatie mène à cela ».

Dans la soirée de lundi, le président de Serbie rejetait l'appel de M. Markovic par le biais d'une lettre de son premier ministre, M. Dragutin Zelenovic. Sur un ton méprisant, M. Zelenovic a mis en doute la neutralité ainsi que les capacités de M. Markovic en tant que chef du gouvernement fédéral et a affirmé que la mobilisation en Serbie était déclenchée par l'armée yougoslave en accord avec les décisions de la présidence fédérale. Il ne précisait cependant pas la date de ces décisions. En dépit des affirmations des responsables serbes, certains juristes estiment à Belgrade que le décret de mobilisation partielle pris à la mi-septembre, par le haut commandement de l'armée yougoslave dans le but de lever le blocus imposé par les forces croates aux casernes fédérales n'a aucune valeur légale puisqu'il a été adopté dans le plus grand secret, sans consultation de la présidence collégiale, et n'a jamais été publié au Journal officiel.

L'appel adressé au président serbe intervient dix jours après le violent réquisitoire de M. Markovic accusant notamment l'armée d'être responsable de l'escalade de la guerre et de s'être rangée du côté serbe. Il se voit en complément avec l'armée fédérale pour mettre en œuvre, dans les régions à majorité serbe, un programme intitulé RAM concernant l'armement de la population et la création d'une « grande Serbie » (Le Monde du 21 septembre). M. Markovic continue donc d'enfoncer le couteau dans la plaie même s'il a été mis en garde par plusieurs personnalités serbes qui réclament ouvertement sa démission et le menacent d'être « écarté physiquement ».

Le comportement de M. Markovic est d'autant plus suicidaire qu'il ne reproche pas aux autorités croates et plus précisément au président Franjo Tudjman - de procéder également à une mobilisation tout aussi illégale de la population dans les forces de la garde nationale croate. Si M. Markovic a manqué de diplo-

matie, il semble néanmoins qu'il ait pris volontairement parti, convaincu qu'il devait faire face à un complot. En effet, le premier ministre avait affirmé qu'il possédait une cassette de M. Milosevic et l'armée fédérale. Les preuves matérielles de M. Markovic sont tombées, depuis, dans d'autres mains : le dernier numéro de l'hebdomadaire indépendant de Belgrade, publié un très bref extrait d'une conversation téléphonique entre le leader serbe de Bosnie-Herzégovine, M. Radovan Karadzic, et M. Milosevic, où il apparaît qu'il existe non seulement un accord tacite entre les pouvoirs serbe et militaire, mais que M. Milosevic exerce un pouvoir absolu sur l'armée fédérale. L'hebdomadaire annonce que certains journaux yougoslaves pourraient prochainement publier le contenu intégral de la cassette.

Zagreb et Ljubljana confirment leur indépendance

Lors d'une conférence de presse, lundi à Zagreb, le chef de l'État yougoslave, le Croate Stipe Mesic, a pour sa part certifié que la Yougoslavie avait été victime d'un putsch militaire dirigé par le président Milosevic, qui s'était « approprié » l'armée yougoslave. Par ailleurs, le chef de la diplomatie croate, M. Zvonimir Separcovic, a indiqué que la Croatie n'avait pas l'intention de prolonger le moratoire sur sa déclaration d'indépendance, qui expire le 7 octobre prochain. Les autorités de Ljubljana ont de même annoncé que la Slovénie s'attendait plus pour accéder à l'indépendance, mais qu'elle continuerait néanmoins à participer à la conférence de paix de La Haye.

Alors que les autorités serbes et militaires accusent la Croatie de forcer tous les hommes en état de se battre à rejoindre la garde nationale croate et de préparer des offensives pour récupérer tous les territoires occupés par les milices serbes et l'armée fédérale, une mobilisation de très grande ampleur se poursuit en Serbie. La mobilisation générale a, en outre, été décrétée dimanche à la frontière croate. Ainsi la Croatie se trouve confrontée, au sud et à l'est, à des troupes ethniquement homogènes et dont les effectifs dépassent largement ceux de l'armée fédérale régulière. En effet, le mini-

tre serbe de la défense, le général Simovic, avait déclaré samedi que 10 % du potentiel de réserve en Serbie avaient été d'ores et déjà mobilisés, ce qui représente, selon les spécialistes, quelque 150 000 hommes, pour la Serbie seulement. Or l'armée fédérale régulière, officiers compris, compte moins de deux cent mille hommes.

Vague d'insoumissions

Mais si ces chiffres paraissent énormes, les autorités serbes ne sont pas satisfaites, compte tenu du faible taux d'incorporation des réservistes. Selon le ministre serbe de la défense, environ 50 % des appelés (sur l'ensemble de la Serbie) auraient rejoint leur unité, mais à Belgrade, la capitale, 15 % seulement. Cette vague d'insoumission, en particulier, chez les jeunes, provient du manque total d'organisation de l'encadrement militaire dans une situation d'urgence et alors que les réservistes sont envoyés sur le champ de bataille sans être, le plus souvent, soumis préalablement à un entraînement. Certains unités se retrouvent sans eau et sans vivres pendant plusieurs jours, même si elles stationnent loin des zones de combat ou en Serbie. D'autres sont envoyées au combat sans munitions ou avec un matériel hors d'usage. D'autre part, la vague de désertions est due au manque de motivation provoqué par l'absence d'objectifs concrets de la guerre. Les revendications principales des insoumis se résument à quelques questions simples : dans quel but faisons-nous la guerre ? Pour qui nous battons-nous ? A quelle armée appartenons-nous ? Autant de questions sans

réponse puisque le pouvoir serbe ne veut pas former sa propre armée et affirme ne pas être en guerre, « à cause de l'opinion internationale ».

En fait de réponse, les réservistes rebelles font les frais d'une campagne propagandiste qui partage tout simplement la population en serbes et patriotes d'un côté, et en philles et traitres de l'autre. Cette campagne, menée à outrance par les autorités serbes, s'est déjà traduite par des licenciements et par des incarcérations de condamnation à la prison. Toutefois, chez les officiers, les réactions sont diverses. Certains prétendent qu'il faut laisser les moins motivés rentrer chez eux. Plusieurs centaines de réservistes ont d'ailleurs été autorisés à rejoindre librement leur domicile. D'autres, au contraire, envoient les rebelles en première ligne.

Si l'on trouve quelques pacifistes ou objecteurs de conscience parmi ces insoumis, la plupart d'entre eux prétendent vouloir se battre soit après un minimum d'entraînement, soit dans une armée serbe. Ces derniers sont en général sympathisants des partis d'opposition et refusent de servir sous le drapeau d'une armée « idéologique ». D'où la question : pour qui fait-on la guerre, pour la Serbie ou pour l'armée fédérale ? Ainsi les réservistes craignent-ils eux-mêmes la « trahison » du parti au pouvoir. Le leader de la Ligue social-démocrate de Voivodine, M. Nenad Canak, avait souligné ce problème après avoir constaté que les villes de Serbie où l'opposition avait remporté les élections législatives de décembre dernier étaient les plus touchées par la mobilisation.

FLORENCE HARTMANN

ROUMANIE

Séance houleuse au Parlement de Bucarest

Les affrontements de la semaine dernière entre milices et forces de l'ordre et la démission du gouvernement de M. Petre Roman ont provoqué, lundi 30 septembre, des débats houleux au Parlement roumain, où l'on s'est accusé mutuellement d'avoir voulu provoquer un coup d'État.

Le directeur des services secrets qui ont remplacé la Securitate, M. Virgil Magureanu, a mis les incidents sur le compte du gouvernement sortant et a critiqué une réorganisation complète du pouvoir. « Vous entrons maintenant dans une période charnière qui pourrait favoriser d'autres attaques violentes contre l'État de droit, à-t-il dit. La cause principale en est ici, et non à l'étranger. Le mécontentement a été généré par le gouvernement et sa politique économique ».

Le sénateur Gelu Voican, officiellement ambassadeur au Sénégal,

où il ne semble cependant pas se trouver très souvent - a demandé pour sa part l'arrestation de plusieurs dirigeants néo communistes, en particulier ceux du Parti socialiste du travail, et des journalistes des publications national-communistes. Il a aussi demandé l'inculpation de M^{me} Doña Cornea, pour avoir « incité au désordre ».

Dans la soirée, le Front du salut national (FSN), le principal parti politique, dirigé par M. Petre Roman, a demandé la démission du président du Sénat, M. Alexandre Barladeanu, ainsi que celle de M. Virgil Magureanu. Dans diverses interviews dimanche soir, M. Roman avait accusé M. Barladeanu d'avoir cherché à déstabiliser le gouvernement, et avait estimé qu'au cours des troubles le gouvernement avait été « lâché » par les services secrets, alors que l'armée s'était composée de membres « excellents ». (AFP, Reuters, UPI)

EUROPE

PORTUGAL : les élections législatives du 6 octobre

La « démocratie de succès » de M. Cavaco Silva

Douze partis politiques et une coalition du Parti communiste et de l'extrême gauche briguent les suffrages d'environ neuf millions d'électeurs portugais pour le renouvellement de l'Assemblée de la République, dimanche 6 octobre. En juillet 1987, le Parti social-démocrate (centre droit) de M. Aníbal Cavaco Silva avait obtenu, avec 50,22 % des suffrages, la majorité absolue des sièges au Parlement.

LISBONNE

de notre correspondant

Les sondages ne lui donnent qu'une légère avance sur le Parti socialiste. Qu'importe ! Dès le premier jour de la campagne pour les élections législatives du

6 octobre, M. Cavaco Silva, premier ministre portugais et président du Parti social-démocrate, a décidé de jouer son va-tout. Selon lui, un gouvernement minoritaire ne sera pas en mesure de « poursuivre l'effort de redressement économique que nous avons entamé ». D'où sa conclusion : sans un renouvellement de la majorité absolue obtenue en juillet 1987, il refusera de former un nouveau gouvernement.

Pour concrétiser son objectif, M. Cavaco Silva a décidé de personnaliser au maximum la campagne : « Ce n'est pas le choix de tel ou tel parti politique qui est en jeu, mais plutôt le choix du premier ministre », insiste-t-il. Son visage domine les affiches qui tapissent les murs de Lisbonne. Dans les tribunes, où il ne se fait accompagner que de sa femme, il vante les mérites de la « démocra-

tie de succès », dont il aurait été le fondateur. Dans ses discours, il s'abstient de toute référence explicite aux partis politiques. L'opposition, pour lui, ce sont « les autres », « les autres qui essaient de dénigrer notre travail », scande-t-il.

La moindre critique constitue un prétexte pour prononcer des discours enflammés sur les avantages de la stabilité politique que « seul un gouvernement disposant d'une majorité absolue peut assurer ». D'autre part, tous les grands travaux concernant notamment la construction d'hôpitaux, de ponts, d'autoroutes ont été accélérés. Résultats : depuis le début du mois de septembre, les négociations se succèdent à un rythme impressionnant.

La « question européenne » est l'autre grand thème de sa campagne. « Nous sommes les seuls à connaître en profondeur les dossiers communautaires », déclare-t-il. S'adressant aux militants sociaux-démocrates de l'Algarve, il a lancé une alerte contre les conséquences « inimaginables » d'un changement de présidence portugaise de la Communauté. « Qu'en penseraient nos partenaires européens ? », s'est-il alors exclamé.

Le flirt des socialistes avec les communistes

Cette stratégie a naturellement provoqué les foudres de l'ensemble de l'opposition. « Arrogant », « autoritaire », « démagogique » : telles sont les épithètes qu'on entend dans les meetings des socialistes, des communistes ou des démocrates-chrétiens dès que le nom du premier ministre est évoqué. Confiants dans la possibilité d'un retour au pouvoir, les socialistes s'efforcent de démasquer l'« illusion de progrès » que le gouvernement de M. Cavaco Silva, bénéficiant de la baisse du prix du pétrole, des recettes des privatisations et de l'aide communautaire, aurait, selon eux, su créer au long des quatre dernières années. Ils rendent responsable, en outre, l'exécutif de la panique qui règne parmi les agriculteurs et les industriels du textile, insuffisamment préparés les uns et les autres pour faire face à la concurrence européenne.

Libéré de ses anciennes luttes intestines et regroupé autour d'un leader, M. Jorge Sampaio, qui ne

souffre, du moins publiquement, aucune contestation, le Parti socialiste cherche désormais à attirer les communistes déçus. « Les murs qui, pendant des décennies, séparaient les hommes et les femmes de gauche s'écroulent. Nous sommes donc ensemble. Nous, les socialistes, nous respectons le patrimoine fait d'efforts et de sacrifices et nous partageons la soif de changement qui a guidé votre combat », lit-on dans un tract abondamment distribué à Lisbonne.

En termes électoraux, l'impact de cette offensive de charme risque pourtant d'être moins important que prévu. En effet, la contestation déclenchée à l'intérieur du Parti communiste (PCP) par sa position officielle, appuyant la tentative de coup d'État en Union soviétique, s'est avérée bien éphémère. Convoqué d'urgence, le comité central a soutenu, à une écrasante majorité, l'interprétation donnée aux événements par le secrétaire général, M. Álvaro Cunhal. Selon lui, tout s'expliquerait par une « longue série d'erreurs et de déviations » que la perestroïka n'aurait pas corrigées.

Une défaite pour les idéaux communistes ? M. Cunhal l'admet. Mais une défaite qui, à ses yeux, ne met en cause ni les fondements ni l'existence du PCP, un « parti national » au service des « ouvriers et paysans portugais », souligne-t-il.

Organisée, comme d'habitude, pendant la première semaine de septembre, la fête de l'hebdomadaire du parti, *Avante*, a enregistré le même succès que les années précédentes. Des dizaines de milliers de militants sont venus acclamer le vieux leader charismatique qui, faisant preuve d'une étonnante énergie, ne cesse de se déplacer partout dans le pays.

Dans l'entourage du président de la République, M. Mário Soares, les vagues politiques ne semblent susciter aucune inquiétude particulière. Un renouvellement de la majorité absolue en faveur du PSD serait, il est vrai, très mal perçu au palais rose de Belém. Mais l'alternative, c'est-à-dire la formation d'un gouvernement minoritaire du PS ou du PSD avec ou sans M. Cavaco Silva, ouvrirait le chemin à une intervention présidentielle beaucoup plus puissante.

JOSÉ REBELO

INSEE
la référence au bout des pages...

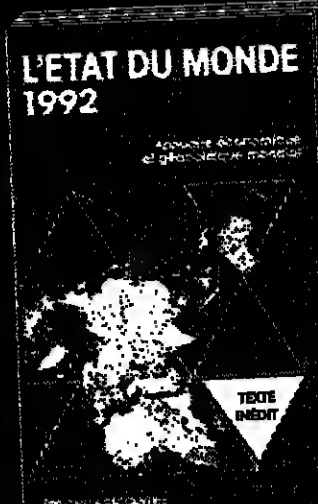
ECONOMIE & STATISTIQUE

Chaque mois, une analyse rigoureuse de l'actualité économique et sociale.

Abonnement 1 an (11 n°s) 390 F
INSEE - CNRP - BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex

L'ÉTAT DU MONDE 1992

Annuaire économique et géopolitique mondial



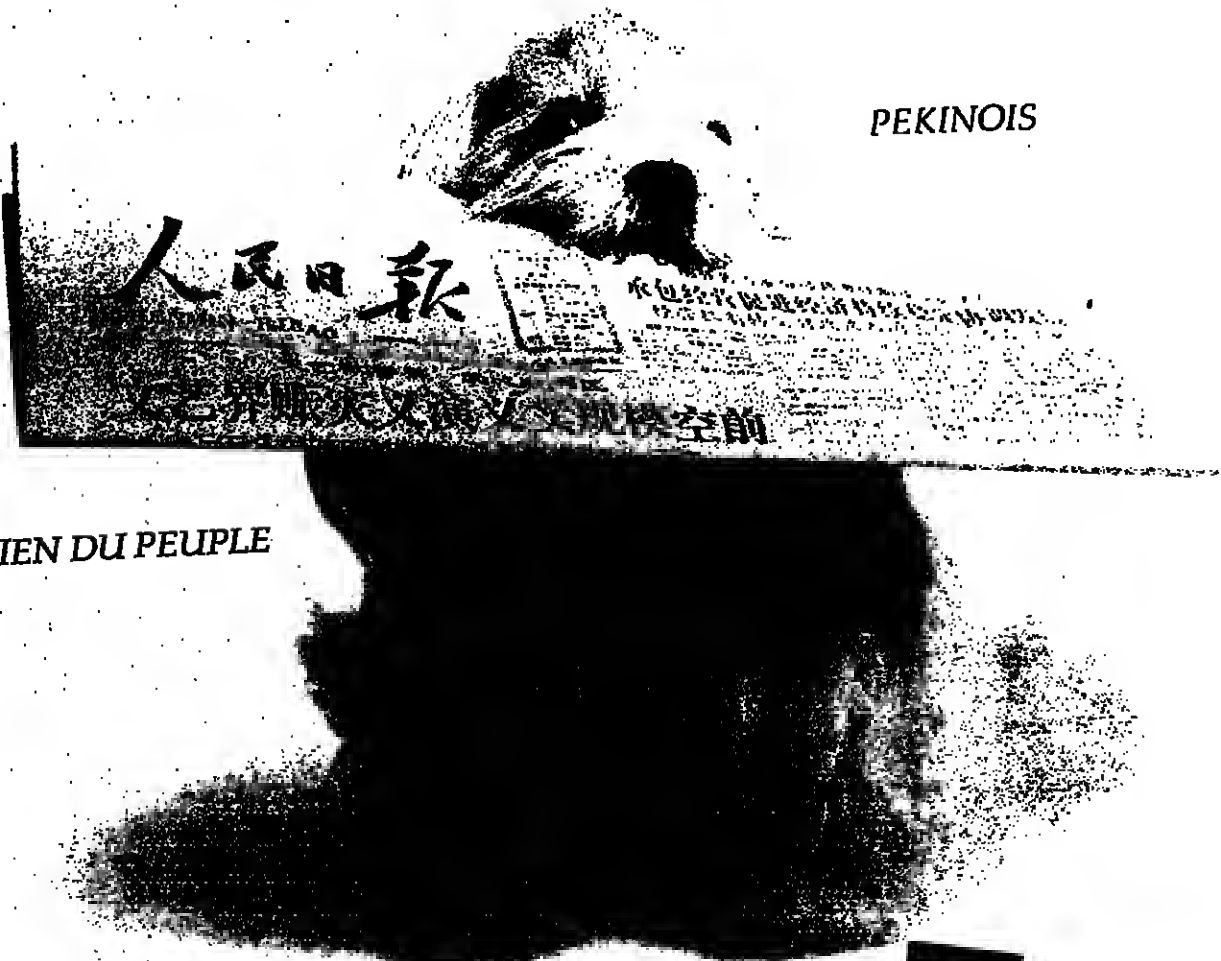
Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les États du monde. Le plus complet, le plus fiable, le plus lu.

270 articles inédits rédigés par 130 spécialistes. 43 pages de cartes, 75 pages de tableaux statistiques, 90 bibliographies, présentant plus de 800 références, 14 chronologies thématiques, un index de plus de 3000 entrées, des des- sins de Plantu...

Le dossier de l'année :
« Le fait national en question ».

LA DÉCOUVERTE

Quelle que soit l'origine de votre chien,
la première Librairie Internationale Fnac a le journal qui va avec.



PEKINOIS

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE



AGITATEUR DEPUIS 1954.

OUVERTURE DEMAIN DE 10h à 22h, 71 BD SAINT-GERMAIN. MÉTRO SAINT-MICHEL.

EUROPE

URSS : impasse en Géorgie

Le président Gamsakhourdia lance le «peuple» contre ses opposants

Les négociations entre le président Gamsakhourdia et ses opposants étaient toujours dans l'impasse, mardi 1^{er} octobre, et le président a lancé un nouvel ultimatum à la garde nationale rebelle pour qu'elle dépose ses armes avant le 3 octobre à la mi-journée.

Tbilissi

de notre envoyé spécial

«Gandhi a libéré l'Inde sans un seul fusil. Nous allons faire de même. Nous allons les vaincre par amour. Eux, ils se servent des armes, nous, nous leur jetterons des fleurs». Lundi 30 septembre au début d'après-midi, le président géorgien Zviad Gamsakhourdia a changé de registre pour s'adresser à dix mille environ de ses partisans groupés devant le palais présidentiel. La «musique» toutefois n'était pas vraiment en accord avec les paroles. Et c'est sur un ton exacerbé et vindicatif que le président évoqua le mahatma, les fleurs et la non-violence.

Après avoir félicité ses partisans («Je suis content de vous»), s'être félicité lui-même («C'est moi qui ai raison, toute la vérité est de mon côté»), repris ses thèmes traditionnels sur le complot ourdi par Mos-

cou («Le Satan du Kremlin, celui qui soit tout») et vilipendé les opposants («Je suis heureux que votre opposition soit si bête, ce sont des puteschistes et des agents du Kremlin»), M. Gamsakhourdia exhorte la foule à se rendre dans la cour de l'Université, distante de moins de 500 mètres des bâtiments de la télévision où sont retranchés les «rebelle». De là, n-t-il dit, il faudra «aller convaincre» ces derniers de rendre leurs armes. A ce moment-là, il devait être près de 17 heures. Beaucoup pensaient qu'en dépit des consignes de calme l'affrontement entre les deux camps paraissait probable, et, autour de la télévision, les miliciens de la Garde nationale renforçaient leur barrage.

Nouvel ultimatum

Encore une fois, il n'en a rien été. Une très relative sérénité des esprits peut donc encore l'emporter sur les déclarations intempestives. Parmi les dix mille partisans du président qui se rendirent au meeting à l'Université, seuls cinq cents poursuivirent ensuite leur marche vers la télévision, où ils «discutèrent», en vain naturellement, avec les «putschistes». Une délégation fut même reçue par l'ex-premier ministre Tengiz Sigoua, mais la réunion tourna

court. La nuit ensuite fut «calme», contrairement à la précédente, marquée par l'explosion à la télévision, dont on ne connaît toujours pas les causes. Des tir à l'arme automatique avaient été échangés à la suite de cette explosion et d'autres tirs ont encore retenti dans la nuit de lundi à mardi. A nouveau, chaque camp a accusé l'autre de les avoir provoqués. Mais mardi matin, alors que le soleil se levait sur Tbilissi, on remarqua surtout les quelques badauds qui tentaient de nettoyer un tant soit peu les abords de l'immeuble de la télévision.

Si l'affrontement n'a pas eu lieu lundi, la situation n'est pas débloquée pour autant, tant s'en faut. Depuis un mois que dure la crise, toutes les tentatives de négociation ont en effet échoué. Aujourd'hui l'état des lieux «peut être schématisé de la manière suivante : d'un côté, le président de la République, élu avec 87 % des voix, militant anticommuniste et jouissant indiscutablement du soutien d'une grande partie de la population, surtout dans les campagnes. Ce sont d'ailleurs des paysans amenés ici en cars qui constituent la grande masse des manifestants qui campent devant le palais présidentiel. La première exigence de Zviad Gamsakhourdia est de voir les «rebelle» rendre leurs armes. Lundi, le président a promis l'im-

panité aux opposants qui rendraient ces armes avant le 3 octobre. Ensuite, il s'est dit prêt à organiser de nouvelles élections législatives.

De l'autre côté de l'immeuble occupé de la télévision, se trouve un millier d'envoyés de Gardes nationaux armés protégeant des responsables de l'opposition, dont l'ex-premier ministre. Leur revendication essentielle est la convocation d'une session extraordinaire du Parlement retransmise à la télévision. Ils estiment en effet qu'une partie importante des députés pourraient se joindre dans leur opposition au président de la République. Parmi leurs partisans qui se regroupent tous les jours devant les locaux de la télévision, on trouve tout ce que Tbilissi compte d'intellectuels de renom. Ceux-ci craignent maintenant pour leur avenir en cas de victoire de M. Gamsakhourdia.

Certains, y compris d'anciens résistants au communisme, vont jusqu'à évoquer la possibilité d'émigrer. Ils pensent que le président de la République n'hésitera pas à jeter en prison, non seulement les chefs de l'opposition aux côtés de ceux qui y croissent déjà, mais aussi les personnalités qui leur ont manifesté leur soutien.

JOSE-ALAIN FRALON

A Moscou
Inauguration
du Collège
universitaire
français

MOSCOU

correspondance

C'est dans les murs de l'université Lomonossou qu'a été inauguré, lundi 30 septembre, le Collège universitaire français de Moscou, en présence de nombreux officiels : M. Dufourcq, ambassadeur de France, porteur d'un message de M. Mitterrand ; M. Gratchev, représentant de M. Gorbatchev, et M. Riourikov, conseiller de M. Eltsine. Ce collège, spécialisé dans l'enseignement des sciences humaines et sociales, est le premier du genre en Union soviétique, où la sociologie a longtemps fait figure de délit.

«Cet établissement ouvert, d'un type nouveau, inhabituel pour nous», comme le décrit M. Troppine, recteur-adjoint de l'université d'Etat de Moscou, propose un cycle d'études de deux ans, dont le diplôme sera reconnu par la France et l'Union soviétique. Un appartement, un bureau (l'ancien local du comité du parti) et trois amphithéâtres ont été mis à la disposition de la partie française.

Sociologues et historiens de renom – tels Alain Touraine, François Furet, François Bedarida ou Michel Crozier – pris en charge par le ministère des affaires étrangères français, devront initier quelque quatre cent-cinquante étudiants aux «crises de la mémoire nationale», aux «grandes tendances des sociétés complexes modernes» ou encore aux «nouveaux acteurs sociaux dans les sociétés de type soviétique». Plus de mille étudiants, avides de nouveautés, ont adressé une demande d'inscription ou patiemment fait la queue dans le bureau de l'ex-Parkom, mais «on n'a pas eu les ardoises», soupire Marek Halter, président du nouveau collège, satisfait néanmoins d'avoir contribué à la création de cet établissement original «dans ce pays où rien n'est simple».

M. J.

□ Levée de l'état d'urgence au Tadjikistan. – Le Parlement du Tadjikistan a voté, lundi 30 septembre, à la pression des islamistes et des démocrates qui manifestent depuis plus d'une semaine à Douchanbé, en faveur d'un état d'urgence décrété par le nouveau président conservateur, Rakhmon Nabiev. Les manifestations se poursuivent cependant pour réclamer le départ de M. Nabiev dans l'attente d'une élection présidentielle au suffrage universel. – (AFP)

M. Primakov nommé premier vice-président du KGB

Un académicien à la tête des services de renseignement soviétiques

M. Evgueni Primakov a été nommé lundi 30 septembre par un décret de M. Gorbatchev premier vice-président du comité de la sécurité d'Etat (KGB) et chef de sa première direction principale, chargée du renseignement extérieur, a annoncé le même jour l'agence Tass.

C'est un changement d'hommes, mais aussi d'habitudes. Car si le président du KGB a été souvent un «civil» venu en règle générale de l'appareil du parti, le chef des renseignements était un homme de la carrière, un professionnel élevé dans le secret à l'insu de M. Khrushchev, qui dirigea longtemps la première direction avant de prendre la tête du comité dans son ensemble, et de M. Léonid Tchebarchine, le précédent titulaire du poste, limogé ces derniers

jours après avoir été pendant vingt-quatre heures seulement, au lendemain du putsch, un très éphémère président par intérim du KGB.

M. Primakov n'est pas de ceux-là, encore que ceux qui l'ont connu depuis les années 60 comme journaliste, d'abord à la radio-télévision, puis à la Pravda, ont pu avoir quelques doutes sur les vrais destinataires des analyses de cet éminent spécialiste du Moyen-Orient, qui fréquentait tous les grands du monde arabe, y compris le Saddam Hussein auprès duquel il avait servi d'interprète dans ses négociations avec les Kurdes aux débuts du pouvoir baassiste. Avant d'entreprendre une mission analogue pendant la crise du Golfe en tant que membre du conseil présidentiel de M. Gorbatchev, M. Primakov avait dirigé pendant de longues années l'Institut d'orientalisme de l'Académie des sciences, puis l'important institut d'économie mondiale et de relations internationales (IMEMO) à Moscou. Si la

séparation – annoncée – des services de renseignement intérieurs et extérieurs n'est pas encore confirmée (M. Primakov reste en effet dans la maison mère du KGB en tant que numéro 2, au côté d'un autre premier vice-président, M. Olschakov, nommé à la fin d'août), la nomination de cet éminent académicien indique un désir de rapprochement avec les usages en cours aux Etats-Unis, où la CIA se vante depuis longtemps d'avoir des «têtes d'œuf» dans ses effectifs. Dès sa première déclaration, d'ailleurs, M. Primakov a tenu à dire son désir de «démocratiser au maximum les services de renseignement», estimant notamment, selon l'agence Tass, que «leurs matériaux analytiques doivent être accessibles à tous les citoyens». A quand des rapports du KGB sur l'économie américaine?

MICHEL TATU

GRANDE-BRETAGNE : alors que les travaillistes sont réunis en congrès à Brighton

M. Major exclut des élections en novembre

Mettant fin à une longue période d'incertitude, le premier ministre britannique, M. John Major, a annoncé, lundi 30 septembre, que les élections parlementaires n'auront pas lieu en novembre. A Brighton, où les sont réunis pour leur congrès annuel, les travaillistes achèvent le renouveau idéologique de leur parti.

BRIGHTON

de notre envoyé spécial

M. Neil Kinnock, depuis plusieurs semaines, ne cessait de demander l'organisation rapide d'élections «dém le pays o besoin». La décision du premier ministre a donc provoqué une large déception parmi les responsables du Parti travailliste pour qui M. Major manifeste ainsi clairement son appréhension devant le résultat des urnes. Alors que le Parti conservateur et son chef de file caracolaient en tête des sondages depuis plusieurs semaines – grâce notamment à la bonne performance de M. Major sur la scène internationale – l'écart s'est peu à peu réduit entre les deux principales formations. Les dernières enquêtes d'opinion créditent les deux partis d'environ 40 % des intentions de vote.

M. Major choisit de tabler sur la durée, avec l'espoir que la reprise économique va se manifester plus nettement dans quelques mois. Seule celle-ci, estiment notamment MM. Norman Lamont, le chancelier de l'Echiquier, et Chris Patten, le président du parti, est de nature à provoquer un mouvement d'opinion en faveur des conservateurs. Le premier ministre a préféré une solution d'attente.

La décision de M. Major a été rendue publique la veille de l'interdiction de M. Kinnock, devant le congrès travailliste de Brighton, ce qui ne doit rien au hasard. M. Neil Kinnock devait prononcer, mardi 1^{er} octobre, un discours que la presse britannique a qualifié de «plus important de sa carrière», dans la mesure où jamais depuis douze ans que les conservateurs sont au pouvoir les travaillistes n'ont semblé aussi proches de la victoire électorale. Cette perspective est le fruit d'une patience et parfois coûteuse remise en question.

S'agissant de l'amélioration de la santé, du logement et de la réduction de la pauvreté, les électeurs l'ont davantage confiance aux travaillistes qu'aux conservateurs. Mais la capacité du Labour à maîtriser l'économie et à gouverner la Grande-Bretagne, demeure sujette à caution. Cette crise de crédibilité n'est en premier lieu son chef de file. Plusieurs sondages ont montré qu'entre 35 et 38 % des électeurs potentiels

du Parti travailliste ne voteront pas pour lui parce qu'ils «n'aiment pas» M. Kinnock.

Cette image, pour un homme à qui le Parti travailliste doit son redressement, semble bien injuste : depuis son échec électoral de 1987, le Parti travailliste a réussi à limiter toutes les aspérités doctrinales de son programme au point que les différences idéologiques avec son rival conservateur semblent parfois infimes : d'où un débat politique qui porte davantage sur la forme que sur le fond. S'agissant de la forme, le congrès de Brighton donne quelques exemples du chemin parcouru. Dans le choix des symboles d'abord, avec à la tribune l'Union Jack sur fond de ciel bleu clair qui a remplacé le drapeau rouge du socialisme. Dans la manière ensuite : celle qui a été utilisée par M. Kinnock pour convaincre le congrès de prononcer l'exclusion de deux parlementaires accusés d'avoir des liens avec «l'Ulster», une faction plus ou moins marxiste.

Plusieurs points sont en tout cas définitivement acquis : le Parti travailliste, en dépit des protestations de certains syndicats, a renoncé aux nationalisations, au désarmement nucléaire «unilatéral» et accepte même la poursuite du programme de missile Trident en cours. Tous ces virages (certains à 180°) sont indiscutablement l'œuvre de M. Kinnock. Le chef de file des travaillistes va maintenant encore un peu plus loin : d'abord en réduisant le poids considérable – des syndicats dans le choix des investissements parlementaires – ensuite en faisant entrer dans les instances dirigeantes du parti des hommes qui lui sont proches et qui accentuent le virage, au centre droit, du Parti travailliste.

LAURENT ZECCHINI

DIPLOMATIE

La visite de M. Havel à Paris

Un président naguère si courtisé...

Le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, est arrivé, mardi 1^{er} octobre, à Paris pour une brève visite, au cours de laquelle a été signé un traité d'amitié et de coopération avec la France.

Il fut une époque où il était de bon ton de se précipiter à Prague, où un détour par le Château, ne semblait que pour une brève audience chez le président philosophe Vaclav Havel, était un must pour les hommes politiques et les intellectuels français de tous bords. Il y a à peine un an,

aient quitté Paris avant... A l'élysée, la place était déjà prise, expliquait-on, par le président du Nicaragua, M. Violeta Chamorro. Au Quai d'Orsay, on faisait valoir lundi que le traitement protocolaire réservé au président Havel était le même que celui accordé il y a deux semaines au premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall.

A cela près que M. Havel est chef d'Etat : qu'on aime à rappeler à Paris, quand il en est besoin, la grande tradition des relations franco-tchécoslovaques, et que la bourse de la viande bovine (causée par le veto fran-



lorsque M. Mitterrand se rendait en visite officielle en Tchécoslovaquie, c'était en compagnie d'une dizaine de ministres et de nombreuses personnalités. Et c'est encore Prague qui M. Mitterrand choisit pour accueillir, en juin dernier, ses chères assises de la Confédération européenne. Il est vrai que ces assises, qui apportèrent quelques complications diplomatiques aux Tchécoslovaques, notamment avec les Etats-Unis, ne furent pas exactement le succès que l'on attendait à Paris.

Les temps semblent en tout cas avoir changé, puisqu'il ne se trouvait personne, mardi 1^{er} octobre, pour retarder le président Havel à déjeuner après la signature, à l'Elysée, du traité d'amitié franco-tchécoslovaque. Arrivé dans la matinée à Paris, M. Havel devait se rendre aussitôt à l'Elysée pour la cérémonie de signature et un entretien avec M. Mitterrand. La suite du programme officiel était simple : déjeuner à l'ambassade de Tchécoslovaquie en attendant l'heure du départ, à 16 heures. Il est vrai que les Français avaient très obligeamment prévu Prague que M. Crésion devant inaugurer une station de métro à 17 heures, ce qui requiert d'entraîner des manifestations et donc des embouteillages, il valait mieux que M. Havel et sa suite

cais, le 6 septembre, aux exportations de viande des pays de l'Est vers la CEE) a été particulièrement mal vécu à Prague.

Les Français ont tout de même au quelques scrupules de dernière minute puisque, en extrême, mardi en fin de matinée, M. Mitterrand a finalement offert à M. Havel de partager son déjeuner avec M. Chamorro... Il ne restait plus au porte-parole de Vaclav Havel, M. Michal Zantovsky, qu'à expliquer aux journalistes, en s'efforçant de garder son sérieux, que le programme de la visite était modifié puisque, «très dégoûté, la partie française, abandonnant tout protocole, a invité le président Havel au déjeuner offert à M. Chamorro. Le président Havel, qui connaît bien M. Chamorro, profitera de cette occasion pour s'entretenir avec elle...»

L'invitation intempestive et la levée du veto français sur les exportations de viande d'Europe centrale auront donc sans doute contribué à assainir le climat entre Paris et Prague. M. Havel avait dû affronter une opposition interne non négligeable, jusque dans ses propres rangs, pour imposer cette visite à Paris alors que certaines personnes, critiques à l'égard de la politique française, lui demandaient de reporter la signature du traité.

SYLVIE KAUFFMANN

Les initiatives de désarmement

L'URSS veut engager sans délai le dialogue avec les Etats-Unis

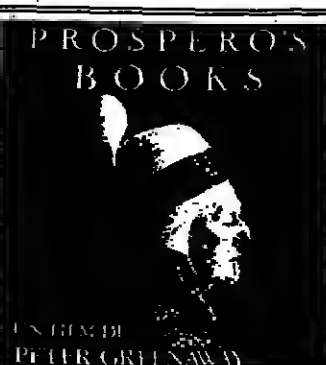
L'URSS est prête à répondre par la réciprocité aux importantes réductions d'armement nucléaires annoncées la semaine dernière par M. Bush, a déclaré lundi 30 septembre le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Petrovski. «La partie soviétique est prête à se mettre au travail de manière constructive et sans délai sur les propositions formulées par le président Bush. Le plus important est de ne pas se limiter à de simples discussions, mais d'appliquer rapidement ces mesures», a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

«L'Union soviétique est prête à engager avec les Etats-Unis tout contact relatif à l'interdiction des essais nucléaires. Nous voudrions proposer des limitations immédiates des essais nucléaires souterrains», a aussi déclaré Vladimir Petrovski, en ajoutant que le nouveau ministre soviétique des

affaires étrangères, M. Boris Pankine, avait déjà établi des contacts de travail à ce sujet avec son homologue américain James Baker.

«Aujourd'hui, nous attachons une importance essentielle à l'engagement rapide d'un dialogue avec Washington. Cette initiative soulève certaines questions. Nous avons aussi quelques contre-propositions, mais nous ne pouvons différer ce dialogue», a encore dit M. Petrovski. Il a exprimé l'espoir de voir les autres puissances nucléaires s'engager dans le processus. – (Reuters)

□ Sommet franco-italien les 17 et 18 octobre. – M. Mitterrand participera aux «12^e consultations franco-italiennes» qui se dérouleront les 17 et 18 octobre, à Vienne, à l'invitation du président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, a annoncé, lundi 30 septembre, l'Elysée.





Le Crédit Lyonnais : la banque qui a l'Europe pour marché domestique.

En Europe, en plus de la France :

667 implantations qui constituent le premier réseau transnational parmi les grandes banques européennes.

66 filiales généralistes ou spécialisées qui interviennent dans tous les métiers de la banque et de la finance.

12600 collaborateurs spécialistes de ces métiers au service de tous ses clients en Europe.

	1988	1989	1990	sept. 1991
En Europe (hors de France),	223	365	538	667
Nombre implantations	8268	9629	11285	12600
Effectifs				



GROUPE DU CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI PARTOUT EN EUROPE.

ASIE

CHINE : le quarante-deuxième anniversaire du régime

M. Li Peng réaffirme sa volonté d'« avancer sur la voie socialiste »

Pékin a célébré, mardi 1^{er} octobre, le quarante-deuxième anniversaire du régime communiste, dans une atmosphère d'indifférence à l'égard des changements intervenus au sein de l'ex-monde communiste.

PÉKIN

de notre correspondant

Socialisme à jamais et hommage appuyé au « troisième âge » : personne ne s'attendait à voir M. Li Peng inoquer dans son discours prononcé, lundi 30 septembre, à la veille de la fête nationale. Le chef du gouvernement s'est efforcé de maintenir la fiction d'une Chine allant de l'avant sur une voie socialiste qu'elle est un des rares pays à n'avoir pas abandonnée, sans se préoccuper des bouleversements en cours autour d'elle.

« L'histoire glorieuse de la République populaire de Chine a prouvé et prouvera encore ceci : aucune

difficulté ne peut intimider ni abattre le peuple chinois : aucune tempête ne peut ébranler le peuple chinois déterminé à poursuivre, sous la direction du PC chinois, son avance sur la voie socialiste », a déclaré M. Li devant le gratin du régime et le corps diplomatique. « Le chemin est sinuex, mais l'avenir est radieux », a-t-il ajouté, sans probablement se rendre compte de l'ironie involontaire de la formule en ces temps incertains : cette phrase était émise à Lin Biao, dauphin malheureux de Mao Zedong.

M. Li a été plus modéré que de coutume sur le plan idéologique. Tout en reconnaissant que « des changements brusques et profonds s'opèrent dans la situation internationale », il s'est abstenu de dénoncer, comme le fait quotidiennement sa presse, la menace des « forces hostiles » de la subversion bourgeoise. Toutefois, cette « menace » devait être une des raisons qui ont conduit les autorités de Canton, la capitale méridionale,

à faire parader, pour la première fois depuis une dizaine d'années, un millier de réservistes nantis d'armes datant de la guerre de Corée. Message transparent à Hongkong, où commencent à se faire sentir le souffle de la démocratie : l'armée veille à ce que le « libéralisme bourgeois » ne contamine pas le continent.

La journée

des personnes âgées

Avec les réservistes défilant quatre-vingts infirmières, illustration implicite du coup de chapeau lancé par M. Li à l'adresse de la vieille garde. Arguant que les Nations unies ont déclaré le 1^{er} octobre journée consacrée aux personnes âgées, le premier ministre a souligné : « La Chine est le pays le plus peuplé par des personnes âgées. Pendant une longue période, les personnes du troisième âge de notre pays ont apporté une contribution de poids à la cause de la révolution et de l'édification.

Elles représentent une richesse humaine de grand prix pour notre pays. Nous devons continuer de faire valoir les excellentes traditions, et la vertu sociale consistant à respecter les vieux et les sages. »

A Pékin, où le régime n'a plus organisé de parade militaire depuis 1984, l'ampleur des cérémonies a été réduite pour tenir compte des épreuves subies cette année, dont les inondations catastrophiques de l'est. La place Tiananmen a été livrée, sous haute surveillance, à la foule des badauds venus admirer les dizaines de milliers de pots de fleurs disposés là pour l'occasion. La manifestation florale la plus significative se dressait à l'endroit où les étudiants du printemps de 1989 avaient érigé leur éphémère statue de la déesse de la démocratie. Avec des fleurs cette fois, le régime y proclamait sa conviction que : « Le socialisme, c'est bon ! »

FRANCIS DERON

Tout en sauvant la face

Pékin classe l'affaire de la vente des frégates françaises à Taiwan

Le Chine populaire a fait connaître son « mécontentement profond » à la France par sa décision de vendre des frégates de classe La Fayette à Taiwan, dans une démarche modérée auprès de l'ambassadeur de France à Pékin, qui semble constituer pour elle une manière de sauver la face sans provoquer de détérioration marquée des rapports franco-chinois.

PÉKIN

de notre correspondant

L'affaire des seize frégates françaises vendues à Taiwan, dont dix impliquant un transfert de technologie (le Monde du 28 septembre), première fourniture d'armements effectuée ouvertement par le premier pays occidental qui avait rompu ses relations diplomatiques avec le régime nationaliste chinois pour établir des rapports complets avec Pékin, semble désormais classée. Du moins, pour la moment.

L'ambassadeur de France en Chine, M. Claude Martin, convoqué au ministère des Affaires étrangères, s'est vu dire que l'affaire constituait

« un problème grave dans les relations sino-françaises ». Soulignant que les coques vides que Paris entend vendre à Taipei seraient « manifestement utilisés à des fins militaires », le vice-ministre chargé de l'Europe, M. Tian Zengpei, lui a dit que ce contrat « complique la situation dans le détroit de Taiwan, sape la sécurité du continent chinois et représente un obstacle supplémentaire à la cause de la réunification pacifique de la Chine ».

Ces trois chefs d'accusation justifiaient des représailles si la Quai d'Orsay avait pris soin, en annonçant l'autorisation gouvernementale de vente, d'inclure dans son argumentaire trois points servant d'ocul à ronger à la colère diplomatique chinoise : le vice-ministre a « pris note de ce que les frégates ne sont pas destinées à être utilisées à des fins militaires ; qu'il s'agit d'une affaire purement commerciale n'impliquant nullement des relations officielles avec les autorités de Taiwan, et que le gouvernement français réaffirme reconnaître le gouvernement de la République populaire de Chine comme le seul gouvernement légal de la Chine ».

« Note » ayant été ainsi prise, Pékin « espère que la partie française respectera les principes fixés à l'établissement des relations sino-françaises » - principes qui viennent précisément d'être confirmés - et « se gardera de vendre des armes à Tai-

wan », ce qui vient justement de se produire. Signe de la modération de la réaction chinoise, le mot « protestation » n'a pas été employé par le vice-ministre. En ces termes diplomatiques, Pékin adresse par là un avertissement à Paris contre toute tentative ultérieure de fournir à Taiwan des armes susceptibles d'être montées sur les « coques vides » vendues, lesquelles ne sont pas si vides que cela puisqu'elles accueilleraient déjà quantité de systèmes électroniques à caractère militaire.

Les progrès

de l'« indépendance »

Des militaires chinois ont fait part de leur « inquiétude » devant ce contrat qui ouvre la voie à d'autres fournitures occidentales d'armes à Taiwan à un moment où la propagande nationale cherche à diversifier les sources d'approvisionnement dans ce domaine, jusqu'alors principalement américaines. La marine communiste, sur laquelle compte Pékin pour effectuer éventuellement un blocus de l'île au cas où celle-ci se déclarerait indépendante, est quant à elle totalement sous-équipée. Or, si l'on s'en est nullement aperçu jusqu'ici à Pékin l'option de l'intimidation militaire, les dirigeants

communistes se montrent alarmés de voir l'idée d'indépendance progresser nettement.

Un lobby de plus en plus actif dans l'île où s'était réfugié Chiang Kai-shek en 1949 vient de lancer une campagne visant à réclamer la réunification de Taiwan aux Nations unies. Le régime nationaliste en avait été exclu en 1971 lorsque l'ONU avait décidé de reconnaître en Pékin le seul gouvernement légal de la Chine. Après plusieurs mois de garde constitutionnelle à ce sujet, un vice-premier ministre du régime communiste, M. Wo Xueqian, a appelé, dimanche 29 septembre, les autorités nationales à « adopter des mesures résolues en vue de faire cesser les activités de personnalités de Taipei favorables à l'indépendance de Taiwan », ajoutant que Pékin « ne tolérera pas ces tentatives ».

Ce n'est pas encore un ultimatum, mais le ton du régime communiste se fait à la fois plus ferme et plus pressant. Sans doute parce qu'il devient clair que les rêves optimistes de Pékin en matière de réunification pacifique risquent fort, désormais, de ne pas se réaliser, ou du moins de tourner plus souvent à l'avantage de Taipei qu'il était envisageable voici quelques années.

F. D.

AFRIQUE

ZAIRE : premier ministre confirmé par M. Mobutu

M. Tshisekedi veut constituer un gouvernement « d'union nationale » capable de contrôler l'armée

Les discussions entre l'opposition zairoise et le président Mobutu évoluent « dans le bon sens », a estimé lundi 30 septembre un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. A Washington, son homologue a souhaité que le futur gouvernement zairois soit constitué « de manière à gagner la confiance de la majorité de la population ». Le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, M. Herman Cohen, a affirmé, à Lisbonne, que l'aide des Etats-Unis au Zaïre serait, à l'avenir, « rigoureusement contrôlée ».

KINSHASA

de notre envoyée spéciale

Celui qui, hier encore, était considéré comme l'opposant numéro un du régime, est devenu, lundi 30 septembre, par la grâce d'une ordonnance du président Mobutu, le nouveau premier ministre du Zaïre. M. Etienne Tshisekedi, cinquante-neuf ans, dirigeant de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), avait été désigné, dimanche, « formateur » de la future équipe gouvernementale (le Monde du 1^{er} octobre). Il est désormais officiellement le chef.

Exprimant pour la première fois lundi devant la presse, M. Tshisekedi a indiqué qu'il lui faudrait encore « au moins quarante-huit heures » avant de pouvoir annoncer la composition de son « gouvernement d'union nationale ». Il s'est

refusé à préciser si les membres du Mouvement pour la révolution (MPR), l'ex-parti unique, créé par le maréchal Mobutu, et dont M. Tshisekedi avait été le premier secrétaire général à la fin des années 60, en feraient ou non partie. « Je suis un gouverneur issu du peuple », a affirmé le premier ministre, avec un remarquable sens du humour.

Il a également indiqué que son gouvernement, « entièrement responsable devant le peuple », devrait recevoir l'approbation de la Conférence nationale mercredi et aurait sous son contrôle « tous les secteurs de la vie nationale, à commencer par l'armée ». Ce qui signifierait, si cette indication se confirme, que le maréchal Mobutu se verrait renoncer à l'essentiel de ses prérogatives. Or le nouveau chef d'état-major des armées, le général Mahle Lyeke, l'un des plus anciens et des plus fidèles compagnons du chef de l'Etat, a été promu vingt-quatre heures avant la nomination de M. Tshisekedi. Il serait étonnant que ce général n'ait tout de go les solides relations d'amitié qui le lient au maréchal. La télévision nationale, qui n'est pas dans de si bonnes relations avec le régime, a été baptisée le nouveau premier ministre « Etienne Tshisekedi ».

Si le calme semble désormais tout à fait revenu dans les rues de la capitale, la situation économique n'en demeure pas moins préoccupante. Mardi, dès l'aube, d'immenses files d'attente se formaient devant les stations d'essence. Et le prix des produits de première nécessité continue de monter en flèche. Le pain, qui se vendait 2 000 zaires dimanche, est passé à 5 000, voire 7 000 zaires.

CATHERINE SIMON

BURKINA

Affrontements entre opposants et partisans du président Compaoré

Une quarantaine de personnes ont été blessées au cours d'affrontements qui ont opposé, lundi 30 septembre, à Ouagadougou, des partisans du président Blaise Compaoré à des militants de l'opposition.

Plusieurs centaines de partisans du capitaine Compaoré ont dispersé à coups de matraques une manifestation de quelque trois mille personnes, organisée par la Coordination des forces démocratiques (CFD), qui rassemble les partis d'opposition afin de réclamer la convocation d'une conférence nationale.

Selon divers témoins, un groupe de civils se réclamant du chef de l'Etat a incendié le siège de l'Alliance pour la démocratie et la fédération (ADF) puis a mis à sac celui de la Convention nationale des patriotes progressistes/Parti social démocratique (CNPP/PSD), deux formations de l'opposition. Un autre groupe a mis le feu à la voiture du président du mouvement des droits de l'homme et des peuples, M. Hallidou Ouédraogo. - (AFP)

En vente dans tous les kiosques

le nouvel
**afrique
asie**

N° 25 OCTOBRE 1991

DOSSIER CAMEROUN : Bye sur un volcan. ETHIOPIE : L'interdiction de M. Zewde et d'Alawit. PALESTINE : Le duel Bush/Shamir. MAROC : Saïdly Rabah. HESSAN II n'est sur le banc des accusés. TUNISIE : L'acharnement contre Mzali. TOGO : Pourquoi Eyadéma a dû céder. CONGO : Quelles perspectives ? NIGER : « Coup d'Etat » civil. LE GAMBIE/AMMAN : La seconde guerre du Golfe. ANGOLA : Les intrigues de Savimbi. NON-ALIGÉS : Quel avenir ? OMB : Qui succédera à Perez de Cuellar ? DOSSIER URSS : Gorbatchev, phase 2. CIA : Sur la soviétique. MAROC AFRIQUE : Retour aux sources.

afrique
asie

3, rue de la Harpe
75001 Paris

PROCHE-ORIENT

IRAK

Une nouvelle mise en garde de M. Bush

Le président Bush a une nouvelle fois mis en garde l'Irak, lundi 30 septembre, affirmant être « tout aussi déterminé à faire en sorte que Saddam Hussein ne parvienne pas à ses fins ». L'agression contre le Koweït n'est pas restée impunie et tout refus de se plier à une quelconque résolution de l'ONU ne vaudra pas non plus impunité, a-t-il souligné.

A son arrivée à Bahreïn en provenance de Bagdad, en termes de sa récente visite d'inspection, le chef de la sixième mission

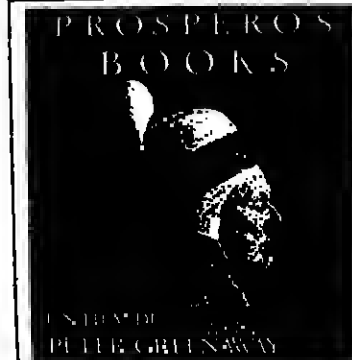
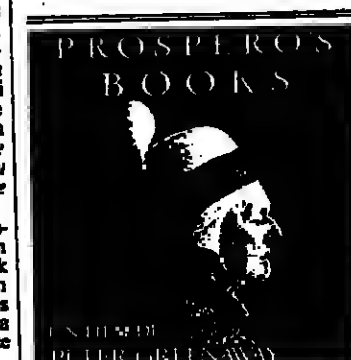
quélitaire de l'ONU, M. David Kay, a déclaré lundi que l'Irak tenait toujours de poursuivre un « programme nucléaire sophistiqué ». Il s'est abstenu de préciser si les documents récemment saisis en Irak portaient sur la fabrication d'ordres de destruction destinés à faire exploser un engin nucléaire. L'expert de l'ONU a indiqué que ces documents « sont actuellement en route pour Vienne », où se trouve le siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Le président de la commission spéciale des Nations unies, chargée de l'élimination de toutes les armes irakiennes de destruction massive, M. Rolf Ekouss, a démenti qu'une partie de ces documents aient déjà été télécopiés à Washington - ainsi que l'a affirmé Newsweek - mais il n'a pas exclu que des comptes rendus téléphoniques aient pu être faits. Il a souligné que seules l'IAEA et l'ONU étaient habilitées à se rendre en Irak pour faire des constatations, rassurant ainsi les Irakiens qui, à plusieurs reprises, ont fait part de leurs craintes de voir les dossiers tomber dans les mains des services de renseignements américains et israéliens. - (AFP)

Washington exclut une reprise prochaine du dialogue avec l'OLP

Estimant que ce « n'était pas le moment » d'en discuter alors que les Etats-Unis s'efforcent de réunir une conférence de paix, l'administration américaine a écarté, lundi 30 septembre, une proposition de reprise du dialogue officiel entre les Etats-Unis et l'OLP, malgré le retrait d'Abou el Abbas du comité exécutif de cette organisation et la prise de position du Parlement palestinien en faveur de la conférence.

Les conversations entre Washington et l'OLP, à Tunis, avaient été suspendues en juillet 1990 à la suite d'une opération militaire contre Israël menée par l'organisation d'Abou el Abbas. « La reprise d'un dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP n'est pas un sujet que nous examinons pour l'instant », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, qui a rappelé que le président George Bush avait, lors de l'annonce de la suspension, posé plusieurs conditions à une éventuelle reprise des contacts, notamment « la condamnation de l'attaque terroriste pour laquelle Abou el Abbas était directement responsable ». « Je ne crois pas avoir jamais vu cette condamnation », a poursuivi le porte-parole, indiquant que l'OLP avait à l'époque publié « une déclaration très générale ». - (AFP)



afrique
asie

3, rue de la Harpe
75001 Paris

POLITIQUE

Le « projet » du PS et les élections régionales

Les socialistes se préparent à un débat sur les alliances

Le bureau exécutif du Parti socialiste doit adopter, mercredi 2 octobre, une version remaniée de l'évent-projet préparé par M. Michel Charzat (le Monde du 10 septembre), qui sera soumise au comité directeur le 12 octobre, puis discutée par les militants en vue du congrès extraordinaire de décembre. M. Jean-Pierre Chevènement a critiqué ce texte, sur lequel il devrait déposer un amendement de portée générale. Les dirigeants socialistes continuent à discuter, parallèlement, de la composition des listes de candidatures aux élections régionales et se préparent à un débat sur leurs alliances.

Les socialistes doivent-ils se résoudre à un « nouveau compromis historique avec la capitale », comme M. Charzat les y invitait dans le texte de l'évent-projet qu'il avait été chargé de rédiger ? Cette question a été débattue par le bureau exécutif du PS, samedi 28 septembre, avec toute la gravité qu'elle mérite. M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétaire national et collaborateur de M. Edith Cresson, refuse de se plier au régime du modèle unique — impliquant que l'on pourrait choisir d'importe quel système électoral, pourvu qu'il soit capitaliste — et entend maintenir l'idée que les socialistes expriment un point de vue critique sur ce système. M. Alain Bergougnoux, idéologue rocardien, partage la position de M. Le Gall. Il sera donc dit que les socialistes entretiennent un « rapport critique avec le capitalisme ».

Ce point essentiel étant précisé, le travail de rédaction du texte de M. Charzat a été plutôt rapide. Les deux premières parties, historique et analytique, de l'évent-projet, l'effort principal a porté sur la troisième partie, à laquelle il avait été reproché de proposer un catalogue de réformes à court, moyen ou long terme, construit selon une méthode insipide de la composition aléatoire. Avec l'aide de M. M. Pierre Moscovici et Dominique Taddéi, les idées de

démocratie économique, de politique industrielle et de « droit à l'activité » ont été exposées de façon plus nette et présentées de manière à pouvoir servir de référence à des formules programmatiques ultérieures. En outre, les préoccupations écologistes ont été davantage prises en compte.

« L'autre politique » de M. Chevènement

L'évent-projet avait été critiqué, aussi, lors du « séminaire » de la mi-septembre, pour son absence de perspective stratégique. M. Pierre Mauroy avait indiqué, le 22 septembre, à Allfortville, que le congrès extraordinaire devrait se prononcer non seulement sur le « projet », mais aussi sur un texte d'orientation pour la période à venir. Cette annonce avait intrigué les amis de M. Laurent Fabius, attentif à toute remise en question de l'accord conclu au mois de juillet, selon lequel le congrès de décembre doit être sans conséquences sur les équilibres internes du parti. Or, on débat stratégiquement, ce qui n'est pas la même chose. Les chefs de courant sont donc confrontés à la question de la direction de la liste face à M. Jean-Marie Le Pen, n'est pas réglée. Les chefs de courant sont donc confrontés à la question de la direction de la liste face à M. Jean-Marie Le Pen, n'est pas réglée. Les chefs de courant sont donc confrontés à la question de la direction de la liste face à M. Jean-Marie Le Pen, n'est pas réglée.

Certains dirigeants socialistes paraissent néanmoins décidés à mener ce débat devant le parti. M. Chevènement, qui a défendu, lundi, devant la presse, la thèse d'une « autre politique » économique, s'est montré beaucoup plus sévère qu'auparavant pour le travail de M. Charzat, son adversaire au sein de son propre courant. L'ancien ministre de la défense se prépare à déposer un amendement de portée générale, sur lequel il entend compter ses partisans. M. Jean Poperen a souligné, lui aussi, le problème des alliances, en rappelant sa proposition d'états généraux de la gauche. La question sera posée au comité directeur, le 12 octobre, en même temps que celle des listes aux élections régionales, objet de la convention nationale du lendemain.

La commission électorale du PS se réunit de nouveau mercredi matin, avant d'entendre, le 3 octobre, les délégations des fédérations où des problèmes se posent. Celui des Alpes-Maritimes, où M. Julien Dreyer s'est porté candidat à la direction de la liste face à M. Jean-Marie Le Pen, n'est pas réglé. Les chefs de courant sont donc confrontés à la question de la direction de la liste face à M. Jean-Marie Le Pen, n'est pas réglée. Les chefs de courant sont donc confrontés à la question de la direction de la liste face à M. Jean-Marie Le Pen, n'est pas réglée.

PATRICK JARREAU

Rénover le parti

Suite de la première page

Pourtant, il existe sur le terrain, là où foisonnent les difficultés, une formidable capacité de générosité, de militantisme qui ne trouve pas aujourd'hui son expression en termes de projet politique mais témoigne de l'urgence d'un projet politique, plus proche du terrain, plus souple, plus décentralisé, moins « instrumentaliste ».

Nous n'avons pas assez intégré encore la préoccupation écologique, qui traduit non seulement une attention accrue envers l'environnement mais aussi un refus croissant de modes de gestion technocratiques ou productivistes. Comment dès lors retrouver ce rôle de « forum démocratique et social » qui était hier le nôtre ?

Le rejet des grands appareils

L'Histoire ne se répète pas nécessairement. Je ne crois donc pas aujourd'hui possible la redéfinition des processus d'agrégation successive d'hommes et de courants d'origines diverses, comme le furent la refondation du Parti socialiste et les assises du socialisme. Une des tendances fortes de l'évolution de la société française est le développement du refus du monolithisme en politique, du rejet des grands appareils et, sauf à l'extrême droite, de l'embrigadement doctrinal. Le paysage politique français risque donc d'être caractérisé pour longtemps par la coexistence de partis classiques et d'un tissu plus informel d'engagements individuels ou collectifs plus diffus ou plus localisés. Il nous faut procéder de compte cette réalité sociale nouvelle.

Des militants communistes ou de ceux qui hier encore l'étaient jusqu'au centre gauche, en passant par le mouvement écologiste, il existe ainsi des individualités, des groupes, des courants prêts à débattre et à travailler avec le Parti socialiste, mais dont il ne faut pas croire qu'ils pourront accepter de se rallier purement et simplement à son programme et à ses statuts.

Dans nos villes et dans nos quartiers, il y a des associations, de jeunes notamment, également prêts à s'engager dans des actions communes avec nos élus, à la condition que cet engagement ne se confonde pas avec une inféodation ou un enrégimentement quelconque.

S'il s'agit d'imposer son hégémonie à ces groupes et à ces militants, s'il accepte la diversité dans l'action, le Parti socialiste pourra retrouver son rôle d'animateur et sa capacité de rayonnement, et s'affirmer comme le pôle central d'un rassemblement plus large, d'une majorité qui ne soit pas un cartel électoral mais une confédération de forces militantes, une association souple et librement consentie de toutes les volontés qui incarnent le mouvement et la transformation sociale. En retour, une telle forme confédérale garantirait à des sensibilités partiellement légitimes, mais aujourd'hui isolées ou dispersées, la capacité d'expression et d'intervention qui leur fait souvent défaut.

Dans cette perspective, le débat

sur le projet socialiste proposé par Pierre Mauroy a une extrême importance. A deux conditions : d'abord que ce projet ne soit pas un projet « clé en main », à prendre ou à laisser, mais qu'il constitue une base de confrontation avec toutes celles et tous ceux qui souhaitent participer à ce mouvement et à ce débat ; ensuite que ce projet, base de discussion ou de négociation soit élaboré avec la volonté d'enrichir notre réflexion par cette confrontation.

Pour rassembler les forces du mouvement, il faudra en outre être capable d'anéantir notre volonté d'animation et de coopération au plus près du terrain. Un projet national ne répondra pas à lui seul aux préoccupations de nos concitoyens, qui souhaitent d'abord ou également être entendus, consultés ou impliqués dans l'action menée sur les éléments de leur vie quotidienne. L'élaboration d'un projet national crédible suppose en même temps une extraordinaire capacité militante de débat et de confrontation à la base : je dis bien en même temps, pas deux ou trois ans après.

Retrouver ou développer le contact direct avec le terrain est, sans doute aucun, la plus impérieuse nécessité qui s'impose à nous. Cela suppose, de la part notamment des élus socialistes, le développement de pratiques facilitant la démocratie locale au niveau des quartiers, reconnaissant le droit au référendum d'initiative locale sur des questions essentielles à la transformation du quotidien, incitant également à la multiplication des initiatives permettant aux habitants de participer aux choix qui les concernent localement. Bref de toutes les pratiques porteuses d'un renouveau de la participation à la vie démocratique.

Où nous enrichirons la démocratie locale comme facteur de progrès et comme rempart contre le populisme, ou bien se développeront ces formes de pseudo-démocratie directe qui, par déviation et sondages interposés, fabriquent des leaders médiatiques installant une « démocratie de la godille » fluctuant au rythme changeant de l'opinion.

Tel est bien l'enjeu fondamental. Le vrai danger, pour les socialistes, c'est moins une droite pauvre en idées et déchirée par les appétits de pouvoir que ce déclin du débat et de la vie démocratiques auquel nous assistons ces dernières années sans avoir su l'enrayer et dont nous ne pouvons que constater les conséquences : la montée de l'abstentionnisme et la progression du Front national. Nous n'avons guère de chances de le surmonter, si la seule proposition que nous faisons aux Français est de nous réitérer sur notre bonne mine ou pour nos talents de gestionnaires avisés.

Nous avons su faire rêver les Français hier. Allons aujourd'hui plus loin : faisons-les plus encore participer au changement, impliquons-les dans notre projet, associons-les au débat sur leur avenir collectif et à l'action sur leur vie quotidienne.

MICHEL DELEBARRE

Le RPR publie une nouvelle liste de chefs de file départementaux

Le Rassemblement pour la République a rendu publique, vendredi 27 septembre, sa nouvelle liste de chefs de file pour les élections régionales dans seize départements.

Ces chefs de file ont pour rôle de « préparer au plan départemental la négociation avec l'UDF qui doit s'ouvrir dans quelques semaines à Paris dans le cadre de la commission électorale de l'Union pour la France ». A cette occasion, le RPR réaffirme son attachement à la stratégie d'union, de l'opposition définie par l'accord qu'il a conclu avec l'UDF.

le 10 avril dernier. Une première série de candidats, chefs de file, avait été publiée il y a quelques semaines (le Monde du 7 août).

Bourgogne. — Nièvre : M. Simone Rignault, conseiller régional, maire de Saint-Honoré-Bains.
Centre. — Cher : M. Serge Vincoo, sénateur, maire de Saint-Amand-Montrond ; Loir-et-Cher : M. Roger Coenraet, président du conseil général ; Loiret : M. Paul Masson, sénateur, conseiller régional, maire d'Estigny.
Champagne-Ardenne. —

Ardenne. — M. Hilaire Flaudre, conseiller régional, député, maire de Marais ; M. Bruno Bourg-Broc, député, vice-président du conseil régional, conseiller général ; Haute-Marne : M. Jean Kaltenbach, président du conseil régional.

Lorraine. — Creuse : M. Jean-Claude Pasty, député européen, conseiller régional.
Rhône-Alpes. — Ain : M. Jean Merle, conseiller régional, maire de Montreuil ; Ardèche : M. Claude Four, conseiller régional, maire d'Aoûtay ; Drôme : M. Patrick Labauze, conseiller

régional, conseiller général ; Isère : M. Richard Cazavet, député, conseiller régional ; Loire : M. Gérard Duearrie, conseiller régional, maire de Saint-Chamond ; Rhône : M. Alain Méruet, vice-président du conseil régional ; Savoie : M. Pierre Dumas, sénateur, vice-président du conseil régional ; Haute-Savoie : M. Pierre Mazaud, ancien ministre, député, vice-président du groupe RPR de l'Assemblée nationale.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

DIAGONALES

Au Sénat, le 28 septembre, se sont réunis les intellectuels et des hommes politiques. Siégeaient côte à côte Bernard-Henri Lévy et Charles Pasqua, Julia Kristeva et Laurent Fabius. Gens de pensée et gens d'action avaient oublié ce qui les séparait, entre eux et avec l'autre corporation. Du coup, ils parlaient sérieusement.

Dans l'histoire du débat public en France, ce rapprochement mériterait de faire date. Un mélange de fascination et de méfiance a toujours marqué les relations entre nos intellectuels et nos politiques. Beaucoup se sont refusés à échanger leurs rôles, ou, l'ayant fait, s'en sont mal remis.

Les fonctions des uns et des autres ne sauraient être confondues ou cumulées, comme l'a bien rappelé l'historien Olivier Duhameil, meneur de jeu. L'intellectuel suit des règles de conviction, alors que la politique s'impose l'efficacité. A l'un, l'honnêteté s'impose ; à l'autre, le réalisme sous contrôle du suffrage. En gros. Le premier peut apparaître comme la conscience du second, son garde-fou. Les « simfonas » ont à peu près rempli cette mission, de l'affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie. Cela leur a valu d'être traités dans une bonne mesure : glorification, sauf ceux qui ont choisi de conseiller le Prince et de se salir les mains, tous mataient un point d'honneur à ne pas fréquenter les politiciens. Ces derniers leur rendaient leur défiance.

S'ils ont consenti à frayer, en cet automne 1991, et sans chipoter sur leurs passés respectifs, ce n'est pas seulement par la grâce de leur hôte, Luc Peirrot. Cette convivialité et cette tolérance nouvelles procèdent de l'effacement du messianisme marxiste, et de l'angoisse du vide que celui-ci a créé. Si l'avenir de l'humanité ne repose plus sur l'abolition des classes ni, c'est à craindre, sur les lois du marché, la réconciliation des hommes d'action et des hommes de réflexion s'impose, pour faire face au retour du « tragique » selon Nietzsche.

Une cause plus conjoncturelle explique le rapprochement des intellectuels et des politiques : le discrédit où les tient l'opinion.

Ce n'est pas la première fois qu'ils endurent le mépris public, mais jusqu'alors ils le subissaient séparément et alternativement, recours

Rapprochement

et repoussés les uns par rapport aux autres. Les révolutions concomitantes de fautes contre l'honnêteté chez les élus et de péchés contre l'esprit chez les penseurs ont réuni les uns et les autres dans un même opprobre. C'était pain béni pour un populisme qui s'est toujours nourri d'antiparlementarisme et d'anti-intellectualisme mêlés, et qui est en train de monter en pression. A cet égard, les relents d'années 30 sont nets.

A une différence près : en un demi-siècle, les techniques hertziennes ont installé au domicile des citoyens un pouvoir auquel les fondateurs de la démocratie représentative, des Grac à Montesquieu, n'avaient pas songé. Sans rencontrer d'autres limites que celles de l'audience, donc de la démagogie, et sans se douter qu'à terme le discrédit pourrait les englober à leur tour, les meneurs du jeu audiovisuel envoient tout naturellement l'hostilité ambiante envers les élus et les clercs, dont ils ont déjà conquis en grande partie le magistère, en réduisant le débat public à du spectacle préfabriqué et manipulateur, sur le modèle des variétés et de la réclame.

Nous vivons une ère d'ersatz. Aux Eglises délaissées se sont substituées les sectes, aux syndicats les coordinations d'un jour, aux partis des ambitions personnelles, aux confrontations d'idées des prestations de music-hall, et au citoyen un spectateur abrutissant et sondé. Face à ces glissements porteurs de frustrations, de simplifications, d'exclusions et de violence, hommes politiques et intellectuels se redécouvrent des aspirations convergentes, et une responsabilité nouvelle : réinventer des conditions de réflexion affranchies des lois du spectacle, une morale de la vie publique.

La lecture des Grecs pourra y aider. Comme la rappelle lumineusement Michel-Pierre Edmond, dans *Platon et la politique* (Payot), l'auteur de la République rêvait de confier le pouvoir aux sages qui en ont le moins envie. Hélas ! le philosophe des temps « médiatiques » n'est plus libre, comme ses

ancêtres antiques, de ne pas désirer le pouvoir. Lui aussi doit dominer pour se faire entendre et accepter que la validité des arguments échangés se mesure à l'applaudissement, c'est-à-dire à la faveur des ignorants.

Sur quelles éthiques s'entendre, dès lors que celles-ci valent à la vitesse des modes et qu'elles se défont selon leur « performance », au sens mercantile du mot ? Alain Echegoyen, dans *La Valeur des éthiques* (J. Bourin), cherche à quel moraliste se fier, tel Dio-gène promenant sa lampe. Devant le mort des discours, et le danger des « Corinthes », il n'a guère rencontré que des gens comme Emmanuel Lévinas, Michel Serres et Alain Comte-Sponville pour lui redonner un brin de foi... dans « une petite bonté d'homme à homme », loin des endroits où « se déroulent les événements et les forces ».

Restera à régler un vieux litige : l'appartenance, ou non, à la classe intellectuelle, des artistes, de plus en plus mêlés aux débats du forum à raison de leur crédit « médiatique ». Est-il licite que le talent, dont nous tirons par ailleurs nos meilleurs plaisirs, assure ses opinions des créateurs une diffusion et une influence hors de proportion avec leur portée épistémologique ? Corrélativement, les grandes œuvres excusent-elles les aberrations de leurs auteurs, et s'en trouvent-elles indignes de mémoire ?

La question revient à l'esprit à propos des textes fous de Sartre sur Cuba, ou en parcourant les *Lettres de Céline à la NRF* (Gallimard). Sur de Gaulle, sur les Juifs, l'issue de la guerre n'a fait que renforcer l'auteur de *Bagatelles*, dans ses délirantes et ses infamies. Décidément, les gélies ne sont pas sortables !

Voléry, en 1939 (cité par J.-M. Rey, dans *L'Aventure d'une œuvre, Le Seuil*) : « Les hommes d'un certain âge ont assisté à la ruine de la confiance qu'ils eurent dans l'esprit, confiance qui a été pour eux le fondement, en quelque sorte, le postulat de leur vie. »

Intellectuels et politiques vont avoir à restaurer cette confiance dans l'esprit : pas moins.

PAUL FABRA

CULTURE GÉNÉRALE

LES BASES DE LA REUSSITE

Une bonne culture générale est la clé de la réussite personnelle et professionnelle. L'Institut Culturel Français édite une méthode accélérée, claire et pratique, pour voir et revoir les bases.

Doc. gratuite à :
I.C.F. - Service 7176
35 rue Collange 92303
Paris-Levallois
Tel.: (1) 42.70.73.63



INSTITUT DE RECHERCHE
EN PHILOSOPHIE DE HANOVRE
INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LUBLIN

IMAGINER L'EUROPE LE BIEN COMMUN EUROPÉEN EN THÉOLOGIE, ÉTHIQUE ET ÉCONOMIE

Congrès international avec le soutien
de la Fondation Basse-Saxe
du 24 au 27 octobre 1991 à Hanovre, Stadthalle

La réalisation du marché unique européen en 1992 est un événement historique de premier ordre : elle marquera la naissance des États-Unis d'Europe.

Est-il pensable que l'espace économique unifié donne sa chance à un espace culturel commun ? Quels sont les fondements culturels, intellectuels et religieux sur lesquels l'Europe unie devra s'édifier ? Quel sera le rôle de la culture commune et du christianisme dans l'Europe de demain ?

Les séances sont ouvertes au public intéressé. Communications et débats seront tenus en allemand, français ou polonais et traduits simultanément.

Orateurs parmi d'autres : L. Dyczewski, C. Flasch, F. Furzer, B. Geremek, J. Groisb. A. Haas, J. Honecker, P. Kosiński, G. Madec, J.-B. Metz, J. Molsberger, J. Nagorny, F. Pitz, M. Quenel, P. Ricœur, J. Rovay, P.-M. Schmidhuber, S. Wielgus.

Inscription et information :
SCS Seminar-Congress-Service-Postfach 510625 D-3000 Hannover 51

POLITIQUE

La rentrée parlementaire

Les mal-aimés de la République

Les travaux de rénovation effectués, comme à chaque intercession, dans l'enceinte du Palais-Bourbon, n'y pourront rien changer : à la veille de la rentrée parlementaire, mercredi 2 octobre, la maison doute d'elle-même, un doute partagé par le « député de base » comme par le président de l'Assemblée nationale. De passage à Prague, au lendemain des grands bouleversements survenus à l'Est, au cours de l'été, c'est en effet M. Laurent Fabius qui faisait ce constat amer : « Je vois avec enthousiasme que dans beaucoup de pays les citoyens font la chaîne pour défendre leur Parlement et, dans le même temps, je vois que chez moi le Parlement est un théâtre d'ombres négligé et parfois méprisé. »

A l'occasion de la seule élection législative partielle organisée après le changement de gouvernement, les habitants de Saint-Nazaire ont, il est vrai, exprimé à leur manière ce mépris : près de deux électeurs sur trois n'ont pas jugé utile de se déplacer. Les sondages et les autres scrutins locaux montrent en revanche très régulièrement que les Français accordent un crédit croissant aux deux seules forces politiques qui, précisément, sont exclues du jeu parlementaire : les écologistes et le Front national. Or la décision du premier ministre, M. Edith Cresson, de ne pas recourir à la procédure contrainte de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, pour modifier les modes de scrutin, aura pour conséquence de prolonger encore un peu cette situation.

Mais les députés auront tort de ne pas s'interroger sur leurs propres responsabilités dans la désaffection des citoyens à l'égard de leur institution. Après l'échec, lors de la dernière session, de la procédure du vote personnel, proposée par M. Fabius pour lutter contre l'absentéisme, la publicité des auditions organisées par les commissions d'enquête ne parait pas devoir rencontrer davantage de succès (le Monde du 26 septembre). Dès avant le début de la session parlementaire, le report puis la suspension des travaux de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales ont abouti à vider d'une grande partie de sa substance une initiative destinée à l'origine à restaurer l'image de la politique. Faute de s'entendre sur la



liste des personnalités à auditionner et de s'appliquer à eux-mêmes les règles de transparence qu'ils avaient adoptées au mois de mai, les députés ont simplement donné une nouvelle occasion à M. La Pen de dénoncer bruyamment les complications de la bande des quatre.

Le front du chômage

Le sentiment de frustration, voire d'indignité, dans lequel se complaisent les députés, n'est certes pas nouveau - il découle des institutions elles-mêmes - mais il s'aggrave au fur et à mesure que le temps passe et que les échéances électorales approchent. La gauche au pouvoir bute sur le front du chômage. Ses représentants à l'Assemblée nationale ne sont pas satisfaits du budget préparé par MM. Pierre Bérégovoy et Michel Chassagnon, mais ils savent déjà que les quelques 185 heures qui seront réservées à la discussion budgétaire, au cours de cette session, ne permettront guère d'inscrire le projet de loi de finances de 1992. Après la déception causée dans l'opinion par la procédure du vote personnel, proposée par M. Fabius pour lutter contre l'absentéisme, la publicité des auditions organisées par les commissions d'enquête ne parait pas devoir rencontrer davantage de succès (le Monde du 26 septembre). Dès avant le début de la session parlementaire, le report puis la suspension des travaux de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales ont abouti à vider d'une grande partie de sa substance une initiative destinée à l'origine à restaurer l'image de la politique. Faute de s'entendre sur la

A droite, on aura sans doute quelque difficulté à devoir patienter aussi longtemps pour envisager un éventuel retour aux affaires. Dès le lendemain du coup d'État manqué à Moscou, l'opposition a concentré ses attaques sur le président de la République.

en déclinant en termes à peine voilés le thème de l'âge du capitalisme. Avec un mois d'avance sur le calendrier, l'UDF proposait ainsi le dépôt d'une motion de censure sur la politique étrangère de la France, la dernière réservée du chef de l'Etat, qui, au lendemain de la manifestation des agriculteurs à Paris, n'apparaît plus vraiment de saison. Mais l'important n'est-il pas, au fond, de condamner la politique du gouvernement, sur quelque motif que ce soit, à l'occasion d'un théâtral débat de censure ?

A la veille de la rentrée parlementaire, les contours de l'Assemblée nationale n'ont pourtant pas changé. C'est à peine si l'on remarquera que le numéro 2 du CDS, M. Jacques Barrot, a remplacé le numéro 1, M. Pierre Méhaignerie, à la présidence du groupe centriste. Annoncée depuis des mois dans les coulisses, la constitution d'un groupe charnière de centre-gauche se fait toujours attendre. Enfin, la présence d'un gros tiers de contestataires au sein du groupe communiste ne permet pas de penser à un changement d'attitude du PCF envers la politique du gouvernement. Comme au printemps dernier, le premier ministre ne disposera donc que d'une majorité relative pour faire adopter le budget ainsi que la vingtaine d'autres projets de loi (voir encadré) inscrits au programme de cette session. Si le climat politique empêche tout dialogue au sein de l'hémicycle, M. Cresson devra alors recourir à la procédure de l'article 49-3 de la Constitution, en accroissant ainsi le sentiment d'impuissance des députés, mais sans crainte de voir une majorité se former contre elle.

JEAN-LOUIS SAUX

Pour « ingérence et abus de confiance »

Une information judiciaire est ouverte contre le président de la chambre de commerce de Perpignan

Le président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Pyrénées-Orientales, M. Jacques Ferran, député UDF-PR, a affirmé lundi 30 septembre que l'information judiciaire ouverte contre lui le même jour pour « ingérence et abus de confiance », par le procureur de la République de Perpignan, procède d'un « règlement de comptes personnel et politique ».

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Une nouvelle « affaire », qui mêle l'argent et la politique, mijotait depuis sept mois. Depuis que le nouveau procureur de la République, M. Louis Bartolomé, venu de Marseille, avait décidé de prendre au sérieux une série de tracts anonymes, adressés en février dernier à certains commerçants de Perpignan et mettant en cause la gestion de la CCI des Pyrénées-Orientales et les comptes personnels de son président, M. Jacques Ferran, qui avait réagi en déposant le 12 avril une plainte contre X... (le Monde daté 23-24 juin).

La suite que cette affaire se prolonge aujourd'hui par l'ouverture - sans surprise - d'une information judiciaire n'en provoque pas moins une gêne dans le Roussillon. L'embarras y est d'autant plus grand, dans les milieux politiques, que M. Ferran cumule des fonctions qui en font l'un des notables les plus influents du pays catalan. Président de la CCI depuis 1970, PDG du Comptoir immobilier et ménager depuis 1969, administrateur de plusieurs dizaines de sociétés, ce fils d'agriculteur âgé de soixante-trois ans régit sur le monde des affaires. Ancien directeur de l'imprimerie du Midi, éditeur de l'« Indépendant », le quotidien local qu'il possède et dont sa femme - née Suzanne Brousse - est l'un des principaux actionnaires, il exerce un droit de regard vigilant sur l'information. Conseiller municipal de Perpignan depuis 1977, député depuis 1986, président départemental du Parti républicain depuis 1984, il occupe un poste-clé sur l'échiquier politique.

Il était donc inévitable que les présomptions d'irrégularités qui pèsent sur ses activités suscitent l'effet d'un tremblement de terre autour du célèbre Castillet. L'affaire s'annonce pleine de drames, mais une chose semble déjà se profiler aux yeux des politiques, du procureur de la République et du préfet : M. Ferran s'est livré à un détournement de jour où, en 1989, il a acheté pour 4,3 millions de francs et restauré une forteresse du Moyen Age, le château de

Corbières-Cabanes, en utilisant l'argent provenant des cotisations du 1 % patronal, versées par les chefs d'entreprise à la CCI pour la réalisation de logements sociaux. Il a apparemment confondu l'intérêt public et ses intérêts privés quand, ensuite, dans le montage de cette opération officiellement destinée, pour le compte de la chambre de commerce, à préserver le patrimoine du département, il a confié la gestion de ce château à sa propre famille et à celle de son vice-président, M. Roger Padrice.

C'est, en tout cas, la conclusion à laquelle les enquêteurs semblent parvenus après sept mois d'investigations croisées, menées simultanément à Perpignan, Carcassonne, Montpellier et Paris, et après avoir enregistré, le 23 septembre, les réponses de M. Ferran à leurs questions. Le communiqué diffusé lundi matin par le procureur se fonde sur l'enquête préliminaire pour justifier l'ouverture d'une information, « en total accord avec la hiérarchie judiciaire, au cabinet du doyen des juges d'instruction, contre M. Jacques Ferran, président de la CCI des Pyrénées-Orientales, des chefs d'ingérence et abus de confiance, faits privés et punis par les articles 175 et 408 du code pénal, concernant les opérations relatives à l'acquisition et aux aménagements du château de Corbières ».

L'argent

du logement social

Dès vendredi, le préfet, M. Jean-René Garnier, avait indiqué pour sa part qu'il avait saisi le ministre de l'équipement d'une demande de non-renouvellement de l'agrément dont bénéficie jusqu'à présent la CCI pour la collecte des fonds du 1 % patronal; il avait précisé que l'inspection générale du commerce et de l'industrie, au terme de sa propre enquête sur les comptes de la CCI à la demande du parquet et du président de la chambre lui-même, avait constaté « de graves erreurs dans la gestion et l'administration de certains crédits destinés au logement social ».

Le procureur de la République et le préfet renvoient au montage du capital de la Société civile immobilière du château de Corbières, dans lequel il apparaît qu'à côté de la chambre de commerce, porteur de parts principal (76 %), M. Ferran a fait entrer sa propre société, le Comptoir immobilier et ménager, le journal l'« Indépendant » et, titulaire du bail, une association, Corbières-Dalt, du type loi de 1901, dont l'objet est de « participer aux activités visant à conserver et promouvoir le site du château de Corbières » appelé à devenir la vitrine du commerce de l'artisanat du département. Or, dans l'article 6 des statuts de cette association créée le 13 octobre 1989 et placée sous la présidence de M. Ferran et la vice-présidence de M. Padrice, il est précisé : « Sont

membres actifs adhérents ceux qui ont pris l'engagement de verser une cotisation plus un droit d'entrée fixés annuellement par le bureau et qui appartiennent aux groupes familiaux Ferran-Padrice, en leurs qualités d'ascendants, descendants, conjoints, collatéraux, parents ou alliés, et qui ont été obligatoirement agréés en ces qualités par le bureau ».

« La bagarre va commencer »

Sans contester ces faits, Me Jean-Marc Vassat, l'avocat de M. Ferran, a précisé, lundi soir, que « la décision de participer à l'enquête de rénovation du patrimoine départemental et de création d'un lieu de prestige au château de Corbières a été prise par le bureau de la chambre de commerce et traitée en assemblée générale dans un but d'intérêt général » et que « la formule d'un partenariat entre les fonds privés et les fonds publics, avec le concours provisoire de la chambre de commerce comme relais, a été élaborée au vu et au su de tous et, notamment, du conseil régional et des autorités publiques ». Il a ajouté qu'en date du 4 juillet dernier la chambre de commerce avait décidé de se défaire du capital de la société du château de Corbières.

M. Ferran, qui s'était jusqu'alors abstenu de tout commentaire, a répliqué qu'il s'expliquerait vendredi après-midi, au cours d'une conférence de presse. Commentant l'ouverture de l'information judiciaire, il s'est borné à déclarer lundi après-midi : « Il y a à l'heure de dossiers. Alors si, avec ça, ils ne sont pas informés, je ne sais pas ce qu'ils veulent... S'il faut faire un procès, je ferai un procès; quand on a la bonne foi pour soi, il n'y a aucun problème. C'est politique, ce n'est pas une chose. On veut la bagarre? Eh bien, la bagarre va commencer vendredi! ».

L'emploi d'un terme d'entrepreneur, car, tant au palais de justice qu'au commissariat de police et à la préfecture, chacun s'accorde à dire que cette affaire de château n'est en effet qu'un commencement. Certains commerçants perpignanais, eux, sont déjà passés à l'action, en songeant aux prochaines élections professionnelles. Près de deux cents d'entre eux ont déjà, lundi matin, jusqu'au palais consulaire, devant lequel, par dérision et en référence au 1 % patronal, ils ont jeté quelques pièces de monnaie, avant d'envahir pacifiquement les lieux en scandant : « Ferran démission! ».

ALAIN ROLLAT
(avec notre correspondant
JEAN-CLAUDE MARRE)

Le programme de la session

Voici les principaux textes législatifs qui seront soumis aux députés et aux sénateurs, au cours de la session ordinaire d'automne, en plus du projet de loi de finances pour 1992.

Dès l'ouverture de la session, les députés examineront le projet de réforme du service national et les sénateurs reprendront l'examen, en nouvelle lecture, du livre II du code pénal, relatif aux atteintes à la personne.

Avant la discussion du projet de loi de finances pour 1992, qui débute mardi 15 octobre, les députés seront saisis du projet de loi sur le renforcement de la lutte contre le travail clandestin et le séjour irrégulier de étrangers en France, qui a été présenté mercredi 25 septembre en conseil des ministres (le Monde du 26 septembre) et de celui relatif à la création de l'agence du médicament.

Parmi les principaux textes inscrits à l'ordre du jour de cette session figurent notamment :

la réforme du statut de la magistrature et du Conseil supérieur de la magistrature; la réforme du code pénal (livres II, III et IV); le projet de loi d'orientation sur l'administration territoriale de la République; le statut de l'Élu; les livraisons surveillées de stupéfiants, la sécurité des éboueurs et des cartes de paiement; le projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux; la gestion des déchets radioactifs; la réforme du code forestier (le débroussaillage); la protection sociale des sapeurs-pompiers; les dispositions relatives aux cotisations sociales agricoles; les dispositions en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle; la protection des consommateurs; les agences de voyages; la modernisation des entreprises coopératives.

B BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1774
- Domaine du Château de Beaulieu -
- 92 lectures dans 71 lectures -
de Premiers crus et Grands crus -
Documentation LM sur demande à M. Boucharde
Boucharde Père et Fils au Château
Beaulieu 79 - 11205 BEAULIEU CEDEX
Tél. 06-22-14-41 - Tél. Boucharde 308397

* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé *

Les débats au PCF

M. Fiterman estime que les travaux du comité central n'ont « aucun intérêt »

La réunion du comité central du Parti communiste consacrée à l'organisation du débat « ouvert et constructif » devait s'achever mardi 1^{er} octobre à Paris par l'adoption d'une résolution qui devait être unanimement adoptée.

M. Charles Fiterman s'ennuie au comité central. Au terme de la première journée de session, lundi 30 septembre, l'ancien ministre a fait savoir qu'il ne reviendrait pas le lendemain assister à « la succession des interventions » car, selon lui, ces travaux ne présentent « aucun intérêt ». L'animateur des « refondateurs », précéda en cela par certains de ses camarades contestataires qui brillèrent par leur absence, à déclarer : « Je considère que la vie est ailleurs, cette discussion ne répond pas aux questions que nous avons soulevées. » Une vingtaine d'intervenants ont participé au débat qui a été le théâtre d'un vif échange entre MM. Georges Marchais et Paul Boccara. Une vingtaine d'autres étaient inscrits pour la seconde journée.

Dans son rapport introductif de cinquante-cinq pages, M. Pierre Biotin, membre du secrétariat du comité central (nos dernières éditions du 1^{er} octobre), a souligné, à propos des bouleversements en Union soviétique : « Si ces événements appellent un approfondisse-

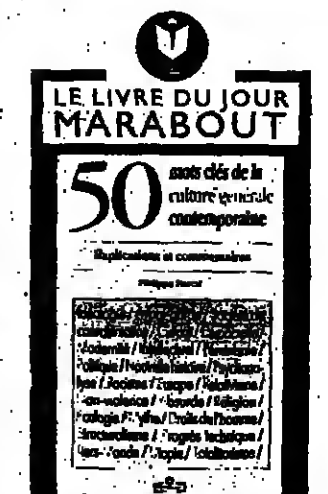
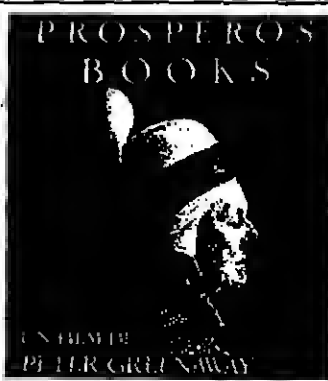
ment de nos réflexions, de nos orientations, ils ne les créent pas. » Concernant le capitalisme, il a indiqué : « Alors que les pays socialistes s'inscrivent dans l'impasse du modèle unique et de la stagnation, le capitalisme a su trouver des formes tenant compte de ce que sont les différents peuples, les différentes nations, mais pour toujours mener les exploités et les tenir en sujétion. » Parlant implicitement de la social-démocratie, le dirigeant communiste a affirmé que « toutes les tentatives pour amener le capitalisme en en gérant loyalement les affaires se sont soldées par un échec ».

« Faire du neuf, de l'inédit »

La direction du PCF a beau considérer que la politique conduite par les socialistes au gouvernement « n'emprunte rien à la gauche et tout à la droite », M. Biotin n'en estime pas moins que le projet en discussion au sein du Parti socialiste est « à bien des égards intéressant », le rapporteur ajoutant, malgré tout, que, fondamentalement, il ne modifie pas le cap. Relevant que le PS « vit aujourd'hui une véritable situation de crise », il n'a pas parié de celle que traverse son parti, se contentant de dire : « Si nous avons des 1976 élaboré une conception nouvelle du socialisme pour la France, nous n'avons pas fait durant toutes ces années tous les efforts néces-

saire pour la faire connaître aux citoyens communistes, chaque cellule. » S'agissant des débats « ouverts et constructifs », dont deux cent cinquante seraient déjà programmés, que veut organiser le PCF, M. Biotin a invité les communistes à « faire du neuf, de l'inédit », en assurant que ceux-ci ne sont pas une « secte de visionnaires » composée de « militants je-sais-tout ». Ces débats, auxquels participeront des membres du comité central, se donnent pour objectif d'attirer des non-communistes à la discussion avec les communistes. Tâche d'autant plus ardue que les communistes semblent rencontrer quelques difficultés à parler seulement entre eux.

M. Jack Ralhe, « refondateur », fait partie de la commission qui doit élaborer la résolution finale soumise au vote du « parlement communiste ». La première journée, décrite comme ronronnante ou ennuyeuse par certains participants, a été marquée par une « prise de bec » entre le secrétaire général et un membre de la section économique. M. Boccara est revenu sur le refus de l'Assemblée de publier une « mise au point » concernant la relation de son intervention lors de la dernière réunion du comité central (le Monde du 14 septembre), et M. Marchais lui aurait répondu qu'il voulait imposer la dictature d'une minorité.



JUSTICE

Reconnu coupable d'un meurtre en Nouvelle-Calédonie

Claude Kaoua est amnistié par la cour d'assises de Paris

La cour d'assises de Paris présidée par M. Jean Saurat, a rendu, lundi 30 septembre, un arrêt par lequel Claude Kaoua, un Canaque de vingt-sept ans, reconnu coupable du meurtre de Lucien Georges, commise le 19 avril 1985 sur une plage proche de Nouméa, bénéficie de la loi d'amnistie du 9 novembre 1988 (le Monde daté 29-30 septembre).

« Ce crime n'a aucun mobile politique », a soutenu l'avocat général Jean-Claude Thin en rappelant comment, un après-midi d'avril 1985, plusieurs Mélanésiens pris de boisson s'étaient attaqués à un homme de quatre-vingts ans qui promenait son chien sur la plage avant que Claude Kaoua le tue d'un coup de sabre d'abbatis. Pour le magistrat, « ce contexte de forte imprégnation alcoolique » et les témoignages ramenaient l'affaire à la dimension « d'une partie de plage qui s'est mal terminée ». A ses yeux, il n'y avait donc pas lieu de faire une application de la loi d'amnistie que la Chancellerie n'avait pas jugé utile d'envisager entre la clôture de l'instruction et le renvoi en cour d'assises de Kaoua, détenu depuis cinq ans. Le magistrat avait demandé une peine stricte entre dix et quinze ans de

réclusion criminelle. L'affaire semblait donc ordinaire. Mais l'ombre des victimes de la turbe de Hienghène planait sur les débats. A l'heure des plaidoiries, M. François Roux, Michel Tuhiana et Jean-Jacques de Félice ont su faire comprendre aux jurés parisiens toutes les nuances d'un crime commis il y a plus de six ans, à 20 000 kilomètres de Paris. Natif de Hienghène, ce village où dix Csaques ont été tués par une famille caldoche le 5 décembre 1984, Kaoua a été condamné à la peine de mort le 29 octobre 1987 par la cour d'assises de Nouméa.

« Une volonté de tourner la page »

C'est ce qu'a longuement expliqué M. Tuhiana en rappelant que le jeune Mélanésien avait évoqué devant le juge d'instruction un lien entre son geste et le massacre de dix hommes de son village. « Bien sûr, il y a l'alcool, avait admis M. Roux. Mais l'alcool libère des frustrations, la vengeance, la haine ». Et l'avocat demandait aux jurés : « Pouvez-vous affirmer que Kaoua aurait tué Lucien Georges si la turbe de Hienghène n'avait pas eu lieu ? ». Cette question, M. de Félice la posait aussi en ajoutant : « Qu'est-ce qui est le droit commun et qu'est-ce qui est politique ? Les juristes disent que le droit

commun concerne ce qui a été commis dans l'intérêt personnel. Or, tout dans ce dossier est politique. »

La cour l'a entendu et les jurés ont estimé que le crime dont ils ont déclaré Kaoua coupable avait été commis « à l'occasion des événements d'ordre politique, social ou économique en relation avec la détermination du statut de la Nouvelle-Calédonie ou du régime foncier du Territoire » selon les termes de l'article 80 de la loi d'amnistie.

De la même manière ils ont acquitté quatre autres Canaques présents sur la plage, Hienjin et Michel Moindou, Germain Phoele et Michel Née, poursuivis soit pour les délits de coups et blessures volontaires, soit pour « non empêchement de crime ». Cependant, les acquittés, à l'exception de Michel Née déclaré non coupable de ce dernier délit, ont été condamnés, sur le plan civil, à verser 60 000 F de dommages et intérêts à chacun des quatre enfants de Lucien Georges, partie civile.

En terminant sa plaidoirie, M. de Félice avait souligné : « Kaoua a été emporté par le vent de l'Histoire. L'amnistie n'est pas l'oubli total. C'est une volonté de tourner la page dans le sens de la réconciliation. »

MAURICE PEYROT

Le mouvement de protestation des surveillants de prison

« Les détenus méritent autre chose »

Trois syndicats de surveillants, Force ouvrière, CGT, et USP (environ 55 % des personnels), ont été reçus lundi 30 septembre par le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, afin de discuter une nouvelle fois des propositions de la chancellerie. Sur le terrain, le mouvement lancé le 16 septembre par l'UFAP a touché lundi 30 septembre, selon le ministère de la justice, huit établissements pénitentiaires. A Rennes, une trentaine de surveillants ont occupé la direction régionale de l'administration pénitentiaire.

RENNES

de notre correspondant

Jean-Paul Hutin, trente-trois ans, est marié et père de trois enfants. Il a d'abord été tourmenté dans le privé pendant cinq ans en Mayenne. Un licenciement économique l'a conduit à passer la concurrence de surveillants de prison. C'était il y a dix

ans. Aujourd'hui premier surveillant au centre pénitentiaire de Rennes, Jean-Paul Hutin, secrétaire régional de la CGT, dirige une équipe de seize surveillants.

Lundi matin, de 9 heures à 12 heures, avec une trentaine de surveillants et des membres du personnel administratif, qui sont en grève administrative depuis la 16 octobre, il a occupé les locaux de la direction régionale de l'administration pénitentiaire, avant d'être reçu par la direction régionale. Il y avait la CGT, la CFDT, l'USP et les délégués du SNEPAP-FEN. En fin de matinée, la CFDT nous a fait comprendre qu'elle suivait, tout comme l'UFAP, le nouveau syndicat majoritaire chez les personnels de surveillance. Nous avons échangé certaines questions pour nous mettre d'accord sur des revendications communes : des augmentations de salaires, un renforcement des effectifs et l'application de l'indemnité spéciale de sujétion en pourcentage et à un même taux pour tous.

A Rennes, les trois cent cinquante détenus de la prison Jacques-Cartier comme les deux

cent quarante détenus du centre pénitentiaire des femmes, ne posent pas de problèmes particuliers de surpopulation pénale. « Ici, ce n'est pas Flaury ou Freanes, mais c'est quand même l'envie d'être reconnu pour autre chose que le fait de tourner les clés. » Et d'ajouter : « Dans les nouvelles prisons, il n'est plus question de clés mais de cartes magnétiques, c'est d'un moniteur que l'on surveille la vie carcérale. Nous voulons autre chose parce que les détenus méritent autre chose. »

On cache toujours sa profession à Rennes lorsque l'on est surveillant de prison. Le nombre de bacheliers augmente chez les candidats, qui pourtant ne se bousculent pas au portail blindé de la maison d'arrêt. Il a fallu repousser la clôture des inscriptions du concours de novembre, faute de candidats pour un emploi difficile et dont la fonction sociale n'est toujours pas reconnue », affirme Jean-Paul Hutin, dont la feuille de paie affiche un salaire net de 9 000 F après dix ans d'ancienneté.

CHRISTIAN TUAL

La paix des coffres

Suite de la première page

Les Chaumet avaient survécu aux soubresauts de l'histoire. La légende familiale ne colportait-elle pas que le fondateur, qui tenait boutique au Palais-Royal pendant la Révolution, prisa un jour assistance à un général qui venait de subir un accident de carrosse devant sa vitrine ? Ce général s'appelait Boissard, et l'entreprise devint quelques années plus tard le fournisseur de la maison impériale, avant de conquérir la clientèle de plusieurs têtes couronnées européennes.

L'anecdote fut rappelée devant le tribunal correctionnel, témoignage posthume et impérial d'honorabilité, et pour expliquer aussi pourquoi les Chaumet avaient choisi la forme d'une société en commandite simple : ces sociétés présentaient l'avantage de s'épargner les inscriptions et les pesanteurs d'un conseil d'administration, mais l'inconvénient que les gérants y sont responsables sans limite sur leurs deniers - les Chaumet, aujourd'hui, assurent ne plus rien posséder.

« Cette forme de société où nous nous impliquons totalement correspond à notre activité », explique Jacques Chaumet. Un bijou, c'est un symbole, lié à la vie intime. Nous connaissons beaucoup de choses sur la vie intime de nos clients. Les événements nous font payer cher cette philosophie, mais nous pensions être honnêtes vis-à-vis de nos clients et des tiers. »

Déconfiture très honorable

Avant 1981, tout va pour le mieux chez le joaillier de la place Vendôme. Les cours du diamant sont au plus haut, et la hausse des prix du pétrole a amené chez les Chaumet une clientèle proche-orientale qui, comme l'expliquent les joailliers aux policiers, « fêlait très vite ». Toute chose ayant son revers, ces années fastes voient aussi « l'intrusion sur le marché de non-professionnels, qui faisaient miroiter à leurs clients des bénéfices très rapides », se souvient Jacques Chaumet, avec un dédain d'héritier habitué depuis quelques générations à laisser le temps au temps. Pour leur part, en tout cas, les Chaumet achètent tout qu'ils peuvent.

C'est en 1981 que la baisse des

prix du pétrole et l'effondrement des cours du diamant vont provoquer le lent déclin. La clientèle se raréfie, « règle » moins vite. Les stocks, constitués au prix fort, se déprécient, forçant les frères à emprunter, même si leur chiffre d'affaires reste important. En 1986, les comptes devenus alarmants obligent les Chaumet à envisager une association. Se présente la société Louis Vuitton, avec qui la complémentarité semble si évidente que pour la première fois de leur histoire, les Chaumet laissent un intrus mettre le nez dans leurs comptes et leurs secrets.



Mais au terme d'une courte exploration, Louis Vuitton, entre autres surprises, s'étant vu refuser par les Chaumet de rencontrer les clients dont ils se targuent le secret, toujours « renoua le lien » en 1987, et le fait discrètement savoir. Cette marche arrière s'ébruite, ouvrant une première brèche dans le mur du silence autour de la déconfiture très honorable de la maison Chaumet.

Dans leur course, de plus en plus désespérée, à l'argent frais, les Chaumet se tournent vers le président du Tribunal de commerce de Paris, qui désigne, en la personne de M. Jean-Yves Haberer, ancien directeur du Trésor, ancien P-DG de Paribas, un mandataire ad hoc chargé d'étudier les voies de la dynamisation de la société.

« M. Haberer, relate le président Bernard Peyrat, a eu la surprise de constater que vous étiez en relation avec neuf banques, dont chacune ignorait le niveau de l'engagement des autres. »

« Mais, Monsieur le président, s'exclame Jacques Chaumet, ces renseignements sont disponibles auprès de la Banque de France. Je m'excuse, mais les banques savaient ! »

Toujours est-il que grâce au crédit personnel de M. Haberer, habituellement chambry par les deux frères, les banques consentirent un

crédit supplémentaire de 45 millions de francs.

Mais pourquoi ne pas avoir arrêté plus tôt cette course aux emprunts ? En 1984, vous pourriez encore sauver le nom, insiste le président.

« Arrêter nous paraissait inimaginable, j'ai été aveuglé par mon souci de garder le nom. En dehors de toute raison, je le reconnais. Pour moi, ce furent des mois épuisants. »

Foi en l'invulnérabilité d'une maison déjà bicentenaire ? Espoir d'une nouvelle envolée des cours ? Certitude de l'impunité en raison de la qualité de la clientèle ? Tout cela dut s'entrechoquer dans l'esprit des joailliers aux abois. Mais le prêt obtenu grâce à M. Haberer devait être le dernier. Le 1^{er} avril

1987, les Chaumet sollicitent de M. Haberer un rendez-vous d'urgence. Ce qu'ils ont à lui avouer n'est pas simple. C'est que la société, entre son passé officiel, souffre aussi d'un second passé, très lourd. Et celui-là ne figure pas au bilan.

Le roi du Maroc

« La renonciation de Vuitton avait été un grand choc, soupire Jacques Chaumet. Espérant encore une solution, je ne sais quoi, nous avons laissé faire M. Hoberer, contrairement à notre propre éthique. Nous voulions sauver la mise, le personnel. Puis, la confiance que M. Hoberer m'a témoignée m'a mis en face de moi-même et ne pouvant plus tenir, j'ai craqué. » Avec ce passif hors bilan, essentiellement composé de prêts occultes consentis aux joailliers par leurs clients, on touche au cœur du système Chaumet, un système dont Jacques Chaumet débauche la genèse avec une touchante simplicité :

« On pratiquait ce système depuis toujours. Quand quelqu'un vendait un bijou, lors d'une succession, par exemple, et n'avait pas le réemploi des fonds, il nous les laissait en dépôt jusqu'à ce qu'il ait besoin de racheter autre chose. »

Des dizaines de clients et amis, dont le roi du Maroc - « notre famille est en relation avec la sienne depuis 1902 » - ont donc prêté de l'argent, faisant grimper le fameux « passif hors bilan ».

Combien sont ces prêteurs floués ? On ne le saura jamais, la plupart d'entre eux ne s'étant pas manifestés depuis la faillite, peu soucieux d'attirer l'attention du fisc - les intérêts devant leur servir à l'entretien de leur résidence n'étaient pas déclarés. Secret encore et toujours, les Chaumet, relativement loquaces sur d'autres points, se sont toujours montrés discrets sur celui-ci lors de l'instruction, refusant de livrer des détails sur ces prêts occultes avant que des « documents » ne leur soient soumis par les enquêteurs.

« Quels documents vous fallait-il donc ? interroge le président. »

« Monsieur le président, c'était seulement pour nous un moyen de faire cesser l'interrogatoire de police sur ce point. »

« Et devant nous, quel moyen allez-vous trouver pour faire cesser l'interrogatoire ? »

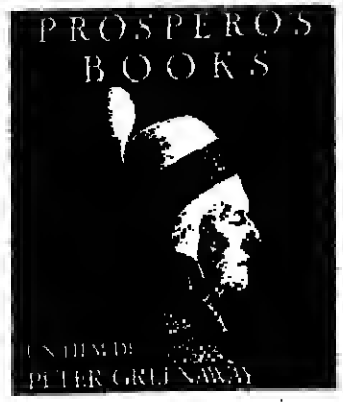
Jacques Chaumet feint de ne pas entendre.

Tout cela est aussi clair que cela peut l'être, conduit le substitut général Christian Melotte.

Pour le reste, se tenant à la seule ligne de défense sans doute possible, Jacques Chaumet insiste bien sur le fait qu'il n'avait alors sollicité personne, et que les prêts leur furent apportés « spontanément » par leurs clients. Est-ce à dire que certains étaient avertis de leurs difficultés ? Que leur prochaine déconfiture de la maison aurait été, plusieurs mois durant, le secret de Polichinelle d'une certaine high society, penchée à leur chevet avec une sollicitude terrorisée ?

Que va-t-on imaginer là ! Un de leurs défenseurs s'avance, et donne au président et au substitut général copie d'un document, non versé au dossier. Il date de 1925, et prouve selon la défense que déjà, le grand-père Chaumet faisait fonction, pour ses clients, de banquier officieux, à la barbe du fisc. « Vous voyez bien, que c'était traditionnel ! », s'exclame M. Guy Barsi. Un temps de silence et, regagnant le banc de la défense : « Ce qui ne veut pas dire que l'excuse le précède ! »

DANIEL SCHNEIDERMAN



ENVIRONNEMENT

Selon une transaction conclue avec les autorités américaines

Exxon paiera 1,25 milliard de dollars d'indemnités à la suite de la marée noire en Alaska

NEW-YORK

de notre correspondant

Le procès de l'Exxon Valdez - ce pétrolier échoué le 24 mars 1989 dans la baie du Prince William, en Alaska, qui avait provoqué la plus grande marée noire survenue aux Etats-Unis en libérant 38 000 tonnes de pétrole brut - n'aura sans doute pas lieu. Une semaine avant l'ouverture du procès à Anchorage, le gouverneur de l'Etat d'Alaska, M. Walter Hickel, a annoncé, lundi 30 septembre, la signature d'un accord conclu avec la compagnie pétrolière américaine Exxon et le département fédéral de la justice.

Aux termes de cette transaction, la compagnie Exxon versera, au cours des dix prochaines années, 900 millions de dollars à l'Etat d'Alaska et aux parties civiles, dont 90 millions de dollars dans les dix jours suivant la ratification de l'accord par le tribunal. En outre, Exxon versera une indemnité supplémentaire de 125 millions de dollars sur laquelle 100 millions seront affectés, à parts égales, au gouvernement d'Alaska et au gouvernement fédéral, à charge pour eux de financer les travaux de nettoyage de la côte et des fonds marins.

En mai dernier, un accord presque identique, mais qui ne portait que sur 100 millions de dollars d'indemnités supplémentaires, avait été rejeté par le juge Russell Holland, à Anchorage, au motif

que la part fédérale (50 millions de dollars) affectée au nettoyage et à la protection de l'environnement n'était pas explicitement mentionnée dans la transaction. A cette époque, le juge avait estimé que, pour une catastrophe de cette nature, le montant de l'indemnisation devait refléter « la capacité à payer » du coupable, indépendamment du préjudice véritablement causé, de façon à décourager les futurs pollueurs. Un argument repris par les divers mouvements écologiques qui, persuadés que « Exxon peut payer », avaient mis en avant les quelque 5 milliards de dollars de bénéfices annuels du groupe pour exiger que les amendes soient majorées. Par la suite, la Chambre des représentants de l'Alaska avait également repoussé le premier accord conclu entre les parties qu'elle trouvait trop favorable à Exxon.

Depuis, indépendamment des suites de l'affaire de l'Exxon Valdez, la compagnie pétrolière a consacré plus de 2,5 milliards de dollars aux opérations de nettoyage des côtes de l'Alaska. Elle a eu à faire face à d'autres mini-marées noires aux Etats-Unis, dont certaines à proximité immédiate des côtes de New-York. Pour parer aux critiques et à de nouvelles demandes de dommages et intérêts, la compagnie a investi 10 millions de dollars dans un certain nombre de dispositifs préventifs, dont l'avenir dira l'efficacité.

SERGE MARTI

Conférence

dans le cadre de l'exposition

IMPRIMER, EXPRIMER

samedi 5 octobre à 15 h

«Le métier d'écrivain, le best seller»

par Régine Deforges, écrivain et éditeur, Irène Frain, écrivain, Emmanuel Le Roy-Ladurie, administrateur général de la Bibliothèque nationale, historien. Animation : Marie-Odile Monchicourt, Radio France.

(accès libre)

Cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Lemaître 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations (1) 40 05 73 32

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Après le démantèlement du « Redoutable »

La France maintiendra trois sous-marins stratégiques constamment en patrouille opérationnelle

A ce jour, la France n'a ni ralenti ni allégé le rythme des patrouilles opérationnelles de ses sous-marins lance-missiles stratégiques, malgré la diminution de la tension Est-Ouest. A l'instar des États-Unis qui ont exclu la « sous-marine » nucléaire de leur plan de désarmement, le ministère français de la Défense a prévu, dans son projet de budget pour 1992, de commander un troisième sous-marin nucléaire de nouvelle génération, du modèle le *Triomphant*, après le démantèlement du *Redoutable*.

A BORD DU « REDOUTABLE »
de notre envoyé spécial

Le 6 octobre, ce sera, comme le veut la tradition, le dixième anniversaire de la mise en service du premier sous-marin nucléaire lance-missiles français, le *Redoutable*. Ce sous-marin, construit à Cherbourg, avec à bord dix-sept des vingt « pachas » successifs qui l'ont commandé, en s'entretenant deux par deux, entre janvier 1972 et février 1991, date à laquelle il a achevé sa cinquante-huitième et dernière patrouille à la mer.

Depuis huit mois, le *Redoutable*, débarrassé de ses missiles M-20 multistages, a été transformé en sous-marin d'expérimentation. Loin des zones océaniques où sa mission de dissuasion le portait d'habitude, il a évolué dans l'Atlantique et en Méditerranée pour

aider à la mise au point des équipements de transmissions, de navigation et de détection acoustique qui armeront ses successeurs. A Cherbourg, à partir du 7 octobre, le sous-marin sera démonté - la marine essaiera de récupérer quel que 20 à 40 millions de francs de ses matériels embarqués qui iront grossir les stocks de rechanges - pendant que son réacteur, sa chaudière nucléaire et toutes ses sources d'énergie à bord seront déclassés ou mis au rebut.

Pour préparer cette cérémonie qui marquera la fin d'une grande aventure, avec le départ de son actuel commandant, le capitaine de frégate Dominique Dupré La Tour, vingt ans de « sous-marine » ou vingt-sept mille heures de plongée, et avec le démantèlement de son équipage prévu pour la mi-décembre, le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Jacques Mellick, avait convié, lundi 30 septembre, quatre cents invités à la base des sous-marins de l'Île-Longue.

Un troisième bâtiment du type « le Triomphant »

Face à un *Redoutable* qui ne faisait pas son âge malgré ses quatre mille jours de mer au cours desquels il a parcouru seize fois le tour de la Terre et consommé quatre tonnes nucléaires, M. Mellick a annoncé que « plus que jamais la composante sous-marine est et restera le pivot de la force de dissuasion » et que la France avait l'intention de commander, en 1992, un troisième sous-marin dit de nouvelle génération, après le *Triomphant*, le premier de la série en chantier à Cherbourg, et le *Téméraire*, déjà commandé. Déplaçant 14 000 tonnes (au lieu des 9 000 du *Redoutable*), le *Triomphant*, qui emportera seize missiles

M-45 à plusieurs têtes explosives rendues plus « furtives », sera plus silencieux en immersion grâce à une structure et à des équipements internes suspendus sur des ressorts élastiques pour éviter le rayonnement des bruits. Selon les plans actuels, qui sont susceptibles d'être modifiés par la programmation militaire en cours d'élaboration, le *Triomphant*, dont le coût est estimé à 20 milliards de francs avec ses armes nucléaires, devrait être opérationnel après janvier 1993. Le second de la série, le *Téméraire*, serait prêt pour juillet 1997. M. Mellick n'a précisé ni le nom ni la date d'entrée en service du suivant, dont il a annoncé la commande pour 1992.

Musée ou ferraille ?

En attendant le *Triomphant*, le vice-amiral d'escadre Francis Orsini, qui commande la Force océanique stratégique (FOS) et les forces sous-marines et qui avait tenu à assister à la dernière nuit de plongée du *Redoutable*, devra remplir le « contrat » que lui a fixé le chef de l'Etat avec les cinq sous-marins encore en service, qui sont armés du missile M-4 à plusieurs têtes nucléaires à trajectoire indépendante.

Ce « contrat » n'a pas varié à ce jour, en dépit de l'éclatement du pacte de Varsovie. En effet, à la demande de M. François Mitterrand qui a exprimé ce vœu pour la première fois en 1983, la FOS s'est engagée - et elle continue aujourd'hui de maintenir ce rythme - à mettre simultanément trois sous-marins à la mer et un autre prêt à appareiller dans les trois jours. Il n'existe que quatre lots opérationnels de seize missiles M-4

chacun, à répartir entre les cinq bâtiments. Celui qui en est dépourvu à tour de rôle en profite pour subir un grand carénage de dix-huit mois, au prix de 800 millions de francs environ, à l'arsenal de Cherbourg.

Ainsi, à raison de dix semaines d'affilée en patrouille et de trois semaines à quai pour la nécessaire remise en état, chacun des cinq sous-marins en service actuellement au sein de la FOS continuera de tourner avec la régularité d'une horloge grâce à deux équipes de cent vingt-six hommes qui se relaient à bord.

« Tapis au fond des océans », dit M. Mellick, ils contribuent à garantir cette paix, dont nous, nations européennes, ne sentons peut-être pas assez combien elle est précieuse et fragile en ces jours où une éditrice apparaît à D'un style plus militaire, l'amiral Orsini a fait ses calculs : « Depuis cette année, date à laquelle le *Redoutable* a cessé d'être en service avec ses missiles M-20 et ait tous les sous-marins ant des missiles M-4 modernes, la marine nationale détient 92 % des charges nucléaires stratégiques de la France ».

Quand il ira se mettre à quai à Cherbourg, à l'issue de la croisière de ses anciens « pachas », et que, démonté, puis déclassé vers la mi-décembre, il sera restitué au major général du port, le *Redoutable* sera-il vendu à un ferrailleur pour un prix qui pourrait ne pas excéder quelques 20 millions de francs ? La réponse à la question essentielle. Pour l'instant, deux villes, Brest et Cherbourg, s'en disputent la possession pour l'aménager en musée à leurs fins. Elles ont jusqu'à Noël pour offrir le *Redoutable* en cadeau au public.

JACQUES ISNARD

MÉDECINE

Présidée par le professeur Adolphe Steg

Une « commission nationale » est créée pour améliorer les services hospitaliers d'urgence

MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la Santé, ont annoncé, lundi 30 septembre, la création d'une « commission nationale de restructuration des urgences ». Présidée par le professeur Adolphe Steg (1), elle aura pour but d'améliorer le fonctionnement des services spécialisés qui accueillent chaque année plus de 6,5 millions de malades hospitalisés en urgence.

Le professeur Adolphe Steg avait, il y a déjà plus de sept ans, fait un diagnostic sévère sur le fonctionnement du système français d'accueil des malades dans les services d'urgence (*Le Monde*, 8-9 juillet 1984). Il dénonçait notamment, dans son rapport au Conseil économique et social, les effets pervers de la concurrence opposant le secteur privé et le secteur public.

Répondre à l'attente des usagers

Déjà, en 1982, lorsque M. Jack Ralite était ministre - communiste - de la Santé, on annonçait l'élaboration d'un projet de loi visant à établir des centres 15 « départementaux » sur l'ensemble du territoire. Le dossier des urgences devait pourtant attendre décembre 1985 pour bénéficier des bienfaits de la loi consacrant l'existence des SAMU.

En dépit d'une série de décrets d'application, la « guerre des urgences » opposant les différents acteurs de cette discipline (SAMU, police, pompiers, gendarmerie, sapeurs-pompiers, ambulanciers, associations du type SOS-Médecins) devait continuer. En août 1988, la commission nationale d'analyse et de restructuration des urgences a émis son rapport dénonçant tristement le mauvais fonctionnement des services d'accueil et proposant - véritable tabou - d'associer à cette activité des praticiens libéraux (*Le Monde* du 10 août 1988).

Bouchant la boucle, c'est au professeur Adolphe Steg que MM. Bianco et Durieux ont, en définitive, décidé de confier la présidence de la nouvelle « commission nationale de restructuration des urgences ». Revenant à leur compte le bilan financier de l'action annoncée il y a plus d'un an par M. Claude Evin (*Le Monde* du 27 avril 1990), les deux ministres ont expliqué que la restructuration de l'accueil dans les services d'urgence s'inscrivait dans le cadre de la nouvelle loi hospitalière au titre des schémas d'organisation

sanitaire (2). « Pour répondre à l'attente des usagers, il faut fournir à l'hôpital les moyens d'assurer une prise en charge de qualité, mais aussi tout mettre en œuvre pour réserver les moyens performants de l'hôpital aux urgences les plus lourdes, explique-t-on auprès des deux ministres. Des progrès importants ont été accomplis depuis deux ans. Il faut maintenant les généraliser et les accélérer. Il faut donc restructurer les services pour concentrer l'activité d'accueil des urgences sur un nombre plus limité d'établissements bien dotés en personnel et en équipements. Ce dispositif répondra en amont un renforcement de la régulation médicale des SAMU - centres 15 pour désengorger l'hôpital tout en offrant à chaque patient la solution médicalement adaptée à sa détresse ».

« La restructuration ou niveau régional permettra des regroupements de moyens issus de la fermeture de certains services d'urgence, a notamment déclaré M. Bianco. Le schéma régional inclura le réseau d'alerte (SAMU-centres 15) et les transports sanitaires éventuellement hélicoptères, garantie d'une réponse adaptée et rapide aux demandes de soins. Le schéma intégrera le rôle de la médecine de ville. Une coordination doit être instaurée entre le médecin libéral et l'hôpital ».

J.-Y. M.

(1) Outre le professeur Adolphe Steg, conseiller économique et social, qui présidera la commission nationale, celle-ci sera composée notamment du professeur Geneviève Barrière, chef du service de réanimation de l'hôpital Necker, directeur du SAMU de Paris, du professeur Claude Evin, chef du service de réanimation de l'hôpital Bichat, du professeur Louis Tardieu, chef du service d'urgence de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, et du président-fondateur des SAMU, ainsi que du docteur Gérard Biederman, chef du service de réanimation et des urgences au centre hospitalier d'Argenteuil.

(2) Selon M. Durieux, au crédit d'un montant de 210 millions de francs à partir de 1990 la création de 300 postes médicaux et paramédicaux dans les services d'urgence; 110 millions de francs pour ailleurs, déjà engagés dans ce domaine en 1991.

En remplacement du docteur Jacques Lebas

Le professeur Gilles Brucker est nommé président de Médecins du monde

Le professeur Gilles Brucker a été nommé, lundi 30 septembre, président de l'association humanitaire Médecins du monde en remplacement du docteur Jacques Lebas. Il sera assisté de deux vice-présidents, les docteurs Bernard Granjon et Jacky Mamou.

[Né en 1946 à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), le professeur Brucker est professeur de santé publique, spécialisé en pathologie infectieuse et tropicale. Il est aujourd'hui directeur de l'hygiène hospitalière à l'Assistance publique et secrétaire général de l'Institut santé et développement.]

Le ministre de la Santé « accablé » par le soutien de l'Académie de pharmacie à son président. Le ministre délégué à la Santé, M. Bruno Durieux, s'est déclaré « accablé » du soutien apporté par l'Académie de pharmacie à son président, M. Albert German, dont il avait demandé la démission en raison de ses propos sur l'épidémie de sida et la « responsabilité » des homosexuels et toxicomanes « dépravés » (*Le Monde* du 9 août). « Nous sommes accablés, nous réfléchissons à ce que nous pouvons faire, nous cherchons des solutions », a déclaré, lundi 30 septembre, M. Durieux. L'Académie - qui a un rôle de conseil auprès des pouvoirs publics - avait, le 17 septembre, exprimé son « entière solidarité » envers son président, qu'elle estimait « injustement diffamé ».

ILE-DE-FRANCE

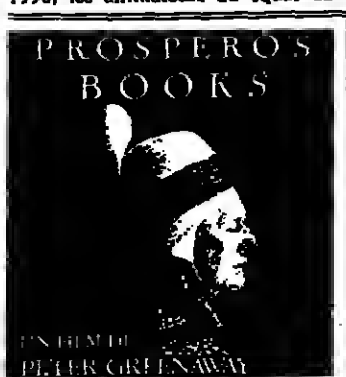
Au Conseil de Paris

Le préfet de police estime que l'occupation du quai de la Gare n'est pas un « délit »

L'occupation, depuis le 13 juillet, d'un terrain du quai de la Gare (13^e arrondissement), par plus de cent familles de sans-logis, a fait l'objet, lundi 30 septembre, d'un vir débat au Conseil de Paris. Toutes tendances confondues, les élus ont jugé inadmissible cette occupation d'un terrain, propriété de la Ville.

Mais la discussion s'est envenimée quand, mis en cause par les élus de la majorité municipale - notamment par M. Jacques Toubon (RPR, maire du 13^e arrondissement) - M. Pierre Verbrugghe, préfet de police, a répondu à ses détracteurs, qui lui reprochaient son inefficacité face à l'action des squatters : « Cette occupation, bien qu'illegale, ne peut être considérée comme un délit parce que le terrain n'avait pas d'usage défini ». Et il a ajouté : « Si j'avais procédé à l'évacuation, cela aurait été une voie de fait ». M. Verbrugghe, qui a dénoncé « des professionnels de la bienfaisance », a ajouté qu'il n'avait pas fait intervenir la force publique, car « mettre un terme à ce trouble public risquait d'entraîner un trouble encore plus grave ».

M. Chirac a fustigé un tel raisonnement : « L'argument de la faiblesse est pour un État républicain, l'argument de la décadence ». Et le maire de Paris a déploré que « l'état de fait se substitue de plus en plus souvent à l'état de droit, qu'il s'agisse des squats de la capitale, des zones urbaines où la police ne peut être considérée comme un délit parce que le terrain n'avait pas d'usage défini ». Et il a ajouté : « Si j'avais procédé à l'évacuation, cela aurait été une voie de fait ». M. Verbrugghe, qui a dénoncé « des professionnels de la bienfaisance », a ajouté qu'il n'avait pas fait intervenir la force publique, car « mettre un terme à ce trouble public risquait d'entraîner un trouble encore plus grave ».



quai de la Gare faisait « le maximum pour freiner la volonté de dizaines de familles de prendre d'assaut les appartements vides de la capitale ».

M. Jean Tiberi, RPR, premier adjoint au maire de Paris, a indiqué qu'il avait demandé, dans une lettre à M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux, d'arrêter le chantier de la Très Grande Bibliothèque, proche du terrain squatté, « incompatible avec la présence sur place de familles et de jeunes enfants ». Il a également demandé à M. Biasini de lui confirmer que les documents complémentaires à la demande de permis de construire du futur temple de la lecture seraient « traités prochainement à la Ville », afin qu'elle puisse, dans un délai d'un mois à compter de leur réception, « émettre son avis ».

JEAN PERRIN

SPORTS

o CYCLISME : Laurent Fignon coéquipier de Gianni Bugno. - Le Français Laurent Fignon, vainqueur du Tour de France cycliste en 1983 et 1984, a annoncé, lundi 30 septembre, qu'il avait signé pour deux saisons avec la formation italienne Gatorade. A trente et un ans, après avoir couru depuis 1982 sous la direction de Cyrille Guimard, Laurent Fignon devient donc coéquipier de Gianni Bugno, le champion du monde en titre.

o VOILE : Damien Grimont vainqueur de la première étape de la Transat 6-50. - Damien Grimont (GTM-Entrepose) a remporté, lundi 30 septembre à Santa Cruz de Tenerife (Canaries), la première étape de la Transat 6-50 (bateaux de 6,50 mètres). En 8 jours, 2 heures et 45 minutes, il a amélioré de trois jours le précédent record établi sur cette étape. Loïc Blanken (Hénaff) a pris la deuxième place avec 1 heure et 31 minutes de retard. Michel Perrin (36 15 ORI), Jean-Pierre Magnan (Calendal) et Evelyne Galais (Big Ponnard), qui avaient déclenché leur balise de détresse lors de la tempête qui sévissait au large des côtes portugaises, ont tous été récupérés par des navires portugais.

EN BRIEF

o Trois vigiles condamnés à des peines de prison pour avoir lancé leurs chiens sur un jeune Antillais. - Le tribunal correctionnel de Versailles a condamné le 30 septembre à des peines de douze à dix-huit mois de prison, trois vigiles, Christian Cocchi, vingt-cinq ans, Olivier Péquignard, vingt-huit ans, et Ludovic Delfosse, vingt-trois ans, reconnus coupables de coups et blessures volontaires avec armes sur un adolescent de dix-sept ans. D'origine antillaise, celui-ci avait été sévèrement mordu par les chiens des vigiles qui l'avaient chassé et aspergé de gaz lacrymogène le 29 août à La Verrière (Yvelines) alors qu'il revenait à son domicile.

o M. Roger Hainin condamné pour diffamation de M. Antoine Waechter. - La dix-septième chambre du tribunal de Paris a condamné le 30 septembre M. Roger Hainin à 20 000 F d'amende pour avoir diffamé M. Antoine Waechter et tenu des propos injurieux envers le mouvement des Verts. A une question d'Anne Sinclair - « Alors, les Verts... ni à droite ni à gauche, ça vous plaît, ça ? » - lors de l'émission « 7 sur 7 » du 4 novembre 1990, M. Hainin avait répondu : « Je trouve que c'est une attitude de salauds ». A propos du comportement de M. Waechter et des Verts vis-à-vis du Front national, l'acteur avait ajouté : « Et un jour, M. Waechter sera démasqué », ce qui, selon le tribunal, constitue une diffamation. Le tribunal a condamné M. Hainin à verser 40 000 F de dommages et intérêts à M. Waechter et 20 000 F au mouvement des Verts. Le jugement devra être publié dans trois journaux.

o Le cardinal Ratzinger hospitalisé. - Le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, a été hospitalisé d'urgence, lundi soir 30 septembre, à la clinique Pie-XI à Rome. Aucune précision n'a été fournie sur les raisons de cette hospitalisation, consécutive à un accident vasculaire cérébral survenu dans la journée de dimanche. Agé de soixante-quatre ans, Mgr Ratzinger, ancien archevêque de Munich, a été ordonné cardinal par Paul VI en 1977, et appelé en 1981 par Jean-Paul II à la tête de la Congrégation qui veille sur la doctrine de l'Eglise.

o Le patriarche de Constantinople hospitalisé à Istanbul. - Dimitrios I., patriarche œcuménique de Constantinople, a été hospitalisé, lundi 30 septembre, à l'hôpital américain d'Istanbul, pour des raisons qui n'ont pas été précisées.

pour des raisons qui n'ont pas été précisées. Né en 1914, il avait succédé au patriarche Athénagoras en 1972. (AP.)

o Un spéculateur se noie dans une grotte de Gard. - Un spéculateur, Guy Pégny, 39 ans, cordonnier à Nîmes, a trouvé la mort, dimanche 29 septembre, lors d'une plongée dans l'avenue Narbonne, grotte située dans le nord du département du Gard, où les eaux étaient particulièrement montées en raison des pluies récentes. D'après les sauveteurs, la victime n'a pas évalué correctement la distance à parcourir pour remonter et l'air venant à manquer dans ses bouteilles, il a vraisemblablement péri par asphyxie. (AFP.)

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-53-12-86
MINUTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente au palais de Justice de Nanterre, le 17 OCT. 1991, à 14 h

EN 7 LOTS

DIVERS LOCAUX à us. COMMERCIAL et HABITATION

53, R. SAINT-PLACIDE - PARIS 6^e

1) - LOCAL COMMERCIAL, rez-de-ch. M. à P. : 250 000 F

2) - APPARTEMENT aux 1^{er} et 2^e étages. Chambre de service au 6^e étage - CAVES au 5^e et 6^e étages. M. à P. : 1 000 000 F

3) - APPARTEMENT au 3^e étage - Chambre de service au 6^e étage - CAVES au 5^e et 6^e étages. M. à P. : 550 000 F

4) - APPARTEMENT au 4^e étage - Chambre de service au 6^e étage - CAVES au 5^e et 6^e étages. M. à P. : 950 000 F

5) - APPARTEMENT au 5^e étage - Chambre de service au 6^e étage - CAVES au 5^e et 6^e étages. M. à P. : 850 000 F

6) - UNE PIÈCE au 6^e étage. M. à P. : 20 000 F

7) - UNE PIÈCE au 6^e étage. M. à P. : 10 000 F

S'adresser pour renseignements à : M. SARKOZY, avocat, 184, av. Charles-de-Gaulle, Neuilly (92) - Tél. : 46-24-02-13 - M. C. LEFEBVRE, avocat, 20, av. de la Méjisserie, 75001 Paris - Tél. : 40-39-07-39 - VISITES S/P.L. les 9 OCT. de 10 h à 11 h et 11 OCT. 1991 de 14 h à 15 h.

Vente sur saisie immobilière au palais de Justice de Paris, le JEUDI 17 OCTOBRE 1991 à 14 h 30, en un lot.

APPARTEMENT de 2 pièces pales

Dans un immeuble sis à

PARIS 15^e - 4, rue de la Cavalerie

sur cue. avec us. des w.-c. com. au rez-de-ch. - une CAVES n° 5 au sous-sol

Mise à prix : 150 000 F

S'adresser pour renseignements à :

M^e Maurice CASTEL, avocat à Paris (4^e) 5, rue du Renard - Tél. : 42-74-30-46 - A tous autres près le T.G.J. de Paris et sur les lieux par visite.

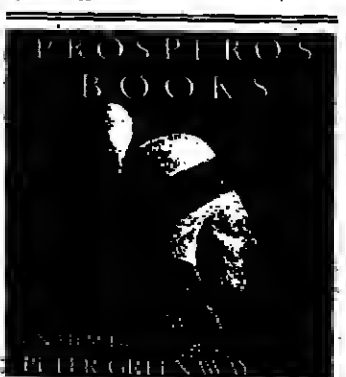
Vente sur licitation, au palais de Justice de Créteil, le JEUDI 10 OCTOBRE 1991, à 9 h 30.

APPARTEMENT de 3 pp. à VITRY-S/SEINE (94)

69, rue de Choisy - au 2^e étage, bat. A

M. à P. : 120 000 F (pour 2^e bailleur) - S'adresser à :

M^e P. VABINOT, avocat à Nogent-sur-Marne (94) - 166 bis, rue de Choisy - Tél. : 45-71-03-78 - M^e A. FITTEZMAN, avocat, 11 bis, rue Pothol, Paris (8^e) - Tél. : 45-22-22-86.



Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Les traqueurs de violence

Les premières observations du satellite américain GRO relancent la controverse sur l'origine des « sursauts » de rayons gamma

« C'EST un grand mystère de l'astronomie sur lequel les astronomes bûlent depuis une vingtaine d'années. Un phénomène difficile à cerner tant il est fugace. Imaginez : une brusque bouffée d'énergie, la personne ne l'attendait vraiment : des torrents de rayons gamma pendant quelques secondes. Puis plus rien. Pour des années, des siècles, des millénaires ? Nul ne le sait. »

Jean-Luc Atteia, du Centre d'étude spatiale des rayonnements de Toulouse (CESR), sait de quoi il parle. Depuis des années, il traque avec ses collègues ces fameux « sursauts gamma » qui enflamment l'imagination des astronomes (1). Qui sont-ils ? Où sont-ils ? Ces questions, toujours sans réponse, font le bonheur des théoriciens jamais en panne d'idées pour élaborer quelque scénario capable d'expliquer les toutes dernières hypothèses. Celle d'astres très proches de nous mais d'énergie faible ou, au contraire, celle de sources lointaines, extragalactiques, capables de vomir des quantités de rayonnements qui dépassent l'entendement. Ou celle enfin d'objets appartenant à notre Galaxie encore à identifier.

Aujourd'hui, tout n'est qu'hypothèse. En dépit de leurs efforts, les spécialistes de l'astronomie gamma n'ont que quelques centaines d'événements à leur disposition. Un peu plus de cinq cents flashs très brefs, pour la plupart uniques (2), dont environ deux cents seulement ont été localisés en direction. Pour ce qui est de leur distance par rapport à nous, il faut encore attendre. Le temps que le satellite géant américain de détection des rayons gamma GRO glisse suffisamment d'informations sur ces sursauts pour que les chercheurs disposent

soffio d'uo echantillon statistique suffisant. Lancé en avril 1991, cet engin de 16 tonnes a déjà commencé sa drôle de moisson (Le Monde du 17 avril 1991). Avec une efficacité qui lui convient les satellites et les sondes spatiales qui l'ont précédé puisqu'il est capable d'enregistrer pratiquement un sursaut par jour. A l'origine de ce « progrès », une expérience baptisée BATSE (Burst and Transient Source Experiment).

La « construction » du cube

Conçu par un chercheur du Marshall Space Flight Center de la NASA, Gerald Fishman, elle consiste en une sorte de cube aux sommets duquel ont été installés huit détecteurs de rayons gamma. Qu'un sursaut se manifeste et les détecteurs les mieux placés l'enregistrent, les autres restant en quel- que sorte muets parce qu'ils ne sont pas « en vue » du phénomène. Il ne reste plus alors qu'à « recomposer » l'événement par le calcul pour déterminer à quelques degrés près « d'où ça vient ».

Rien de bien révolutionnaire dans tout cela. Mais cette astuce a permis d'obtenir des résultats inédits avec des détecteurs dont la précision n'est pas millénaire que celle qui équipait les instruments des précédents vaisseaux spatiaux. Résultat : plusieurs dizaines de nouveaux sursauts ont été observés et localisés depuis le mois de juin.

« Co va très vite », constate François Lebrun, du service d'astrophysique du Commissariat à l'énergie atomique, qui estime que le nombre des sursauts recensés « est peut-être encore un peu faible pour fonder des certitudes, mais que d'ici un an, GRO devrait avoir augmenté le catalogue de ces événements de



Nébuleuse du Crabe : violence dans l'univers.

quelques centaines. » Bref de quoi donner aux astronomes matière à des hypothèses plus solides sur la distance et l'origine de ces sources de rayons gamma d'autant que GRO devrait observer le ciel pendant une dizaine d'années.

Mais, si l'on en croit une communication scientifique faite la semaine dernière à Washington, GRO a déjà si bien travaillé, que le père de l'expérience BATSE, Gerald Fishman, eût pu pouvoir écartier aujourd'hui l'une des trois

hypothèses actuellement retenues pour expliquer ces sursauts gamma : celle d'objets qui apparaissent à notre Galaxie. Selon cette théorie, ces sursauts pourraient être le résultat des « convulsions » d'astres en fin de vie, les étoiles à neutrons.

Dans certaines conditions, ces étoiles seraient le siège de formidables tremblements consécutifs à des réarrangements internes dus au refroidissement et au ralentissement progressif de l'astre ou bien l'objet d'un embrasement soudain, sous l'effet d'une explosion nucléaire, de zones de leurs couches superficielles sur lesquelles se seraient déposées de grandes quantités de matière provenant d'une « étoile compagne » proche ou du milieu interstellaire. Ces formidables libérations d'énergie perturberaient alors le champ magnétique de l'astre et favoriseraient ainsi l'émission de puissantes bouffées de rayons gamma.

Si tel est le cas, ce que laisse soupçonner les données des mesures faites par des sondes soviétiques, GRO aurait dû enregistrer un maximum d'événements gamma en direction du centre de la galaxie, riche, pense-t-on en étoiles à neutrons. Récemment, d'ailleurs, une équipe toulousaine du CESR a, au terme d'une étude très pointue, cru « déceler un excès de sursauts gamma dans le plan galactique » compatible avec cette thèse. Elle a même publié un article dans ce sens dans la revue britannique spécialisée Nature du 23 mai. C'est peut-être elle attendait beaucoup des premières observations de GRO.

Or les nouveaux indices apportés par l'instrument de Gerald Fishman semblent indiquer que les sursauts n'émanent pas d'une seule région du ciel, mais qu'ils sont également répartis dans tout l'univers. Conclusion : ou bien il s'agit d'ob-

jets proches disposant d'une puissance de feu instantanée limitée, équivalente à celle déployée par le Soleil ; ou bien il s'agit d'objets lointains, extragalactiques, capables de déverser en une fraction de seconde des torrents d'énergie selon un mécanisme à imaginer.

Cette découverte, si elle se confirme, paraît de nature à « bousculer bien des idées » si l'on en juge par les propos d'un théoricien du Massachusetts Institute of Technology, Paul Joss, qui se dit « désemparé pour trouver une ébauche d'explication ». La raison de cette paralysie intellectuelle est provisoirement à ce que, depuis des années, la communauté astronomique s'était faite à l'idée que « les responsables les plus probables de ces sursauts seraient, confie un chercheur, des étoiles à neutrons. On était ainsi parvenu à des scénarios raisonnables. Si les découvertes de GRO se confirment, il va falloir trouver d'autres explications, plus exotiques, faisant entrer en jeu, comme cela a été proposé dans le passé, à des annihilations de cordes cosmiques (3) ou à la rencontre de pulsars binaires ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Les premiers sursauts gamma furent découverts un peu par hasard à la fin des années 60 par des militaires américains de détection d'essais thermonucléaires qui, en trois ans, enregistrèrent seize événements dont il leur fallut se débarrasser pour ne pas compromettre la sécurité nationale. Ce sont de violentes bouffées de particules très énergiques, des particules de lumière que l'on appelle les photons gamma.

(2) Trois de ces sources auraient été observées à plusieurs reprises.

(3) Les cordes et les galaxies ne semblent pas uniformément réparties dans l'espace. Cette situation serait due à de fines cordes d'énergie s'étendant sur de longues distances (les cordes), les cordes, à leur tour, étant une sorte de généralisation du concept des particules élémentaires.

Le camembert et l'atome

La technique d'irradiation des aliments pourrait « sauver » le fromage au lait cru des contraintes de la pasteurisation européenne obligatoire

DANS la grande salle où s'ouvre la porte massive de l'ionisateur, des cartons de raisins secs venant de Turquie voisinent avec une palette de pomme de terre et des sacs de plume de sang de porc en poudre, destinés à l'industrie charcutière. Rangés dans des chariots grillagés montés sur rails, ces produits défilent tout à l'heure devant une source gamma, nichée pour l'instant sous 6 mètres d'eau au fond d'une piscine, dans une casemate de béton aux murs épais de 2 mètres. Du cobalt 60, comme on utilise les médecins pour le traitement du cancer, mais d'une activité beaucoup plus importante : 30 000 curies, soit dix fois l'équivalent des « bombes au cobalt » des hôpitaux.

Sept installations comme celle-ci (1) actuellement en France des denrées alimentaires afin d'en améliorer la conservation. La plus ancienne, celle de la firme Conserve, à Digne, près de Lyon, fonctionne depuis 1962 (mais ne traite des aliments que depuis 1982). D'autres unités importantes sont situées à Marseille et près de Vaucluse (Morbihan), où la source gamma est remplacée par un accélérateur d'électrons. Des épices aux crevettes et aux cuisses de grenouilles congelées, en passant par la viande hachée de poulet (à Vaucluse), ils traitent généralement des produits peu élaborés.

Comme la cuisson

Les responsables de la Société normande de conserverie et de stérilisation (SNCS), dont l'ionisateur fonctionne depuis janvier dernier, ont entrepris de briser cette exclusion, risquant ainsi de donner ses lettres de noblesse à une technique qui fait encore l'objet de bien des réticences de la part du public. Installés à Isigny-sur-Mer (Calvados), une région qui est un peu aux produits laitiers ce que le Bordelais est au vin, ils ont lancé une étude visant à ioniser le... camembert ! Objectif : élargir le marché interna-

tional du camembert au lait cru, le préféré des vrais connaisseurs, mais que les Anglo-Saxons et les Européens du Nord jugent trop chargé en germes.

Fatales à fortes doses pour tout être vivant, les radiations ionisantes peuvent, à doses plus faibles, guérir ou soulager des malades du cancer, et elles ont permis la mise au point de méthodes d'investigation médicale aujourd'hui irremplaçables comme la radiographie aux rayons X ou la gammagraphie. Depuis le début des années 60, on les emploie dans l'industrie pour les essais des plus divers (Le Monde du 2 mars 1988), de la stérilisation des instruments chirurgicaux au traitement des matières plastiques. L'irradiation permet ainsi d'augmenter de 100°C le point de fusion des gaines de câbles électriques ou de certains films de plastique sans en diminuer la solidité.

« Sur les aliments », explique M. Jean-Louis Evette, directeur de la SNCS, les irradiations produisent des phénomènes un peu analogues à certains effets de la cuisson. « Le choc des photons casse les grosses molécules comme l'ADN (acide désoxyribonucléique, porteur du code génétique), empêchant ainsi toute multiplication des cellules et des micro-organismes. Aux autres molécules, il arrache des électrons, provoquant ainsi la formation de « radicaux libres », instables, mais qui ont cependant le temps d'avoir une action bactéricide avant de disparaître rapidement.

Les énergies utilisées sont beaucoup trop faibles pour induire une radioactivité artificielle par modification des noyaux atomiques, comme cela se passe dans les réacteurs nucléaires. Par ailleurs, la source des rayonnements ionisants n'est jamais en contact avec les denrées alimentaires, qui ne peuvent donc pas être contaminées.

Mais l'ionisation n'est cependant pas tout à fait sans inconvénients : la rupture des molécules causée par le choc des photons entraîne aussi l'apparition de substances nouvelles, les « produits de radiolyse ». Le mauvais goût (généralement de

« corne brûlée ») que ces substances occasionnent à certains produits limite d'ailleurs l'application de l'irradiation. La crainte que les produits de radiolyse puissent présenter une certaine toxicité a constitué longtemps le principal argument des opposants à cette technique nouvelle. Au terme de près de vingt ans d'études et d'expérimentation, les scientifiques ont cependant conclu que, aux doses employées généralement, il n'en était rien.

Aucun risque technologique

En 1980, un comité d'experts de l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estimait, dans un document officiel, que l'irradiation de denrées alimentaires jusqu'à une dose moyenne maximale de 10 kilograys (2) ne présente absolument aucun risque toxicologique, et ne provoque pas de problèmes particuliers d'ordre nutritionnel ou microbiologique. En 1983, le Codex alimentarius (3) publiait les normes concernant l'irradiation des aliments.

Réunis notamment au sein de l'Organisation internationale des unions de consommateurs (IOCU), les opposants n'ont pas été tout à fait convaincus, et ils exigent « un moratoire mondial sur l'utilisation et le développement de l'irradiation des denrées alimentaires jusqu'à ce que les questions concernant la nutrition, la sécurité, l'étiquetage et la détection aient été résolues de manière satisfaisante ». Les gouvernements, en revanche, ont pris appui sur ces bénédictions officielles pour autoriser, de plus en plus nombreux, le traitement d'un nombre croissant de denrées.

« Aujourd'hui, des denrées alimentaires destinées à être commercialisées sont irradiées par environ cinquante installations-pilotes ou industrielles, en service dans vingt-trois pays dans le monde », estime M. Palais Lothar, l'un des responsables de la division commune

FAO/AIEA sur les techniques nucléaires en alimentation et en agriculture. Quatorze autres sont en cours de construction.

Les quantités traitées s'en restent pas moins faibles : 500 000 tonnes par an au total, selon les estimations de la FAO et de l'AIEA. L'enthousiasme des premiers pionniers, qui, il y a dix ans, évoquaient la possibilité de « prolonger la conservation des produits frais à température ambiante pour une durée indéterminée » grâce à l'ionisation, semble bien tombé. Aujourd'hui, cette technique est plutôt considérée comme un remarquable substitut aux traitements chimiques, par exemple pour bloquer la germination des pommes de terre et des oignons, ou détruire les insectes et les micro-organismes qui infestent les stocks de grains ou les produits secs.

L'ionisation est aussi l'un des rares moyens pour venir à bout de la prolifération des salmonelles qui, dans certains pays développés, infectent jusqu'à 90 % de la viande de volaille mise sur le marché, estime le docteur Fritz Kafirstein, chef de l'unité de la sécurité alimentaire à l'OMS. Appliquée au porc d'arrivé, elle pourrait enfin constituer la solution idéale pour permettre l'entrée des fruits frais et des légumes tropicaux dans les pays qui, comme les États-Unis et l'Australie, exigent une quarantaine très stricte avant d'admettre sur leur marché ces produits, qui, souvent, supportent très mal tout traitement chimique ou thermique.

Un coût raisonnable

On imagine l'enjeu économique, notamment pour les pays en développement, où une part importante des récoltes est détruite par les parasites. D'autant plus que le coût de ce traitement n'est généralement pas trop élevé : 60 à 90 francs la tonne, par exemple, pour une faible irradiation inhibant la germination des pommes de terre. Pour la désinfection des fruits, le traitement à la vapeur revient cinq à dix fois plus cher que l'ionisation. Dans les pays

développés, la lutte contre les salmonelles constitue un débouché de choix. C'est ainsi que la viande de volaille hachée représente la plus grande part des quelque 20 000 tonnes de denrées alimentaires irradiées chaque année en France, estime M. Peter Neijssen, de la firme hollandaise Cammstar, qui exploite un irradiateur près de Marseille.

Avec la Hollande (20 000 tonnes par an également), la France fait figure de leader européen de cette technique. La réglementation n'en est pas moins extrêmement stricte, et les produits irradiés vendus sans transformation, comme les cuisses de grenouilles surgelées et les champignons séchés, portent systématiquement la mention « traité par ionisation » (ou par « rayonnement ionisant »).

La France est peut-être bien placée pour donner ses lettres de noblesse à l'ionisation, en lui trouvant des débouchés un peu plus sophistiqués que la stérilisation des épices. L'étude sur le camembert, menée par la SNCS en collaboration avec l'Union coopérative d'Isigny-Sainte-Mère, qui est l'un de ses actionnaires, en est un bon exemple.

« Il faut savoir », explique M. Jean-Louis Evette, que toutes les opérations visant à éliminer du lait cru les micro-organismes éventuellement pathogènes suppriment aussi la plupart des germes utiles à la fabrication du fromage. C'est le cas, bien sûr, de la pasteurisation, mais aussi de la microfiltration. Il est alors nécessaire d'ajouter un « cocktail » destiné à reconstituer la flore bactérienne. Et partie seulement : un camembert pasteurisé ne contient guère plus d'une douzaine de firmes différentes, contre quelques milliers pour celui qui est fait au lait cru. Ce dernier abrite aussi beaucoup plus de germes indésirables, bien qu'aucun cas d'intoxication n'ait pu être observé pour cette raison.

En le traitant par ionisation, au bout de quinze jours d'affinage, on arrive à diviser par mille le nombre de ces germes. La flore utile, quant à elle, résiste mieux aux rayonne-

ments, et, de toute façon, elle a eu le temps de libérer les enzymes nécessaires à l'affinage, qui continuera pratiquement sans modification. Le camembert au lait cru irradié garde donc son goût et son aspect. En un mot, il reste lui-même, tout en n'ayant guère plus de germes indésirables que son concurrent pasteurisé, et il devient acceptable pour le marché américain et pour les pays d'Europe du Nord.

La panacée ? « Il n'est pas question pour autant d'irradier tous les camemberts au lait cru, surtout en France », souligne M. Evette. « Et même au niveau international, nous préférons continuer à nous battre pour les faire accepter tels quels. Malheureusement, les Anglo-Saxons sont très virulents au niveau du Codex alimentarius. »

Une approche pragmatique que semblent avoir désormais adoptée la plupart des défenseurs de l'ionisation. Plus personne aujourd'hui ne parle de « traitement miracle », mais plutôt d'une technique supplémentaire de conservation des aliments, moins agressive que les traitements chimiques ou thermiques. Elle ne les remplacera pas, mais se rangera pour les compléter auprès d'autres, comme la pasteurisation, qui, souligne un responsable de l'OMS, « fut d'ailleurs violemment combattue lors de son apparition, avec des arguments similaires à ceux des opposants actuels à l'ionisation ».

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Les responsables français emploient les termes « ioniser » et « ionisation », de préférence à « irradier » et « irradiateur », employés par tous les autres pays, mais trop connotés « nucléaire », selon eux, dans l'esprit du public.

(2) Unité mesurant la quantité d'énergie absorbée par unité de masse irradiée. Un curie émet aussi le rad (1 gr = 100 rad).

(3) Le Codex alimentarius est un organisme dépendant de la FAO et de l'OMS, chargé de l'élaboration des normes sanitaires pour les produits alimentaires. Créé en 1962, il regroupe cent trente-sept États.

La transsexualité face aux droits de l'homme

Norbert, cinquante-six ans, affirme être une femme. Il (elle) attaque la France — qui refuse son changement d'état civil — devant la Cour européenne des droits de l'homme

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

C'EST une triste et douloureuse histoire, commune à tous ceux qui sont persécutés par l'objet de la plus grave des méprises, depuis toujours, la transsexualité.

L'affaire a commencé le 18 avril 1935 à Sidi-Bel-Abbès, alors en territoire français, avec la naissance d'un enfant qui, au vu de sa constitution physique, est déclaré à l'état civil comme étant de sexe masculin et prénommé Norbert. Antoine par ses parents. La lecture des différentes pièces du dossier B. (la personne souhaite garder l'anonymat) témoigne de l'évolution irrésistible vers la transsexualité, que l'on définit habituellement comme le sentiment irrésistible et inextinguible d'appartenir au sexe opposé à celui qui, génétiquement, physiologiquement et juridiquement, est le sien ; sentiment doublé du besoin obsédant et constant de changer d'état sexuel, à commencer par l'anatomie (voir encadré).

D'après sa propre amnésie, peut-on lire dans le jugement en date du 30 mai 1985 de la Cour d'appel de Bordeaux, le premier développement de M. B. aurait été normal. Puis, vers l'âge de trois ans, il aurait manifesté un goût plus prononcé pour les jouets ou occupations typiquement féminins. Il y a néanmoins suivi une scolarité normale, bien que manifestant, dès l'âge de quinze ans, une tendance homosexuelle certaine et concrétisée par des contacts avec une jeune fille, un individu de sexe masculin, bon pour le service armé et a effectué son service militaire « pour faire plaisir à son père ». Bien entendu, son temps de service a été marqué par des relations homosexuelles avec ses camarades de chambre.

Ces conclusions doivent toutefois être rapprochées des témoignages de la sœur et de l'un des frères de Norbert, affirmant que ce dernier avait toujours eu un comportement féminin en raison duquel ils le considéraient « comme une sœur ». La mère de M. B. ne disait pas autre chose lorsqu'elle écrivait : « Depuis sa plus tendre enfance, Norbert se comportait comme une fille. A l'époque, les médecins pensaient que cela s'arrangerait à l'âge adulte. Ce ne fut pas le cas. »

Après le service militaire, ce sera, de vingt-trois à vingt-huit ans, une période consacrée à l'alphabétisation des jeunes Kabyles. Et la cour d'appel

de Bordeaux d'évoquer, entre autres détails, les premières tentatives de travestissement, l'arrivée en 1963 dans la capitale et « l'audition triomphale » au cabaret parisien Madame Arthur, où les responsables des spectacles nocturnes et ambigus estimèrent qu'il pourrait « faire une femme acceptable ». Ce sera rapidement le cas sous le pseudonyme de Vicky Darnal, une situation qui ne permettra nullement de prévoir plusieurs épisodes dépressifs graves.

L'intervention de la chirurgie

La médecine, dès lors, devait entrer en scène. A cette époque, Norbert a vingt-neuf ans et commence à être soigné par le docteur Leubière, qui observe une hypoplasie des organes génitaux et prescrit une hormonothérapie féminisante, qui entraîne rapidement un développement mammaire. En 1972, c'est l'intervention chirurgicale souhaitée depuis deux ans. Les chirurgiens français se refusant à la pratique (la situation, depuis, a changé), il faut aller au Maroc. Là, on procède à l'ablation des organes génitaux externes et on tente de simuler un orifice vaginal et l'existence de grandes lèvres. Plusieurs témoignages concordants affirment que, à partir de cette date, Norbert apparaît plus équilibré, ou comme « son vrai moi », « bien dans sa peau ».

Une semaine avant l'intervention, il avait fait le rencontre d'un jeune homme prénommé Richard, à qui il avait révélé son état. Ils vivent depuis quinze ans ensemble, les deux familles acceptant parfaitement la situation, celle de Richard voyant en Norbert « une femme qui ne peut avoir d'enfant ». Le couple souhaite, précisément, en adopter un. Ce fut dès lors le début d'une longue guérilla juridique. En 1978, M. Norbert B. sollicite du tribunal de grande instance de Libourne la rectification de son acte de naissance, souhaitant acquiescer les prénoms de Lyne, Antoinette et la mention de son sexe féminin.

« Ma psychosé, c'est mon état civil », déclarait-il alors aux experts réunis dans cette affaire. M. B. est débouté le 22 novembre 1979. Ce jugement fut ensuite confirmé six ans plus tard par un arrêt de la cour d'appel de Bordeaux qui estima, en substance, que les traitements auxquels s'était volontairement soumis M. B. n'étaient ni « aboutis » à la révélation du véritable sexe caché de l'intéressé.

Deux ans plus tard, le 31 mars 1987, la Cour de cassation rejetait le pourvoi formé par M. B. Il ne restait



plus, dès lors, qu'à poursuivre la France, et cela pour la première fois, devant la Cour européenne des droits de l'homme. En septembre 1987, la Commission européenne déclarait la requête recevable et, au terme de l'article 8 de la convention, concluant à la violation du droit au respect de la vie privée et familiale du transsexual. Trois ans encore et la Commission décidait de saisir la Cour européenne des droits de l'homme. Celle-ci, siégeant ex officio, a examiné la requête mercredi 25 septembre, soit près de douze ans après le jugement de Libourne.

Une situation inégalitaire

L'arrêt qui rendra, dans quelques mois, la Cour européenne des droits de l'homme constituera une étape, compte tenu de la position adoptée, et confirmée à plusieurs reprises l'année dernière par la Cour de cassation. Ainsi, dans quatre arrêts rendus le 21 mai 1990, celle-ci a-t-elle levé toutes les ambiguïtés qui demeuraient quant à sa jurisprudence, et dans lesquelles certains croyaient pouvoir discerner ses dernières années une évolution positive.

« Le transsexualisme, même lorsqu'il est médicalement reconnu, ne peut s'analyser en un véritable changement de sexe. Le transsexual, bien qu'ayant perdu certains caractères de son sexe d'origine, n'a pas pour autant acquis ceux du sexe opposé », peut-on lire dans l'un des arrêts du 21 mai 1990 qui rejettent le pourvoi formé par M. Jocelyne A., quarante-trois ans. Celle-ci, après différents traitements médicaux et chirurgicaux, réclamait de pouvoir s'appeler Jocelyne, ainsi que la modification de son état civil, en marge de son acte de naissance. Plusieurs arguments souvent contestés sont

avancés pour soutenir la position défendue par la Cour de cassation. On en compte pour l'essentiel trois : le respect du corps humain (trois articles du code pénal répriment les atteintes illicites au corps, fût-ce avec le consentement de la personne), l'indisponibilité de l'état des personnes (nul ne peut modifier volontairement l'état qui est le sien du fait de la loi ou de la nature) et l'atteinte à l'ordre public. Plus précisément, la Cour de cassation soutient que l'ordre ne peut assimiler le sexe à la seule anatomie et que la génétique ne peut être ignorée (1).

Selon M^{me} Françoise Filpo, avocat général à la Cour de cassation, si le juge avalisant le diagnostic, du

médecin faisait droit à la demande de changement d'état civil, la porte serait tout entière ouverte à de nouvelles demandes portant sur le mariage, le divorce, l'autorité parentale, l'adoption... « Le mariage du transsexual unirait deux partenaires de même sexe anatomique et génétique, quel que soit l'artifice auquel le transsexual ait eu recours pour se donner une apparence comparable de l'autre sexe », explique l'avocat général. Le ministère public n'est nullement insensible à la condition souvent misérable, parfois tragique, toujours difficile, des transsexuels. Mais il doit assumer la responsabilité de défendre les règles qui gouvernent les rapports sociaux et les principes sur lesquels repose la société dans le respect de l'état de droit. La médecine joue son rôle et fait ce qu'elle estime être son devoir. Le juge doit remplir le sien, qui est d'appliquer la loi. Les transsexuels ont aujourd'hui la possibilité, sans se voir appliquer les rigueurs de la loi pénale, de trouver quelques soulagements dans les traitements et les opérations. L'assouplissement des contraintes sociales leur laisse la faculté de vivre de facto, sinon de jure, avec la personne de leur choix sans que l'opinion publique s'en offusque. L'état actuel des textes ne permet pas d'aller plus loin (2).

Le risque des dérives

Le permettra-t-il un jour ? Le dernier travail important réalisé sur cette question, celui mené par M. Guy Brabant, président de la section du rapport et des études au Conseil d'Etat, préconise à M. Michel Rocard, alors premier ministre, de se pencher sur la matière (Le Monde du 8 mars 1989). Espérant alors une évolution de la jurisprudence, ce groupe formulait une série de recommandations visant à harmoniser les relations médecin-juge, mais qui n'ont pas été suivies d'effet.

Dans ce contexte, la seule évolution ne peut plus venir que de l'Europe, où de nombreux pays ont, à l'égard des transsexuels, adopté des mesures tendant à faire disparaître de la position française. La Suède, par exemple, autorise par voie législa-

tive depuis 1972 les interventions chirurgicales et les changements d'état civil, tout comme, depuis 1980, l'Allemagne. C'est également le cas en Italie (depuis 1982) et aux Pays-Bas (depuis 1984), mais aussi au Danemark, en Finlande, au Luxembourg, en Espagne et en Turquie, ainsi, par d'autres voies, qu'en Belgique, au Portugal, en Norvège et en Suisse.

Il y a quelques jours, face au gouvernement français, ce n'est pas Strasbourg (3), plaidé pour « la réputation » en s'appuyant sur l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et le droit au respect de la vie privée et familiale. Pour sa part, le représentant du gouvernement français a invoqué à la fois : le caractère tardif de la démarche du « requérant » et l'existence d'autres voies, internes, de recours. Il a minoré les inconvénients qui pourraient résulter dans la vie quotidienne de cette inadéquation. Il a, par ailleurs, rappelé que le transsexual pouvait, en France, au titre de l'article 37 du code civil, changer de prénom, ce qui, en pratique, semble ne pas soulever de problèmes dès lors que le prénom souhaité est « neutre », tel que Claude, Dominique, Camille, ou quelques autres...

Pourra-t-on, un jour, aller plus loin en France que cette ambiguïté de façade qui ne saurait être une réponse satisfaisante à l'impérieux désir de celui qui veut publiquement acquiescer un sexe que le destin lui a refusé ?

JEAN-YVES NAU

(1) Depuis 1985, et l'affaire Cocciolone, la justice française a reconnu à l'examen chromosomique (sexe génétique) un critère qui prime sur celui du sexe anatomique. Les demandes pasciennes aucune libération médicale ou chirurgicale ne permet de modifier cet état.

(2) Sur ce thème, on peut se reporter à l'article de M. Jean-Pierre Almeras, « Les transsexuels et le droit », l'Annuaire médical du 23 février 1991.

(3) A Strasbourg, M. B. était défendu par M^{me} Annette Lyon-Caen, Françoise Fabiani et Frédéric Minier. Le gouvernement français était représenté par M^{me} Jean-Pierre Pélissier (directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étrangères). L'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme ne sera pas rendu avant plusieurs mois.

POINT DE VUE

La procréation hors commerce

par les professeurs Jacques Lansac et Jacques Montagut

UNE nouvelle fois, les techniques de procréation médicalement assistée, particulièrement l'insémination artificielle, déforment la chronique. Après la vaine qui réclame le sperme de son défunt mari, la prisonnière qui demande à procréer sous les barreaux, les femmes viennes anglaises, voici le « trafic » de sperme.

En l'absence de loi, le terme de « trafic » est un peu fort, puisque rien n'est illégal. En fait, on ne peut parler que de réseau de banquiers non réglementaire. En effet, depuis avril 1988, toutes les activités de procréation médicalement assistée doivent faire l'objet d'une procédure d'agrément auprès des autorités sanitaires. La Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction doit donner un avis et informer tous les ans le ministre sur les problèmes qui posent ces techniques. L'annuel, c'est que cette commission, étudiant des dossiers depuis 1987, n'a pu effectuer de nouvelles évaluations globales des centres pour les années 1988-1989.

Cette affaire de réseau de banques de sperme n'appartient pas à un système du type CEOS (établissement des centres hospitaliers et ayant des règles de fonctionnement et d'éthique bien connues : don gratuit anonyme...) pose en fait un vrai problème de politique de santé. On peut estimer qu'aucune réglementation n'est nécessaire et qu'un laboratoire — du moment qu'il est dirigé par un médecin diplômé et compétent — est en droit de recueillir des donneurs de sperme (célébataires ou non, rémunérés ou non) et peut délivrer des pilules de sperme à tous les médecins qui en font la demande pour des femmes vivant en couple ou pas. Si l'on pense qu'il est inutile de connaître l'état de santé de ces donneurs, les maladies génétiques sévères dont ils peuvent éventuellement être transmetteurs, si l'on se

désintéresse du nombre et de l'état des enfants dont ils ont permis la naissance : il faut le dire.

Rien n'oblige non plus à fixer des prix pour ce produit, et il faudra savoir accepter la concurrence, la publicité et, pourquoi pas, les soldes. Il faudra aussi s'attendre à la concurrence étrangère et aux inséminations avec du sperme venu d'ailleurs (tentation aux problèmes de nationalité) ; on pourrait aussi espérer l'exportation d'un sperme bien français, le meilleur d'Europe. Tout cela peut être dirigé au don d'ovocytes.

Ce n'est pas de la fiction, tout cela existe : ouvrez la presse anglo-saxonne pour la publicité, les rabais aux soldats partant à la guerre du Golfe, la recherche de donneuses d'ovocytes ou d'embryons bien rémunérées. On trouve aussi certaines de ces annonces dans la presse française, et Euro-sperme à son siège, comme Euro-médecine, à Montpellier. Il n'y a plus qu'à promouvoir « France sperme » ou France perméable, après France Télécom et France Rail.

Mais, si l'on pense que la reproduction, le problème des couples stériles est un problème humain douloureux, médical, éthique et que le don de gamètes ou d'embryons est un geste noble, d'un couple ayant la joie d'avoir des enfants à un autre couple infécond ; si l'on pense que tout produit du corps humain doit être hors commerce (qu'il s'agisse de produits directs comme on l'a vu pour les organes à greffer, ou de produits indirects soutirés par des intermédiaires douteux ou des médecins peu scrupuleux qui monnayent la distribution de produits rares) ; si l'on pense qu'un donneur ne doit pas permettre le naissance d'un nombre illimité d'enfants pour éviter des problèmes de consanguinité, et savoir si les enfants nés d'ont pas de tare, afin d'évaluer les résultats de nos techniques : alors il faut

réglementer. Il faut réglementer pour que les banques de sperme, d'embryons, demain, d'ovocytes soient des structures privées ou publiques (ou impubliques), mais de non-profit, transparentes et contrôlées.

L'esprit de loi n'est pas propre à un secteur : on peut être méfiant dans le privé ou dans les hôpitaux, on l'a vu. Une commission de contrôle est indispensable associant des médecins (cliniciens ou biologistes des deux secteurs), des représentants des caisses de Sécurité sociale, de l'Ordre, des associations de parents FMA pour s'assurer de son bon fonctionnement, de l'absence de profits occultes. Cette commission serait aussi chargée de l'évaluation scientifique de ces techniques nouvelles. Les vétérinaires le font bien pour les animaux...

N'est-il pas étonnant de voir sans cesse les hommes politiques rappeler aux médecins leurs responsabilités scientifiques, économiques, éthiques en matière de dépenses et d'évaluation des actions, alors que ces mêmes politiques ne prennent aucune responsabilité en un domaine aussi sensible. Les rapports, études, colloques, commissions ne manquent pourtant pas depuis le rapport du Conseil d'Etat, le projet Brabant, la commission Biotec, Serusclat, le rapport Lenoir...

Les médecins ont pris leurs responsabilités. Est-ce trop demander aux parlementaires de définir un cadre légal ?

Le professeur Jacques Lansac préside la Fédération française des CEOS (Centres d'études et de conservation de l'espèce humaine). Le professeur Jacques Montagut préside le Groupe d'étude pour la fécondation in vitro en France (GEFF). Tous deux sont membres de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction depuis 1988.

Le mauvais genre

La transsexualité doit notamment être distinguée des états « intersexuels ». L'hermaphrodisme par exemple, où les personnes se situant anatomiquement et physiologiquement à mi-chemin de l'homme et de la femme. Il n'a pas, par ailleurs, contrairement aux apparences, rien de commun avec l'homosexualité et la transvestimenta, qui, comme la souligne le rapport Brabant, impliquent la conscience d'appartenir à son sexe même lorsque des administrations hormonales parviennent à modifier l'aspect physique.

La distinction entre ces différentes situations n'est toutefois pas toujours aisée et implique en toute hypothèse une approche médicale compétente, prudente et multidisciplinaire. C'est ce qui se fait depuis plusieurs années à Paris, où lorsque le diagnostic de transsexualité est établi et confirmé, les interventions chirurgicales peuvent être prises en charge par la Sécurité sociale (Le Monde daté 10-11 octobre 1982).

L'approche médicale (thérapeutiques hormonales associées à la chirurgie) permet de donner au sujet une apparence morphologique conforme à son désir. Elle ne saurait pour autant être l'unique réponse aux problèmes soulevés par celui qui veut acquiescer l'autre genre.

« La reconnaissance du changement de sexe à l'état civil s'avère indispensable, assure le rapport Brabant. Elle seule permet à l'intéressé d'échapper

aux tracasseries administratives dues à la discordance entre l'apparence physique et l'identité juridique qui peuvent conduire à la marginalisation ou même au suicide. »

Comme l'a développé M^{me} Françoise Fabiani devant la Cour européenne des droits de l'homme, le transsexual traité et opéré doit au quotidien faire face à de multiples difficultés des lors qu'on lui refuse le changement d'état civil. « La transsexualité ne peut, par exemple, payer par chèques bancaires, voyager, retirer une lettre recommandée, voter ou établir un constat en cas d'accident, sans que soit révélé aux tiers son sexe d'origine », explique M^{me} Fabiani. Cela entraîne pour lui une suite ininterrompue de désagréments, d'indiscrétions, de vexations, d'humiliations et d'échecs. On imagine mal se débarrasser de.

La modification du prénom offre sans doute quelques avantages, mais ne règle rien pour ce qui de l'identification du sexe à partir du premier chiffre du numéro de l'INSEE. Le gouvernement français estime en substance qu'il céderait à la demande des transsexuels serait contraire à l'intérêt général (protection de la santé, bien-être économique), celui-ci devant l'importer sur les atteintes susceptibles d'être portées à la vie privée. En France, selon les spécialistes médicaux, on compte moins d'un millier de transsexuels.

J.-Y. N.

L'Avenir de la Science
Académie des Sciences
Sous la direction de Jean Hamburger
avec Jean Aubouin, Alain Connes, François Jacob, Jacques-Louis Lions, Guy Quisison, et 27 membres associés.
110 F
BIBLIOTHEQUE GALLIEN-VILLARS
DUNOD

l'homme de

SCIENCES • MEDECINE

L'homme de Neandertal était un pur carnivore

En dosant la teneur en carbone 13 et en azote 15 de quelques os, fossiles et actuels, des chercheurs français ont pu déterminer le régime alimentaire de notre arrière-cousin

LES hommes de Neandertal – au moins ceux qui vivaient épisodiquement, il y a quelques 40 000 ans, dans le grotto de Marillac (Charente) – étaient purement carnivores. Certes, nos lointains arrière-cousins n'ont pas laissé la liste de leurs menus. Certes, on pensait bien que les « chasseurs-cueilleurs » du paléolithique consommaient beaucoup de viande, mais on croyait que les fruits et autres végétaux sauvages occupaient une place assez importante dans le régime alimentaire de ces populations.

Des études récentes, faites au laboratoire de biogéochimie isotopique (université Pierre-et-Marie-Curie, professeur André Mariotti) par des chercheurs français (dont Marc Fizet qui va bientôt soutenir sa thèse sur ce sujet) et publiées dans le numéro de juillet du *Journal of Human Evolution* (1), viennent de montrer qu'il n'en était rien : les hommes de Marillac, dont on a pourtant retrouvé peu de chose (une calotte crânienne, une mandibule, des dents isolées) ne se nourrissaient que de viande de renne, d'urochs, de cheval, de marmotte, etc.

Il y a plusieurs décennies, des chercheurs américains avaient montré que le collagène (2), c'est-à-dire une protéine faite pour l'essentiel de carbone et d'azote, était conservé dans les os fossiles. En partie seulement, mais en assez « grande quantité » tout au moins pour être étudié. Un gramme d'os d'homme actuel contient 200 à 300 milligrammes de collagène alors qu'un gramme d'os d'homme de Neandertal de Marillac n'en contient plus qu'environ 7 milligrammes.

On sait aussi depuis longtemps que le carbone et l'azote – comme la plupart des éléments – sont fixés naturellement de plusieurs isotopes. Les uns sont radioactifs, comme le

carbone 14 (3), et n'interviennent pas du tout dans les études dont il est question ici. Les autres sont stables et leur abondance relative varie très faiblement selon les processus chimiques et physiques auxquels ils sont mêlés. En moyenne, le carbone est fait de 98,892 % de carbone 12 et de 1,108 % de carbone 13, l'azote de 99,635 % d'azote 14 et de 0,365 % d'azote 15.

Par le photosynthèse, les végétaux « fabriquent » leurs glucides constitutifs (du carbone, de l'hydrogène et de l'oxygène) à partir du gaz carbonique de l'atmosphère. Mais tous les glucides des végétaux n'ont pas les mêmes processus de fabrication.

Certains de ces processus (tels ceux qui aboutissent aux feuillages, à l'arachide, au tournesol, au blé, à l'orge, à la luzerne, au riz, aux noisettes, à la betterave à sucre, au sucre d'érable, aux pois, au soja, aux olives, à la noix de coco, etc.) font intervenir des composés organiques faits de molécules à trois atomes de carbone ; les autres végétaux (par exemple le maïs, le mil, le sorgho, la canne à sucre, etc.) sont l'aboutissement de processus mettant en jeu des molécules à quatre atomes de carbone. Cette particularité est d'ailleurs utilisée par les services de la répression des fraudes qui peuvent ainsi vérifier si telle confiture – chère – a bien été faite avec du sucre de canne, comme l'annonce son étiquette.

Les maillons de la chaîne alimentaire

Il faut se rappeler que tous les êtres vivants sont répartis logiquement tout au long de la chaîne alimentaire : les végétaux sont mangés par les herbivores et ceux-ci le sont, par les carnivores. Sans oublier qu'il y a des carnivores qui se nourrissent d'autres carnivores. Dans l'étude dont il est question ici, les chercheurs se sont fondés sur le fait que les glucides des plantes pour lesquelles sont intervenues des molécules à quatre atomes de carbone sont plus riches d'environ 15 pour mille en carbone 13 que ceux pour lesquels ont agi des molécules à trois atomes de carbone.

Au maillon suivant de la chaîne alimentaire, les herbivores fixent dans leur collagène du carbone dont les teneurs en carbone 13 sont voisines de celles des plantes qu'ils ont eues à leur menu. De même, le car-

bone du collagène des carnivores reflète à peu près les teneurs en carbone 13 du collagène des herbivores.

Les chercheurs français ont remarqué une transmission analogue des isotopes de l'azote tout au long de la chaîne alimentaire. Les protéines des légumineuses (pois, trèfle, haricot, arachide, etc.) qui fixent l'azote de l'air ont la même teneur que celui-ci en azote 15. Alors que celles des autres plantes

qui « pompent » l'azote dans le sol ont, approximativement, 2 à 5 pour mille d'azote 15 en plus. Ces variations de l'azote 15 se retrouvent dans le collagène des herbivores en fonction des végétaux que ceux-ci ont ingérés, puis dans le collagène des carnivores qui ont mangé lesdits herbivores.

Mais il y a enrichissement en azote 15 à chaque maillon de la chaîne alimentaire. La teneur du collagène en azote 15 donne donc des informations sur la place de l'animal étudié dans la chaîne alimentaire. Le collagène d'un carnivore contient environ 5 pour mille d'azote 15 de plus que celui de l'herbivore dévoré, et encore 5 pour mille d'azote 15 de plus si le carnivore a mangé un autre carnivore.

Ainsi, en dosant très subtilement les carbones 12 et 13 et les azotes 14 et 15 dans le collagène subsistant dans les os fossiles, en prenant pour référence des analyses semblables faites sur les végétaux actuels et sur le collagène des herbivores et des carnivores vivant de nos jours, puis en confrontant toutes ces données, a-t-il été possible de reconstituer le régime alimentaire des hommes de Neandertal de Marillac : ceux-ci étaient purement carnivores au point d'être plus carnivores que les renards actuels.

Comme nous l'a dit, en effet, Pierre Pfeiffer (Muséum national d'histoire naturelle, laboratoire de zoologie-mammifères et oiseaux), nos goulus sont des carnivores-omnivores. Certes, ils se délectent en tout premier lieu de petits rongeurs (4) et aussi d'insectes et de reptiles. Eventuellement, ils ne dédaignent pas les poulets et les lapins d'élevage... surtout quand les parents renards doivent nourrir leurs jeunes, sevrés mais pas encore chasseurs autonomes. Mais, selon les saisons et les régions, ils mangent beaucoup de fruits : ils raffolent, notamment, des mûres, des prunelles et sans doute aussi des raisins bien dorés, si l'on en croit le

bon La Fontaine... Il leur arrive même de se nourrir presque exclusivement, comme on l'a constaté en forêt de Schart, de feuilles de chêne et de glands quand ils ne trouvent pas leur pitance dans les poubelles et les décharges du voisinage !

Le dosage des isotopes de l'azote renseigne aussi sur les aléas météorologiques, en particulier sur la sécheresse, qu'ont subie les herbivores fossiles ou actuels. Lorsque le temps est très sec – peu importe s'il est chaud ou froid – les herbivores, en effet, sont soumis à un « stress hydrique » : selon l'intensité et la durée de la sécheresse, la teneur de leur collagène en azote 15 augmente environ de 2 à 10 pour mille.

YVONNE REBEYROL

(1) L'article est signé par Hervé Bocherens, Marc Fizet et André Mariotti (laboratoire de biogéochimie isotopique de l'université Pierre-et-Marie-Curie, Paris-VI), Brigitte Lange-Badré (laboratoire de paléontologie des vertébrés et de paléontologie humaine de la même université), Bernard Vandermeersch (laboratoire d'anthropologie de l'université de Bordeaux-I), Jacques-Paul Borel et Georges Bellon (laboratoire de biochimie médicale de la faculté de médecine de l'université de Reims).

(2) Le collagène est le composant organique des os sur lequel se déposent les éléments minéraux donnant à l'os sa solidité. Il est aussi présent dans les dents, les muscles, la peau, les tendons, etc.

(3) Le carbone 14 n'existe qu'en quantités infimes. Le carbone formé de nos jours ne contient, en effet, qu'un atome de carbone 14 pour 1 000 milliards d'atomes de carbone 12. Le carbone 14 est radioactif : sa période est de 5 700 ans, c'est-à-dire qu'une moitié des atomes de carbone 14 disparaît tous les 5 700 ans. Après 40 000 ans, il n'y a plus qu'un atome de carbone 14 pour 400 000 milliards d'atomes de carbone 12 et le carbone 14 n'est plus guère dosable, même dans les machines particulièrement sensibles.

(4) On pense qu'un renard adulte mange 3 000 à 6 000 petits rongeurs par an.

Herblay la néolithique

Les traces d'une maison plus ou moins rectangulaire et celle d'une habitation ronde datant de deux périodes différentes du néolithique, viennent d'être découvertes à Herblay (Val-d'Oise) par une équipe d'archéologues dirigée par Xavier Deloeste, conservateur aux Antiquités d'Ile-de-France, lors des fouilles préliminaires à la construction de la ZAC Olympique. Il s'agit d'un ensemble multiséculaire dont l'aménagement, la Société d'économie mixte d'Herblay, puis de très bonne grâce les fouilles, qui ont commencé en février dernier et doivent durer jusqu'en février 1992.

Ces vestiges sont situés au-dessus de la Seine, sur le rebord du plateau, où 2 hectares ont déjà été décapés. Ils consistent en traces de trous des poteaux de bois (disparus depuis longtemps) qui constituaient l'armature des maisons. La maison approximativement rectangulaire (15 à 16 mètres de long, 6 à 7 mètres de large) ainsi que la céramique qui y a été trouvée sont typiques de la culture « Villeneuve-Saint-Germain » (du nom du site de l'Aisne où elle a été mise au jour pour la première fois), qui date de 4700-4500 avant Jésus-Christ. On connaissait des maisons semblables dans le sud-est du Bassin parisien, dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise. Mais celle d'Herblay est la première à être découverte dans l'ouest du Bassin parisien.

Plus intéressante encore est la maison ronde (7,50 mètres de diamètre). A l'intérieur, les archéologues ont trouvé des tessons de céramique typique de la culture néolithique « Comy », qui, vers 4500-4300 avant notre ère, a succédé au « Villeneuve-Saint-Germain ». Or, jusqu'à cette découverte, ces maisons rondes n'étaient connues que pour la période de l'âge du bronze, datant de 2500-1500 avant Jésus-Christ. Ont été trouvés aussi sur le plateau les traces de deux maisons – une ferme – des neuvèmes et dixèmes siècles de notre ère, et sur le bord de la Seine les vestiges d'une maison gauloise datant de 500-400 avant Jésus-Christ (début de la période de La Tène).

Y. R.

Pour trouver le véritable esprit d'entreprise, il faut parfois faire le tour du monde.

1990 : Les Stocker fonde le premier Centre européen d'enseignement hospitalier pour la faune sauvage.

1984 : Michel Terrasse introduit le vautour fauve dans le Massif Central.

1981 : Rodney Jackson se sert de la radiotélévision pour venir en aide aux léopards des neiges.

1990 : John Asmus restaure par laser la polychromie des guerriers en terre cuite de l'époque T'ou.

1990 : Wayne Moran reprend la route maritime de la soie suivie par Marco Polo.

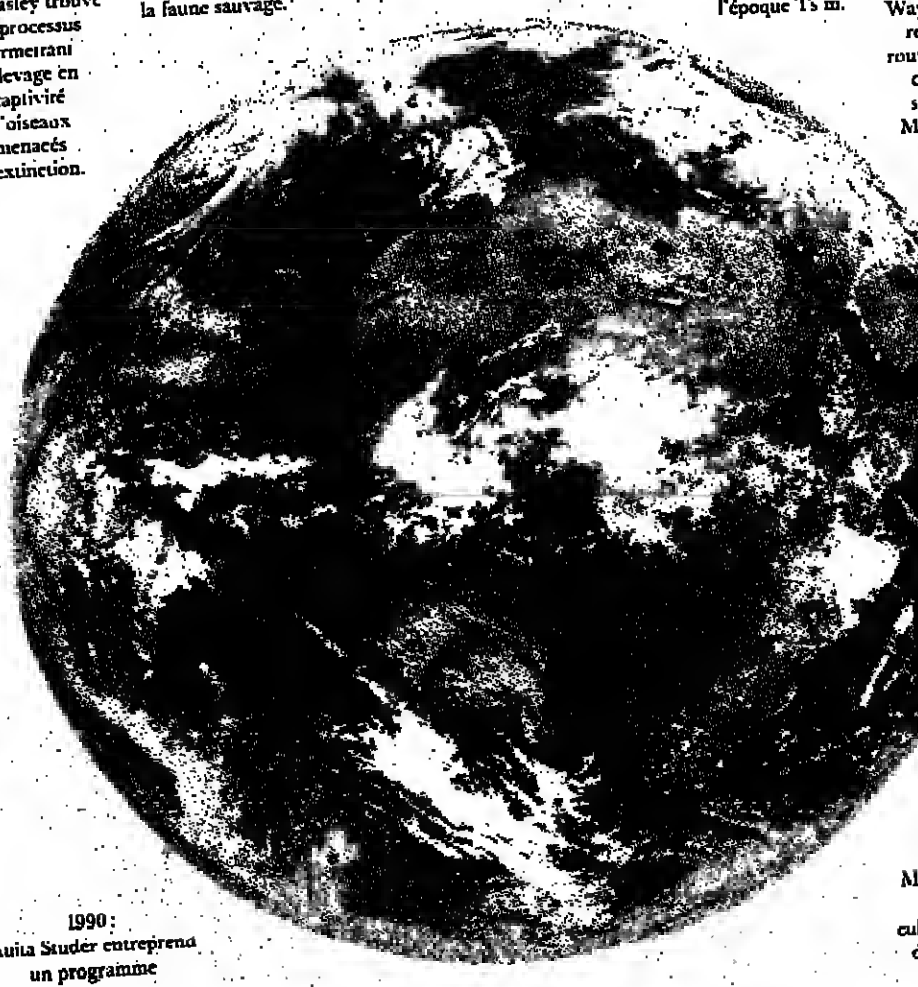
1978 : Bill Lasley trouve un processus permettant l'élevage en captivité d'oiseaux menacés d'extinction.

1990 : Anita Studer entreprend un programme de réensemencement au Brésil pour sauver l'avifaune.

1987 : Johan Reubard explore les sites sacrés de la Cordillère des Andes.

1984 : Kenneth Hankinson étudie la géographie et l'écologie de l'île Brabant, dans l'Antarctique.

1987 : Jacques Auzan apporte une assistance médicale aux populations des archipels de l'océan Indien.



Les Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise 1993

Depuis leur création en 1976, les Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise ont suscité des milliers de candidatures à travers le monde.

Aujourd'hui, nous nous adressons de nouveau à tous ceux qui peuvent témoigner d'un véritable esprit d'entreprise, d'originalité et de persévérance dans leur domaine d'activité.

Reconnaissance de l'initiative individuelle

Chacun des cinq candidats dont le projet aura le plus favorablement impressionné le Jury recevra 50 000 francs suisses, ainsi qu'un chronomètre Rolex en or spécialement gravé à son intention. A ce jour, 25 lauréats ayant fait preuve d'un exceptionnel esprit d'entreprise ont bénéficié des Prix Rolex, tandis que des dizaines d'autres recevaient une Mention d'Honneur.

Un vaste domaine d'application

Nous cherchons des projets originaux relevant de l'une de ces trois grandes catégories : Sciences appliquées et Inventions ; Explorations et Découvertes ; Écologie. Le Jury tiendra compte non seulement de l'esprit d'entreprise et de l'originalité des projets mais également de leur possibilité de réalisation.

Lors de la remise des Prix en 1993, Rolex éditera un livre décrivant les projets des Lauréats et de nombreux autres candidats.

La publicité dont ont bénéficié les projets publiés dans les livres précédents a fréquemment contribué à susciter une aide complémentaire de sources très diverses.

Modalités de participation

Pour obtenir une formule officielle de participation ainsi que le règlement et les conditions d'inscription, écrivez à l'adresse suivante : Secrétariat des Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise, Boîte Postale 178, 1211 Genève 26, Suisse. Les Prix seront décernés à Genève à la fin du mois d'avril 1993.

Le Jury des Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise 1993.

Président : Monsieur André J. Heimiger (Suisse), Administrateur délégué et directeur général de Montres Rolex S.A.

Membres : M. Charles F. Brush (États-Unis), Anthropologue, Directeur de l'Explorers Club ; M. Nils Dalbeck (Suisse), Écologiste, Membre d'Honneur de l'Union internationale pour la Conservation de la Nature ; M. Joël de Romay (France), Scientifique, Directeur du Développement et des Relations Internationales, Cité des Sciences et de l'Industrie ; Dr Santiago Dexeus (Espagne), Gynécologue, Président de la Société Européenne d'Oncologie gynécologique ; Sir Edmund Hillary (Nouvelle-Zélande), Alpiniste, Ancien Haut-Commissaire de Nouvelle-Zélande en Inde, au Népal et au Bangladesh ; Professeur Heisuke Hironaka (Japon), Mathématicien, Président du Conseil d'Administration, Association Japonaise des Sciences Mathématiques ; M. Brian Redhead (Grande-Bretagne), Journaliste, Présentateur de programmes télévisés et radiodiffusés à la BBC ; Mme Ruth Seering (Allemagne), Auteur, Journaliste et photographe ; M. Ragnar Thorseth (Norvège), Navigateur, Président de Ragnar Thorseth Adventures ; Professeur Umberto Veronesi (Italie), Chirurgien, Directeur général de l'Institut National Italien contre le Cancer.



CULTURE

ARTS

Stella, étoile américaine

Célèbre, très célèbre, Frank Stella expose ses dernières œuvres à Paris. Rencontre avec une star de l'art international.

La scène est dans l'un des salons du Musée, à 10 heures du matin. Arrive Stella, démarche dansée, costume noir sur t-shirt imprimé d'un dessin de Tinguely. Ses lunettes sont retenues par un cordonnet rouge carcé et il fume le dernier tronçon d'un cigare à la Orson Welles — le tout très étudié et assez spectaculaire.

« Vous exposez des sculptures... »

— Ce ne sont pas des sculptures. Je considère ces pièces comme des peintures, mais des peintures complexes qui rompent avec la bidimensionnalité. L'idée selon laquelle la peinture se regarde comme un objet isolé et d'un seul côté est une idée moderne — moderne et limitée.

« A la Renaissance, les artistes ne pensaient pas ainsi. Ils dessinaient sur les deux faces d'une feuille. Ils peignaient les deux côtés des volets des triptyques. Très souvent, leurs œuvres étaient liées à une architecture, à des coupes, à des plafonds ou à des reliefs — ce qui était du reste déjà le cas à Lascaux. De nos jours, dans le développement de l'abstraction, des données essentielles ont été oubliées, il ne reste plus qu'une conception de plus en plus

simplifiée de la peinture. Je crois à l'inverse qu'il faut s'efforcer d'étendre le champ de la peinture et son espace. C'est ce que j'ai entrepris à partir des années 70 et que je poursuis dans mes œuvres récentes.

— Vous développez une logique, en somme.

— Il faut distinguer deux niveaux. Il y a les idées théoriques et les idées pratiques — les *working ideas*. Les premières se tiennent à distance du travail. Les secondes l'accompagnent et naissent de lui. Ce sont celles qui apparaissent au cours de la fabrication, dont on ne sait d'abord si elles sont bonnes ni si elles valent d'être vérifiées. Ce sont elles qui permettent le développement de l'idée générale.

— Comment travaillez-vous ?

— D'habitude à partir de dessins. En compagnie de mes assistants, je construis la pièce. Pour celles qui sont exposées aujourd'hui, le processus a été tout à la fois plus compliqué et moins déterminé. D'une part, nous venons du métal en fusion sur les armatures. De l'autre, j'ai utilisé des fragments récupérés sur des pièces que j'avais exécutées auparavant et que j'ai démantelées. C'était

une sorte d'improvisation à partir d'une idée centrale.

— Dans vos écrits et vos propos, vous vous référez volontiers à l'art ancien, au Caravage et à Rubens. Or, il semble que vos contemporains américains, le plus souvent, les ignorent. Pourquoi cette singularité ?

— Si je me réfère par exemple au Caravage, c'est parce qu'un jour, au Musée du Capitole, à Rome, j'ai été confronté brutalement à l'une de ses toiles, son *Saint Jean-Baptiste*, et que cette rencontre a été déterminante dans ma réflexion. Je n'aurais pas ce tableau, j'ai voulu savoir pourquoi. Voilà comment a commencé mon histoire avec le Caravage, qui a été pour moi très instructive. J'éprouve pour lui une immense gratitude, pour toutes les voies qu'il a ouvertes.

« Pour ce qui est de l'indifférence des Américains en matière d'art ancien, je crois qu'elle est née du refus de se mesurer à l'art européen, exception faite peut-être de l'impressionnisme. Aujourd'hui, ils se passionnent pour l'art des installations, qui néglige le processus pictural au bénéfice d'une communication plus directe. Des artistes comme Kossuth, Naumann ou Jenny Holzer ont travaillé dans cette direction.

« J'ajoute que, même si le principe est intéressant, les résultats ne sont guère convaincants. Le résultat



de cette évolution est que les jeunes artistes ne savent plus où ils en sont. Ils n'ont plus ni fondations ni traditions.

— A quels artistes européens actuels vous intéressez-vous ?

— Actuels ? (Silence) Je n'aime pas parler de ce qui ne m'intéresse pas... Mais il y a Beuys et Tinguely.

— Deux morts.

— Oui... Tinguely avait des dons formidables pour être un grand artiste. Il avait le sens de la résurrection des objets et celui de leur transformation dynamique. Il a introduit le mouvement dans l'art. J'apprécie aussi le talent de Beuys pour le monumental. Et tous deux étaient à la fois sensibles aux

Flots argentés

Montées sur tubulures et armatures grillagées, des concrétions et des boursouffures métalliques étincelantes disposées en reliefs et frises : les dernières œuvres de Stella aspirant franchement au baroque. Mais c'est un baroque moderne, ou modernisme du moins, et débarrassé de l'abus.

A mi-chemin entre les ruines des églises médiévales et les compressions de César, ces constructions déployées soit en hauteur soit en largeur leurs proférées accumulations argentées. Vues de face, dans les salles très chics de la nouvelle galerie Tampion, elles surprennent par leur monumentalité et la violence des reliefs qu'elles projettent. Tourner autour d'elles est un exercice plus décevant, car apparaît alors crûment le procédé de Stella — qui s'apparente un peu trop à l'art du maquillage : sur un cadre de fer d'une géométrie élémentaire, il fixe des reliefs décoratifs sans épaisseur ni densité où le béton remplace la stuc des ornements d'autrefois. Quand il adosse ses panneaux les uns aux autres, il obtient quelque chose comme une stèle argentine d'aluminium. Ce n'est pas très convaincant.

Ph. D. Galerie Daniel Tampion, 4 avenue Marceau, Paris, jusqu'au 26 octobre.

Propos recueillis par PHILIPPE DAGEN

CALENDRIER

DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<p>OPERA DE LA MADEIRA Jeudi 3 octobre 20 h 30 Tél. loc. 48-48-03-03 (p.a. Valatit) Café Dîner</p> <p>ORCHESTRE SYMPHONIQUE FRANÇAIS Dir. : Laurent PETITGIRARD Hervé NOËL Transpositrice Catherine LE COZ Soprano Marie KOBAYASHI Mésse Léonard PEZZINO Ténor Jacques SCHWARTZ Basse Chœur de l'Orchestre SYMPHONIQUE FRANÇAIS SILVESTRE FAURE, ALBINI MOZART : REQUIEM</p> <p>OPERA BASTILLE Toujours Vendredi 4 octobre 20 h 30 Places : 90 F Tél. loc. 44-73-13-00 (p.a. Valatit) O. et C.</p> <p>CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Samedi 5 octobre 20 h 30 (p.a. Valatit)</p> <p>ABBAYE DE ROYAN (Né-Clé) Samedi 6 octobre Rens. : (1) 34-88-06-50 (p.a. Maudet) Musique</p> <p>THÉÂTRE NATIONAL DE CHALLOT Dimanche 8 octobre 18 heures Rens. Tél. : 47-22-81-18 (p.a. Valatit) Musique</p> <p>OPERA DE PARIS PALAIS GARNIER Mardi 10 octobre 19 h 30 Places : 30 à 280 F Tél. loc. 47-42-53-71</p> <p>OPERA DE BALLETTES Mardi 10 Mardi 16 Jeudi 17 octobre 21 heures Rens. Tél. : 40-38-10-13 (p.a. Valatit)</p>	<p>OPERA BASTILLE Lundi 7 Mardi 9 octobre 20 h Places de 40 à 220 F Tél. loc. 44-73-13-00 (p.a. Valatit) O. et C.</p> <p>GRAND AMPHITHÉÂTRE DE LA SORBONNE 47, r. des Ecoles Jeudi 10 octobre 20 h 30 Tél. rns. : 42-78-54-12 (p.a. Valatit)</p> <p>Salle CORTOT Jeudi 10 octobre 20 h 30 Rens. loc. 20 h 30 47-43-03-02 (p.a. Valatit)</p> <p>CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Jeudi 10 octobre 20 h 30 (p.a. Valatit)</p> <p>MUSÉE ORSAY Auditorium Jeudi 10 octobre 20 h 30 Tél. loc. 40-43-48-27 (p.a. Valatit)</p> <p>CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Vendredi 11 octobre 20 h 30 (p.a. Valatit)</p> <p>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 14 octobre 20 h 30 Tél. loc. : 47-20-36-37 (p.a. Valatit)</p>	<p>ORCHESTRE DE L'OPERA DE PARIS Dir. : Myung-Whun CHUNG MESSIAEN : L'Apprenti-Sorcier 3^e Symphonie avec orgue</p> <p>FÊTE D'AUTOMNE DU V^e ORCHESTRE SYMPHONIQUE DU RHIN-MULHOUSE Dir. : LOCA PFAFF Sol. : Roland HERMANN Baryton SCHUBERT Bécher BERTHOVEN Symphonie Héroïque</p> <p>Victor ERESKO LISZT Piano</p> <p>THE PHILHARMONIA ORCHESTRA Dir. : Esa-Pekka SALONEN Sol. : Heikki SCHIFF (Violoncelle) CHOSTAKOVITCH STRAVINSKY</p> <p>CYCLE DE MUSIQUE NORVÉGIENNE Orchestre de chambre de Norvège TONNESEN PER VOLLESTAD Baryton GRIEG, DVORAK SVENDBERG</p> <p>THE PHILHARMONIA ORCHESTRA Dir. : Esa-Pekka SALONEN Sol. : Yori BASHMET DEBUSSY, BARTOK STRAVINSKY</p> <p>ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE LA SCALA Dir. : Carlo Maria GIULINI SCHUMANN RAVEL, STRAVINSKY</p>
---	--	---

MUSIQUES

La belle du rodéo

Presque quinze ans après, retour parisien réussi pour Emmylou Harris

EMMYLOU HARRIS ET LES NASH RAMBLERS
Festival American Roots

Emmylou Harris n'avait pas chanté à Paris depuis presque quinze ans. Pour elle, lundi soir 30 septembre, le Bataclan s'est rempli deux fois de suite, d'Américains et de Français, un public country parisien qui n'a pas très souvent l'occasion de sortir le soir. Le spectacle faisait partie du festival American Roots, une manifestation country qui ne veut plus tout à fait dire son nom puisqu'on y verra aussi bien des vedettes du genre qu'un trio de blues rock, les Dusters, et un groupe de zydeco, les Sundogs.

Mais en ce qui concerne Emmylou Harris, l'appellation est contrainte. En 1976, avec *Pie in the Sky*, elle amenait au genre un public jusqu'ici rebuté par l'image redneck qui collait au country. Pour les Européens, en tout cas, c'était la musique qu'écoutaient les policiers dans *Easy Rider*.

Parce qu'elle avait été la compagne de Gram Parsons, grand auteur mort jeune, ami de Keith Richards et, un temps, membre des

Byrds, parce qu'elle est belle d'une beauté diaphane qui renouvelle sans cesse la surprise de sa voix forte et sensuelle, parce que, enfin, elle n'hésite pas à reprendre les Beatles ou Chuck Berry en se faisant accompagner par les anciens musiciens d'Elvis Presley, Emmylou Harris fut un excellent professeur de country. Aujourd'hui Emmylou Harris se produit avec un quintette de musiciens hors pair qui jouent tous sur des instruments acoustiques. Saos respect excessif pour leurs mandolines, contrebasses et autres banjos, les Nash Ramblers arrivent à leur donner une virulence habituellement associée aux instruments électriques. On trouvera dans le groupe des jeunes gens qui jouent le country et le bluegrass comme si la musique était née hier, et des vétérans comme Al Perkins, guitariste, banjoïste, mandoliniste, ancien des Flying Burrito Brothers et de Manassas, ou l'un des instigateurs du revival bluegrass, le mandoliniste et violoniste Sam Bush.

Un coin d'Amérique où l'on passe de la prison à l'église, de la cuite du samedi soir aux fêtes de famille ; c'est l'univers du country classique, recréé avec une virtuosité éblouissante par les Nash Ramblers et Emmylou Harris. Mais comme on n'est pas tout à fait revenu à la case départ, elle intègre toujours des standards de la pop voire à son show et, même si elle puise largement dans le répertoire classique de Nashville, Emmylou Harris chante toujours *Sweetheart of the Rodeo*, de Gram Parsons.

THOMAS SOTINEL
► Prochains concerts du festival au New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries : à 20 h 30 : le 1^{er} les Sundogs ; le 2, les Dusters, avec Susan Marshall en première partie.

CHATELET

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

The Philharmonia Orchestra

en résidence au Châtelet

Direction musicale

Esa-Pekka Salonen

Debussy, Chostakovitch, Stravinsky
Heinrich Schiff, violoncelle
10 octobre 20 h 30

Debussy, Bartok, Stravinsky
Yuri Bashmet, alto
11 octobre 20 h 30

Debussy, Sibelius, Stravinsky
Cho-Liang Lin, violon
13 octobre 20 h 30

Berg
Gidon Kremer, violon
Oleg Maisenberg, piano

Ensemble InterContemporain/Philharmonia Orchestra
14 octobre 20 h 30

40 28 28 40
Minitel 3615 Châtelet
Mairie de Paris

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

GAVEAU
LES LUNDIS MUSICAUX
7 octobre 1991 - 20 h 30
Brigitte FASSBAENDER
Violoncelle
14 octobre 1991 - 20 h 30
Mergorito ZIMMERMANN
Chapman, Basso, Basson
21 octobre 1991 - 20 h 30
Olaf BAER
Baryton
Tél. réservations : 48 52 05 07

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde
RADIO
TELEVISION

Chaque samedi
numéro date dimanche/lundi

FESTIVAL DE LA SORBONNE

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p.a. Valatit)

OPERA DE PARIS
PALAIS GARNIER
Mardi 10 octobre
19 h 30
Places : 30 à 280 F
Tél. loc. 47-42-53-71

OPERA DE BALLETTES
Mardi 10
Mardi 16
Jeudi 17
octobre
21 heures
Rens. Tél. : 40-38-10-13
(p

CULTURE

DANSE

Les Diabls au corps

Michael Clark est écossais, Stephen Petronio new-yorkais.
Ils sont beaux et sulfureux.

Il bouge et se cambre avec grâce parmi les acteurs, marionnettes maladroites, visages posés sur d'immenses têtes blanches. Face au vieil homme si lumineux qui parle face au magicien qui l'a dépossédé de son âme, il garde le silence, se sauvegardant lui-même le torse pris dans un corset blanc, Michael Clark est le Caliban dansant du film de Peter Greenaway, *Les Lèvres de Prospero*, qui sort le 2 octobre.

Le même soir et jusqu'au 6 octobre pour le Festival d'Automne au Centre Georges-Pompidou - seulement vêtu de longues manches en tulle, il danse *Cosmic Over E* première pièce d'un programme - les *Diabls au corps* - qui en comptent trois. Celle-ci, il en est l'auteur. Son compagnon Stephen Petronio a chorégraphié *Middlesex Gorge*, - des reprises - et tous deux ensemble, installés depuis le 10 juillet au Centre national de danse contemporaine d'Angers, ont créé avec leur compagnie - dix personnalités venues de partout - *Wrong Wrong* sur la musique de Stravinsky, le *Sacre du printemps*.

La première a eu lieu à Angers, le 26 septembre, au Théâtre Municipal. Il n'y a pas de décors mais des éclairages très sophistiqués, des costumes faussement pauvres et savamment provocateurs. Il y a dans tout le spectacle un défilé permanent, quelque chose comme une brûlure.

Passer trois mois isolés dans une ville dont personne ne parle la langue ne va certainement pas sans tension, sans conflits, mais cela les a aidés à trouver une terrible intensité. Habituellement, que ce soit à New York ou à Londres, les danseurs sont obligés de gagner leur vie dans des petits bouillottes. L'élaboration du spectacle s'étale dans le temps, se nourrit des réveries de l'attente.

À Angers, pour la première fois, la compagnie a pu travailler toute la journée, pratiquement sans relâche. Concentration qui a permis de chercher les limites de ce défi au corps, et de les reculer : « La plupart des artistes, dans l'importance de leur discipline, pensent que l'on ne peut rien inventer, mais seulement accumuler des éléments connus et les mêler d'une façon ou d'une autre. Nous croyons au contraire que beaucoup reste à trouver. Ce n'est pas facile, c'est même parfois pénible.

« Nous avons choisi des gens qui n'ont pas peur de prendre ce genre de risques. Ils en ont vraiment envie, tout est là. Si vous regardez par exemple le *New York City Ballet* depuis la mort de Balanchine, vous voyez d'excellents danseurs, toujours aussi rapides, et qui savent toujours lever le jambe aussi haut. C'est tout. Ils ne font plus que reproduire le

passé. Ils ne sont pas stimulés. » Manifestement, Michael Clark et Stephen Petronio ont réussi à stimuler les membres de leur compagnie. Ils ont également réussi à concevoir à deux la chorégraphie du *Sacre du printemps*, là encore il y a un défi. En fait, ils ont d'abord imaginé un thème : le don de soi du danseur à la danse. Le choix de la musique est venu après.

Prendre la route

Un défi toujours : « J'avais déjà tenté l'expérience avec une compagnie classique, mais c'était trop dur », confie Michael Clark. Leur chorégraphie n'est pas classique, et certainement très dure pour les interprètes. Partant d'une idée commune qui est non pas d'intégrer l'histoire du *Sacre*, mais d'en tenir compte - mouvement de l'art nouveau, ambiance de guerre, scandale - chacun a pris en charge des fragments de la pièce musicale, puis tout le monde les a confrontés, réunis.

Il s'agit avec leur spectacle à Rouen, et à Douai, puis, seuls, vont à Berlin. Ils ne se voient pas à New York. Surtout pas à New York, « où tout est trop cher, où il y a de bonnes écoles, mais où la danse est considérée comme un art mineur ». Ils ont envie de prendre la route, quelques livres leur suffisent - « la danse est une affaire physique ET intellectuelle » - de s'arrêter un temps aux alentours d'un studio de répétition et d'un théâtre.

Leur expérience angévoise leur ouvre, pensent-ils, d'intéressantes perspectives. Ils ont franchi une étape, sont prêts à aller plus loin. Où on les appelle, puisqu'ils ne sont subventionnés nulle part. Pourquoi pas à Paris ?

COLETTE GODARD

Centre Georges-Pompidou, du 2 au 5 octobre à 20 h 30, le 6 à 18 heures. Tél. : 47-74-42-19.

Le prix Frédéric Rossif à Camille de Casabianca et Patrick Blossier pour « Octavio »

Le premier Prix Frédéric Rossif, créé à l'initiative de Mme Catherine Tasca, ministre déléguée à la francophonie, a été attribué le 30 septembre à Camille de Casabianca et Patrick Blossier pour *Octavio*, une production Antenne 2, histoire révolutionnaire de l'adoption d'un petit Colombien, par une famille américaine résidant en Alaska.

Ce prix aura chaque année pour mission de distinguer un film documentaire ou de fiction, réalisé pour la télévision et conçu dans l'esprit de l'œuvre de Frédéric Rossif qui disait que « la prise de vue est un regard, le montage est un battement de cœur ».

Sélectionné parmi les œuvres présentées à l'INPUT 91, le Festival des télévisions publiques de Dublin, *Octavio* a reçu 160 000 francs de prix, dont une partie en travaux de post-production : 40 000 francs offerts par Paris-Studio-Bilancourt, et 20 000 francs par Eclair-Laboratoire.

Le jury que préside M^{me} Tasca réunit Véronique Cayla, Jean Drucker, Maurice Dugowson, notre collaboratrice Diane Heymann, François Jacob, Marie Masmontell, Jean Mylonas, Florence Queffelec, Gilbert Salachas, Jean-Paul Scarpitta et Dominique Wallon.

À l'occasion d'un débat sur la Bibliothèque de France - Le débat prévu mardi soir 1^{er} octobre à 22 h 40 sur FR3 Paris à propos de la Bibliothèque de France est annulé. Deux des invités, Marc Fumaroli, professeur au Collège de France, et Françoise de Panafieu, adjoint au maire de Paris, ont refusé d'y participer lorsqu'ils ont appris que Michel Polac serait présent sur le plateau. Ce dernier a récemment traité de « vieux croquignols » les professeurs au Collège de France, a expliqué Bernard de Fallois, éditeur de Marc Fumaroli pour son essai sur l'Etat culturel.

CONNAISSANCE DU MONDE

SAULE CHOPIN-REYES. Dimanches 5 octobre (14 h 30), Lundi 7 (15 h 30), Mardi 8 (15 h 30), Mercredi 9 (15 h 30), Jeudi 10 (20 h 30), Vendredi 11 (16 h 30), Samedi 13 (14 h 30 et 17 h), Lundi 14 (15 h).

BERNARD PIERRE
Le romancier des fleuves présente son film
LE NIL DES SOURCES À L'EGYPTE UN GRAND SUCCÈS
Sources du Nil, Lac Victoria, Montagnes de la Lune, Les Tana, Nil Blanc et Nil Bleu, La Haute Egypte, Le Caire, Le Delta, Le Nil Immortel.
PROCHAIN SUJET : LE NIGER, du 20 au 28 OCTOBRE - Tél. : 45-61-16-99

CARNET DU Monde

Décès

- M. Claude Boiron, son épouse, Franck et Jean-Paul, ses enfants, Ses frères, ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Toute la famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline BOIRON,
née Benayser,
imprimeur,

survenu le 19 septembre 1991.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 27 septembre, au cimetière du Montparnasse, selon sa volonté.

Cet avis tient lieu de faire-part.

93, rue de Seine,
75006 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Eugène BOZZA,
premier Grand Prix de Rome de composition musicale, ancien chef d'orchestre à l'Opéra national de l'Opéra-Comique, ancien directeur du Conservatoire national de Valenciennes, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, chevalier de l'Ordre national

médaille d'argent de la Ville de Paris,

survenu le 28 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 3 octobre, en l'église Saint-Géry de Valenciennes.

De la part de
Sa famille,
Ses anciens élèves
Et ses amis musiciens.

- M. Jacques GENEST,
M^{me} Anne-Marie GENEST,
M. et M^{me} Xavier Chevalier,
Sœur Janine Bouët,
M^{me} Bernard Giraud,
M^{me} Joseph Bouët,
M^{me} Marie-Magdeleine Bouët,
M. et M^{me} Michel Giraud,
M^{me} Marie-Louise Benasani,
Les oncles, nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques GENEST,

leur épouse, frère, beau-frère, parent et ami,

pleinement décédé le 29 septembre 1991, à Levallois-Perret, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 octobre à 11 heures, en l'église Saint-Justin, place d'Estienne-d'Orves, à Levallois-Perret.

Une absoute, suivie de l'inhumation, aura lieu au cimetière de Coteau-Épinard (Malne-et-Loire), à 17 heures.

Ni fleurs ni couronnes, des prières.

10, rue d'Alsace,
92300 Levallois-Perret.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Tibor GERTLER,
artiste peintre,

survenu à Malakoff, le 28 septembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Salette, 38, rue de Cronstadt, Paris-15^e, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- On annonce le décès, survenu dimanche 29 septembre, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de

M. Maurice LAISANT,

L'inhumation aura lieu vendredi 4 octobre, à 8 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

(Né en 1926, à Paris. Maurice Laisant, petit-fils du mathématicien et député Charles-Joseph Laisant, avait été secrétaire général de la Fédération anarchiste de 1954 à 1972. « Synthésiste » au sein du mouvement libertaire, il a été l'un des artisans de l'union de ses trois branches (industrialiste, anarchiste-synthésiste, communiste libertaire), fondateur de l'Union pacifiste et grand défenseur des collections de collections. Il avait consacré qu'il était la Fédération pour fonder l'Union des anarchistes. Maurice Laisant avait été également directeur-général de *Monde Illustré*. Président de la Fédération anarchiste, avant de s'en séparer pour fonder, il y a une dizaine d'années, le *Libertaire*, dont le siège est au Havre.

THÈSES

Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

- Le docteur et M^{me} Jean Miller, M. et M^{me} Marc Sulitzer et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques-Alain Miller et leurs enfants, M. et M^{me} Gérard Miller et leurs enfants, Les familles Petosi, Bissain, Thormol, Vermet et Viroux, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Léopold LAMBRICHTS,
née Philomène Petosi,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, tante et grand-tante,

survenu le 26 septembre 1991, à Paris-16^e.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 30 septembre, dans l'intimité familiale, au cimetière du Montparnasse.

4, rue Boissière,
75016 Paris.

- M. et M^{me} Henri Monjaux, M. et M^{me} Philippe Monjaux, M. Bernard Monjaux, M. et M^{me} Christophe Mondini, M^{me} Jacques Monjaux, M^{me} Lucien Rouff, M^{me} Susan Monjaux, Ses petits-enfants, Ses nièces, ses neveux, Parents, Et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Camille MONJAUX,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 27 septembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 octobre, à 16 heures, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

18, avenue du Colonel-Bonnet,
75016 Paris.

- M. Philippe PARINI, son épouse, Sa fille, M^{me} Jacques Eudes, sa grand-mère, M. et M^{me} Marcel Eudes, ses parents, M. et M^{me} Marcel Parini, ses beaux-parents, Véronique et Marc Loeffler et leurs enfants, Isabelle et Didier Fradin, de la Renaudière et leurs enfants, Jacques-Théobald Eudes, Marie-Laure Eudes, Didier Parini, ses sœurs, frère et beaux-frères, Les familles Weber, Rocher, Favre, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Philippe PARINI,
née Béatrice Eudes,

des suites d'une longue maladie, le 28 septembre 1991, à l'âge de trente et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 octobre, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, 158, avenue Charles-de-Gaulle.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

Puôt que des fleurs ou des couronnes, Béatrice a souhaité que les dans éventuels soient adressés au profit des enfants atteints de cancer : dans pour la recherche, services de pédiatrie, Institut Gustave-Roussy, 39, rue Camille-Desmoulins, 94805 Villejuif Cedex.

19, rue Ernest-Dolaison,
92200 Neuilly,
Le Béloir,
78600 Mennecy-le-Roi.

- Querquville.

M^{me} Suzanne Poupeville, son épouse, Le professeur Michel Dury et M^{me}, Le docteur Jacques Poupeville et M^{me}, Et la famille, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

professeur général d'hydrographie Paul POUPPEVILLE,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 29 septembre 1991, à Querquville (Morbihan).

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 2 octobre, à 16 h 15, en l'église de Querquville, au parloir, où un registre à signatures sera déposé.

Cet avis tient lieu de faire-part.

29, rue du Général-Ledier,
50460 Querquville,
30, avenue de Villeneuve-Étang
78000 Versailles,
La Grève,
Quierville,
50310 Montebourg.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Le docteur et M^{me} Adolphe Patrick Prunier, Lauro et Alice, leurs enfants, Frédéric Dubossy, M^{me} M. Barjon, sa fille et ses petits-enfants, M^{me} R. Prunier, ses enfants, Les familles Arnaud, Fournier, Paut, Solomès et Wiegand, ont la très grande douleur de faire part du décès brutal de

David PRUNIER,

le 26 septembre 1991.

Un culte de reconnaissance aura lieu au temple de Livron (Drôme), mercredi 2 octobre, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le directeur Et tout le personnel de l'École française d'Extrême-Orient ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Anna SEIDEL,
membre scientifique de l'EFEO,

survenue dans sa cinquante-quatrième année, le 29 septembre 1991, à San-Francisco.

(Le Monde du 1^{er} octobre.)

- On nous prie d'annoncer le décès de la

comtesse Gaëtan TESTASECCA de LESTRADE,
née Yvette Pauliac,

survenue le 27 septembre 1991, dans sa soixante-dix-huitième année.

De la part de
M. et M^{me} Jean Paulhac, ses frère et belle-sœur, Ses nièces, neveux, Toute la famille, Et ses amis.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Hippolyte-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

21, boulevard Delcassé,
75016 Paris.

Remerciements

- Les Editions Salabert, La Fondation

Francis & Mica Salabert, Marcel Landowski de l'Institut, présidents,

très touchés des marques de sympathie qui ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Engéline (Mica) SALABERT,

survenue le 20 septembre 1991, expriment leurs sincères remerciements.

Anniversaires

- Que tous les fidèles à la mémoire de

M. Pierre Louis LAJUGIE DE LA RENAUDIE,

lui accordent leurs pensées, leurs prières.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 98 F

Communications diverses 95 F

Thèses étudiants 50 F

DEVCOM 91

Un Salon pour les associations

Le DEVCOM, un salon pour les associations et pour les fondations, aura lieu, cette année, du 17 au 19 octobre au Parc Floral de Paris (bois de Vincennes). Le but de cette manifestation est de faire se rencontrer les responsables des associations et les professionnels de la communication, du marketing direct, de la formation, de l'édition, du mécénat, de l'informatique, de la banque, etc., afin de répondre à leurs questions, qu'elles soient d'ordre technique ou déontologique.

Les visiteurs pourront participer à des ateliers qui seront organisés sur des thèmes tels que : comment trouver un commanditaire, faire connaître son association, fidéliser ses adhérents et donateurs... Une conférence ponctuera chaque journée. Contrairement aux ateliers, les conférences seront gratuites pour les visiteurs du salon. Les sujets : « Professionnalisme et déontologie » ; « Accorder bourses et salaires » ; « Quel rôle de la communication des associations ? »

► Renseignements à Thématica. Tél. : 34-24-90-90

AGENDA

À l'initiative

de M. Jack Lang

L'octobre des plus de cinquante ans

Pendant tout le mois d'octobre, les plus de cinquante ans seront à l'honneur. Le Mouvement de la Flamboyance, une association créée en 1990 à l'initiative de M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, pour inciter les aînés à rester « créatifs et inventifs », a décidé de mettre « l'âge à la une » et d'organiser à travers toute la France une série de manifestations. Colles-ci iront des visites de retraités dans les écoles de Maubeuge pour apprendre aux enfants les jeux anciens, à un rassemblement de groupes artistiques européens en Bourgogne, en passant par un rallye intergénérationnel. Dans près de 200 villes de France auront lieu des débats, des spectacles, des expositions et des actions de solidarité avec les jeunes.

L'octobre de la Flamboyance se terminera par un forum organisé les 26 et 27 octobre au centre Georges-Pompidou à Paris. Pour M. Laurent Cethela, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, « il faut donner une image beaucoup plus positive de la retraite, trop fréquemment associée à la notion de crise ».

M. Jack Lang et lui-même invitent les élus locaux à prendre modèle sur M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'intégration, qui, au tant que maire de Saint-Coulitz (Finistère), a rassemblé les aînés de la commune dans un conseil de sages pour étudier et donner leur avis sur les dossiers de fond. « La vieillesse, estime M. Lang, peut être une source de réajustement de notre société ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5619

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Faire manquer son entrée. - II. Met la main à la pâte. Se montre très bon. - III. Pour ceux qui veulent jeter la pierre à autrui. - IV. Note. Lieu de pêche. Est africain ou européen. - V. Production personnelle. Pour avoir le bras long. - VI. Plume ou tordu. Eut du mal à arriver à bon port. - VII. Entraîner la diligence. Écrit beaucoup pour un journal. - VIII. S'oppose à l'action. A les doigts souples. - IX. Interjection. Nul autre. - X. Peuvent aller aux tertres. - XI. Se font mettre la main dessus. Est dans le lac.

VERTICALEMENT

1. Partisan de l'union. Symbole. - 2. Homme à histoires. Interdit le concert. - 3. Créa un vide. Sont exposés aux tirs. - 4. Crutcher les gourdins. Article. - 5. Détacher les mains. C'est tout un symbole. - 6. N'est plus de ce monde. Pour ceux qui ne veulent pas trop se mouiller. - 7. Accueille de futurs pères. - 8. Disque très connu. Homme d'aventure. Possessif. - 9. Moyen d'expression.

Solution du problème n° 5618

Horizontalement

I. Manducité. - II. Avoisier. - III. Méconest. - IV. Die. Oza. - V. II. Oza. - VI. Or. U414. - VII. Usage. Eon. - VIII. Suras. - IX. Epilat. AI. - X. Sois. Bld. - XI. Léguer.

Verticalement

1. Manducité. - 2. Evid. Pail. - 3. Noca. Ossa. - 4. Die. Orzail. - 5. Issos. Emée. - 6. Ciseau. Et. - 7. Initiée. Bu. - 8. Téta. Ld. - 9. Ere. Demier.

GUY BROUXT

SPECTACLES

Programmes du mercredi 2 au mardi 8 octobre

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

MERCREDI
Les Archives du film présentent : *Feu-bourgeois* (1931), de Raymond Bernard, 18 h.

JEUDI
Palais de Tokyo (47-04-24-24)

MERCREDI
Cinéma de la danse et le festival d'automne : *Charles Atlas*, un art de filmer le danseur : *Roamin'* (1980), de Charles Atlas, Channel-Incises (1982), de Charles Atlas, *Blue Studio*, *Five Segments* (1978), de Charles Atlas, *Cost Zone* (1983), de Charles Atlas, 18 h ; *Veldi Danca Yvonne* (1971), de Charles Atlas, *Buchère*, *Vogue* (1980), de Charles Atlas, *Because we must* (1988), de Charles Atlas, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-28)

MERCREDI
Le Cinéma australien : *Michael* (1971, v.o. s.t.), de Peter Weir, *The Plumber* (1980, v.o. s.t.), de Peter Weir, 14 h 30 ; *Monkey Grip* (1982, v.o. s.t.), de Ken Cameron, 17 h 30 ; *Lone Hearts* (1982, v.o. s.t.), de Paul Cox, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (42-28-34-30)

MERCREDI
Paris la nuit : *Jeune Public* : *Magie tube* (1987) de Michel Joffroy, Paris à hauteur de gorge (1975) de Jean Schmidt, *Petit Fils en froid* (1986) de J. Desque, *Le Ballon rouge* (1986) d'Albert Lamorisse, 14 h 30 ; *Défilés* : Paris la nuit (1986) de Jacques Barillet et J. Valère, *Le Rendez-vous de minuit* (1981) de Roger Lemaire, 18 h 30 ; *Nuit celtique* : *Spot*, *Parfums*, *Yachtis*, la Marge (1976) de Valentin Borovczyk, 18 h 30 ; *Les Mercuries* de la fiction : *Le Roi de Chine* de Fabrice Cazeneuve, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02).

AN ANGEL AT MY TABLE (Info-éducatif, v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

ATLANTIS (Fr.) : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-22) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-26-30-40).

AY CARMELA (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Espace Saint-Michel, 6 (44-07-20-49) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-35-30-40) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

BACKDRAFT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-22-43-59-83) ; Bretagne, 6 (43-57-97) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 12 (43-43-01-58) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; *Fauvette* 815, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-82-20) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-27-82-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 15 (45-22-47-94).

LA BANDE À PICCOU (A., v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; République Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-51-68).

BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-80-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Denfert, 14 (43-27-82-20) ; UGC Champs-Élysées, 6 (45-82-41-48) ; Max Linder Parnasse, 14 (43-27-82-20) ; La Bastille, 11 (43-35-30-40) ; Mistril, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (45-75-79-78) ; UGC Beaugrenelle, 15 (45-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-27-82-20) ; La Bastille, 11 (43-35-30-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-83-50) ; La Nation, 12 (43-43-01-58) ; Les Trois Luxembourgs, 15 (45-34-94-84) ; UGC Opéra, 9 (45-74-83-50) ; Les Trois Luxembourgs, 15 (45-34-94-84).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; La Saint-Germain-des-Prés, 3 (42-22-43-59-83) ; Les Trois Balzac, 6 (42-22-43-59-83) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Publicis Saint-Germain, 3 (42-22-43-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Alésia, 14 (43-27-82-20) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-30-40).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; La Chaire (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; CHEB (Fr.-Alg.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.f. : Les Trois Luxembourgs, 15 (45-34-94-84) ; UGC Opéra, 9 (45-74-83-50) ; Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-88-52).

LES FILMS NOUVEAUX

FISHER KING, Film américain de Terry Gilliam, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-57-47) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-82-20) ; La Bastille, 11 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 15 (45-22-47-94).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18) ; Club Gaumont (Publicis), 14 (43-59-19-08) ; LES DOORS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; L'EXPÉRIENCE INTEROITE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; LES FRÈRES KRAVYS (Fr.-U.S.S.R., v.o.) : Paris Ciné I, 10 (47-07-21-71) ; GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-88) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-30-40) ; HOMICIDE (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; Studio 28, 18 (48-06-38-07) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; JENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-84-88) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-88-52) ; JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; Gaumont Opéra, 9 (45-74-83-50) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98) ; JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-75-79-78) ; LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; LIFE IS SWEET (Brit., v.o.) : Reflet Logos I, 6 (43-21-41-01) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-30-40) ; MILLER'S CROSSING (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-51-68) ; MISERY (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourgs, 15 (45-34-94-84) ; Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Haute-Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; UGC Opéra, 9 (45-74-83-50) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-88-52).

LES FILMS NOUVEAUX

NEUF SEMAINES ET OÈME (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-38-14) ; NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Les Trois Luxembourgs, 15 (45-34-94-84) ; Les Trois Balzac, 6 (42-22-43-59-83) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-88-52) ; POINT BREAK (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Paramount, 8 (45-82-41-48) ; v.f. : UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-88-52) ; PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; RAGE IN HARLEM (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Normandie, 6 (45-82-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-88-52) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; Paramount Opéra, 9 (45-74-83-50) ; Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; RIO NEGRO (Fr.-ind., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; LES BOIS PRINCE OES VOLEURS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Bretagne, 6 (43-57-97).

PROSPERO'S BOOKS, Film britannique-hollandais de Peter Greenaway, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Radio Odéon, 6 (43-26-12-12) ; Radio Champs-Élysées, 6 (43-26-12-12) ; La Bastille, 11 (43-35-30-40) ; Escorial, 13 (47-07-21-71) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; RADSABE, Film indien de Vijaya Mehta, v.o. : Utopia, 5 (43-26-84-88) ; (42-22-43-59-83) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-38-14) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (43-57-97) ; Pathé Français, 9 (47-07-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-82-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 15 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98) ; LE ROI DES ROSES (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; SAILOR ET LULA (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Uraines, 5 (43-28-19-09) ; LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-82-20) ; SIMPLE MORTEL (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-38-14) ; LA TENTATION DE VÉNUS (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; MARGHERITA (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-82-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (45-74-83-50) ; Clichy, 18 (45-22-47-94) ; THE VOYAGER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Denfert, 14 (43-21-41-01) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; Mistril, 14 (45-39-52-43) ; v.f. : UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Le Cinéma Zebra, 11 (43-37-57-47) ; LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Marignan), 11 (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-51-68) ; TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : UGC Ronde, 6 (45-74-83-50) ; Les Trois Balzac, 6 (42-22-43-59-83) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-35-30-40) ; v.f. : Beaugrenelle, 15 (45-79-79) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; Paramount Opéra, 9 (45-74-83-50) ; Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Wapler II, 15 (45-22-47-94) ; TWENTY ONE (A.-Brit., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; UNE ÉPOQUE FORMIDABLE (Fr.) : UGC Ronde, 6 (45-74-83-50) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; URGIA (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Haute-Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Champs-Élysées, 6 (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Gaumont

LES GRANDES REPRISES

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-38-14) ; LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Uraines, 5 (43-26-19-09) ; DEUX TÊTES FILLES (A., v.o.) : Annon Chénas, 6 (43-29-11-30) ; EASY RIDER IA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; FANTASIA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 15 (45-34-94-84) ; LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-30-40) ; MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Action Chénas, 6 (43-29-11-30) ; MODERATO CANTABILE (Fr.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04) ; LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Reflet Logos I, 6 (43-54-42-34) ; NON, TU EXAGÈRES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; POUR ÉPATER LES POULES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; LE PROX NOBEL (Su.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 6 (43-29-44-40) ;

PARIS EN VISITES

MERCREDI 2 OCTOBRE
De Saint-Sulpice aux hôtels de la rue de Tournon, 14 h 30, métro Saint-Sulpice (Paris pittoresque et insolite).
« La Seine et ses vieux ponts, les maisons, la batellerie », 14 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris historique).
« Saint-Eustache et le quartier des Halles », 14 h 30, devant Saint-Eustache (M.-G. Leblanc).
« Le palais fameuse des Tuileries et ses jardins », 14 h 30, angle des Tuileries/Pont-Royal (Sauvegarde du Paris historique).
« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« La Bourse du commerce dans l'ancienne halle au blé », 15 heures, devant l'entrée, rue de Vauvres, à la rue du Louvre.
« Le trésor de Notre-Dame, aas paye et son mobilier », 15 heures, façade principale, portail central (Monuments historiques).

LES GRANDES REPRISES

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-38-14) ; LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Uraines, 5 (43-26-19-09) ; DEUX TÊTES FILLES (A., v.o.) : Annon Chénas, 6 (43-29-11-30) ; EASY RIDER IA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; FANTASIA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 15 (45-34-94-84) ; LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-30-40) ; MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Action Chénas, 6 (43-29-11-30) ; MODERATO CANTABILE (Fr.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04) ; LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Reflet Logos I, 6 (43-54-42-34) ; NON, TU EXAGÈRES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; POUR ÉPATER LES POULES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; LE PROX NOBEL (Su.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 6 (43-29-44-40) ;

LES GRANDES REPRISES

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-38-14) ; LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Uraines, 5 (43-26-19-09) ; DEUX TÊTES FILLES (A., v.o.) : Annon Chénas, 6 (43-29-11-30) ; EASY RIDER IA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; FANTASIA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 15 (45-34-94-84) ; LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-30-40) ; MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Action Chénas, 6 (43-29-11-30) ; MODERATO CANTABILE (Fr.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04) ; LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Reflet Logos I, 6 (43-54-42-34) ; NON, TU EXAGÈRES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; POUR ÉPATER LES POULES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; LE PROX NOBEL (Su.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 6 (43-29-44-40) ;

LES GRANDES REPRISES

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-38-14) ; LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Uraines, 5 (43-26-19-09) ; DEUX TÊTES FILLES (A., v.o.) : Annon Chénas, 6 (43-29-11-30) ; EASY RIDER IA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; FANTASIA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 15 (45-34-94-84) ; LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-30-40) ; MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Action Chénas, 6 (43-29-11-30) ; MODERATO CANTABILE (Fr.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04) ; LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Reflet Logos I, 6 (43-54-42-34) ; NON, TU EXAGÈRES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; POUR ÉPATER LES POULES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; LE PROX NOBEL (Su.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 6 (43-29-44-40) ;

LES GRANDES REPRISES

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-38-14) ; LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Uraines, 5 (43-26-19-09) ; DEUX TÊTES FILLES (A., v.o.) : Annon Chénas, 6 (43-29-11-30) ; EASY RIDER IA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; FANTASIA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 15 (45-34-94-84) ; LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-30-40) ; MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Action Chénas, 6 (43-29-11-30) ; MODERATO CANTABILE (Fr.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04) ; LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Reflet Logos I, 6 (43-54-42-34) ; NON, TU EXAGÈRES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; POUR ÉPATER LES POULES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; LE PROX NOBEL (Su.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 6 (43-29-44-40) ;

LES GRANDES REPRISES

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-38-14) ; LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Uraines, 5 (43-26-19-09) ; DEUX TÊTES FILLES (A., v.o.) : Annon Chénas, 6 (43-29-11-30) ; EASY RIDER IA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; FANTASIA (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-02) ; GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 15 (45-34-94-84) ; LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-30-40) ; MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Action Chénas, 6 (43-29-11-30) ; MODERATO CANTABILE (Fr.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04) ; LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Reflet Logos I, 6 (43-54-42-34) ; NON, TU EXAGÈRES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; POUR ÉPATER LES POULES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; LE PROX NOBEL (Su.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-49-48-14) ; SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 6 (43-29-44-40) ;

LES GRANDES REPRISES

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o

22 Un débat national sur les infrastructures de transport
dans les pays de l'Est

23 Des Euroguchets à l'Est
EDF va acheter du combustible nucléaire à ABB

26 Marchés financiers
27 Bourse de Paris

La crise paysanne et les négociations entre Bruxelles et l'Europe de l'Est

La raison
l'emperte

Après un mois d'interruption dû au refus des Français d'accepter des concessions commerciales improvisées, l'Europe de l'Est a finalement accepté la conclusion d'accords européens entre la CEE, d'une part, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, d'autre part, pour reprendre, avec l'idée de les mener à leur terme avant fin octobre.

Ayant obtenu les garanties qu'elle réclamait, la France, comme l'avait annoncé M. François Mitterrand, a donné lundi 30 septembre son feu vert aux facilités d'accès que la Commission européenne propose d'accorder aux exportations hongroises, mais surtout polonaises, de viande de bœuf et de mouton, de veau et de jeunes bovins (nos dernières éditions du 1^{er} octobre). Paris avait été montré du doigt lorsque les diplomates français s'étaient opposés, début septembre, à la proposition de Bruxelles. On reprochait à la France de tenir un double langage, solidaire de ses voisins de l'Est dans les discussions dominicales, mais refusant le moment venu d'en tirer les conséquences. Argument stupide, car il invite à se demander qu'il n'y a pas de surcroît à Bruxelles que la réaction française était d'autant moins justifiée que la concession proposée était insignifiante.

De fait, s'agissant des veaux et jeunes bovins, les Polonais ne vendront pas une tête supplémentaire, en dépit de la décision d'augmenter de 10 % par an le quota de 190 000 têtes pouvant être importés à préférences réduites. En effet, les prix polonais sont tellement bas que, préférences ou non, leurs bétailiers passent les frontières et que la vraie protection c'est le plafond de 425 000 têtes fixé en mars 1991. La France a obtenu qu'il soit scrupuleusement observé et il y a tout lieu de penser qu'il sera maintenu en 1992.

S'agissant de la viande, la concession est moins théorique mais limitée : les contingents de viande bovine (11 000 tonnes) et de viande ovine (18 000 tonnes) seront augmentés de 10 % par an pendant cinq ans. Mais, disposition centrale, ces viandes polonaises ou hongroises payées par le budget européen seront destinées en priorité au consommateur soviétique, et non pas importées dans la CEE.

Ainsi, l'idée européenne d'organiser, se rationaliser, gérer un marché, et Dieu sait si celui de la viande dans la CEE a été de l'attente, signifie surveiller les prix, empêcher la fraude, régler les échanges. On ne bâtit pas la solidarité avec les Polonais sur le désarroi des éleveurs belges ou français. Trois semaines ont été perdues. Des solutions raisonnables pour un marché ordonné ont finalement été trouvées.

PHILIPPE LEMAITRE

Satisfaction en Pologne et en France
après l'accord sur les importations de viande

L'accord conclu entre les Douanes, la Commission et les pays de l'Est à propos de la viande a suscité lundi soir 30 septembre, en Pologne comme en France, des réactions favorables. En effet, la CEE augmentera à partir de 1993 ses importations de viandes bovine et ovine en provenance de ces pays mais les surplus de l'URSS, au titre de l'aide alimentaire, grâce à des aides communautaires.

Le porte-parole du gouvernement polonais, M. Andrzej Zarebski, a déclaré que cet accord était une «impulsion pour accélérer les réformes économiques entreprises par la Pologne. Selon

Un entretien avec M. Yves Barsalou
«Il existe 150 000 agri-managers capables d'affronter les mutations en cours»,
nous déclare le président de la Fédération nationale du Crédit agricole

La conférence internationale du Crédit agricole réunie à Pékin, depuis le 29 septembre et jusqu'au 3 octobre, la plupart des établissements financiers spécialisés dans le financement de l'agriculture. Aux côtés du Crédit agricole, la Banque agricole de Chine, la Banque de l'agriculture d'Iran, la Farm Credit des États-Unis, le Banco Agrario du Brésil et bien d'autres établissements financiers d'une vingtaine de pays ont fait part de leurs problèmes communs face à la mondialisation des marchés aussi bien que des spécificités de leur agriculture. M. Yves Barsalou, président de la Fédération nationale du Crédit agricole, nous fait part ici de ses réflexions sur la crise du monde agricole français.

PÉKIN

de notre envoyé spécial
«L'ampleur de la crise agricole a-t-elle surpris le Crédit agricole?»

«Du bas en haut de la pyramide du Crédit agricole, nous sommes en contact avec le secteur et les hommes qui y ont des responsabilités. Nous avons ainsi constaté que, par fond d'un endettement inchangé en France constants depuis dix ans, il existait une montée des risques, notamment du côté des éleveurs. Jusqu'en 1984, la baisse des prix agricoles était compensée par des gains de productivité. Depuis cette date, la baisse des prix atteint de 4 % à 5 % l'an, mais n'a pu être compensée par de nouveaux gains de productivité. Dans le blé et les céréales, cependant, l'ajustement s'est fait. Dans le lait, les prix ont monté, mais les revenus ont été

rognés par les quotas à la production. Sur la viande, la productivité a été faible. Globalement, les changements de la politique agricole commune ont réduit les revenus des agriculteurs. Sans parler de la trésorerie. Quand des calamités naturelles se produisent, la trésorerie des agriculteurs n'est plus suffisante pour leur permettre d'y faire face. Nombre d'entre eux n'ont plus accès à l'emprunt, faute de capacité de remboursement.

«Cette situation remet-elle en cause l'engagement d'un Crédit agricole aujourd'hui très largement diversifié, dans le secteur en crise de l'agriculture?»

«Le Crédit agricole reste le compagnon de l'agriculture dans les bons comme dans les mauvais jours. A côté de l'aide apportée par les pouvoirs publics, le Crédit agricole a toujours été un partenaire de l'agriculture. Depuis le début des années 80 certains prêts aux agriculteurs. Dans d'autres cas, les taux plafonnés sur les crédits de trésorerie n'ont pas été appliqués par les caisses régionales. De son côté, la Caisse nationale du Crédit agricole, à côté des mesures prises par les pouvoirs publics, a consenti des reports d'échéances sur la partie «capital» des prêts non bonifiés. Enfin, en septembre 1990, un fonds d'allègement des dettes financières a été créé et doté de 1,4 milliard de francs sur trois ans. Dans les caisses régionales, au cas par cas, des reports de paiement d'annuités, des allègements de taux, des consolidations partielles ont été effectués. A cela, je tiens à ajouter que les difficultés de l'agriculture ont un impact sur le secteur coopératif. Dans la vallée de la Garonne, il a fallu aider les coopératives à passer le cap du gel qui avait détruit les récoltes de fruits. Sur les

six en activité, une seule avait du travail.

«Si le Crédit agricole reste la banque de l'agriculture, quel va être son rôle dans les restructurations à venir dans le secteur?»

«Les bouleversements sont tels qu'il est difficile de faire de la prospective. Une chose est sûre, nous serons les partenaires de cette évolution. Déjà les agriculteurs sont devenus plus prudents et les caisses régionales s'occupent plus à régler des problèmes de succession que des nouveaux financements fonciers.

«Cela dit, le paysage agricole foncier se dessine comme suit : il existe 150 000 agri-managers, à la tête de PME agricoles, qui apparaissent capables d'affronter les mutations en cours et la mondialisation des marchés. Ceux-là sont sur des surfaces de plus en plus importantes et trouvent au Crédit agricole une gamme de services nouveaux.

«Derrière ce peloton de tête, on trouve 500 000 exploitations familiales qui sont le produit de la politique des vingt dernières années. Ces exploitations sont plus fragiles par rapport aux évolutions en cours. Elles ont besoin d'une politique que les accompagne.

«Enfin, il y a un troisième groupe d'environ 350 000 exploitants qui sont sans succès ou sur des régions difficiles. Ceux-là sont peu endettés et ont des revenus diversifiés dans la tourisme ou un emploi salarié. Ils sont importants dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire, mais ne représentent que 5 % de la production agricole.

«Vis-à-vis des deux premiers groupes, le rôle du Crédit agricole est de renforcer sa fonction de conseil. Et souvent, il devra gérer la sortie en douceur d'une partie de la population agricole.»

Propos recueillis par YVES MAMOU

M. Michel Camdessus
est reconduit à la tête
du FMI

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a accordé lundi 30 septembre un nouveau mandat de cinq ans à son directeur général, M. Michel Camdessus. L'ancien gouverneur de la Banque de France, âgé de cinquante-huit ans, pourra donc rester à son poste jusqu'en 1996. M. Camdessus avait pris la direction du FMI en janvier 1987, succédant à M. Jacques de Larosière, après trois années passées à la tête de la Banque de France. Le mandat du président de la Banque mondiale, institution sœur du FMI, venait également à expiration cette année. M. Barber Conable ayant exprimé son souhait de ne pas être reconduit dans ses fonctions, M. Lewis Preston a pris sa succession depuis le 1^{er} septembre.

Grèce : violents incidents en Crète entre agriculteurs et policiers.

De violents incidents ont opposé lundi 30 septembre à Héraklion, en Crète, plusieurs milliers d'agriculteurs en colère contre les forces de l'ordre, faisant plus de vingt blessés et d'importants dégâts matériels, selon des sources policières. Les manifestants ont mis le feu à la préfecture qui a été endommagée et ont saigné de nombreux magasins de la ville. Ils protestaient contre la politique du gouvernement et de la CEE dans le domaine des aides, sous, une des principales ressources de l'île.

Les agriculteurs demandent la protection de la production ainsi que le rétablissement d'un office national qui garantirait le prix de vente du raisin et qui a été supprimé par le gouvernement. (AFP)

Accord d'échanges
et projet de raffinerie à Shanghai
Elf Aquitaine
s'implante en Chine

Le groupe pétrolier et chimique français Elf Aquitaine a signé, le samedi 28 septembre à Pékin, un accord cadre avec son homologue chinois Sinochem portant sur des échanges d'exportations d'1 milliard de dollars (6 milliards de francs) sur trois ans. Les deux compagnies ont convenues que, à conditions commerciales égales, elles s'accorderaient mutuellement la préférence. Sont concernés par cet accord le brut, les produits pétroliers, les produits chimiques, et les matières premières pharmaceutiques.

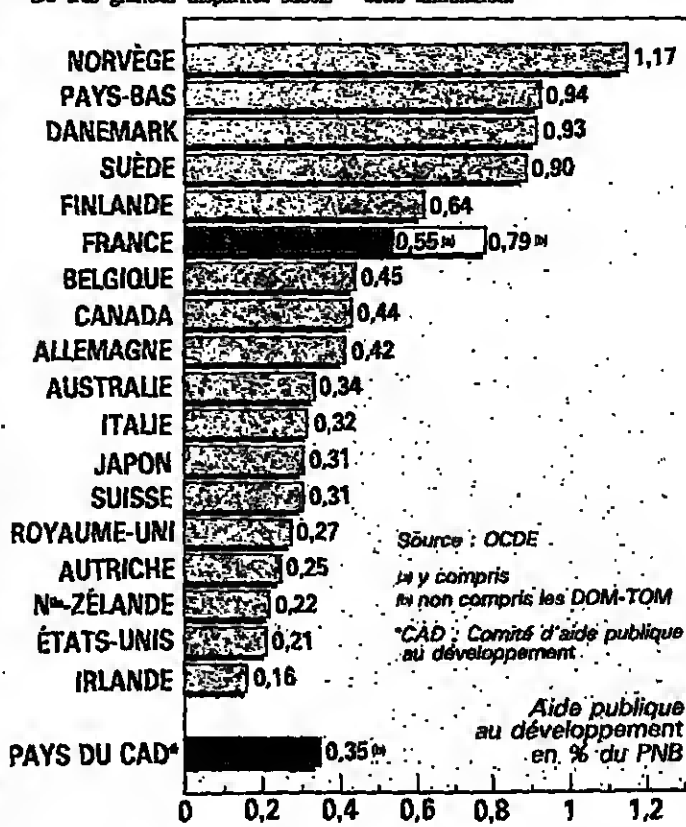
Elf négocie d'autre part en Chine la construction d'une raffinerie d'une capacité de 6 millions de tonnes, dans la zone de Pudong, près de Shanghai, dans laquelle Elf envisage d'investir environ 1,5 milliard de dollars, a confirmé son président, M. Lolk Le Floch-Frigent. Le projet n'en est qu'au stade des études de faisabilité, la raffinerie ne devant être opérationnelle qu'en 1994 ou 1995. Il doit être réalisé en partenariat avec la municipalité de Shanghai et le groupe Sinochem. (AFP)

Le rapport annuel du CAD
Les pays industrialisés ont légèrement augmenté
leur aide publique au développement en 1990

S'ils sont encore loin de l'objectif de 0,7 % de leur produit national brut consacré à l'aide publique au développement, les pays industrialisés ont légèrement augmenté leurs transferts financiers vers le monde en développement en 1990. Selon le rapport publié par l'OCDE mardi 1^{er} octobre, l'aide publique au développement des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a atteint en moyenne 0,35 % du PNB - le même pourcentage qu'en 1977 - contre 0,34 % l'an dernier. Le volume de cette aide est passé de 46,7 milliards de dollars (265 milliards de francs) en 1989 à 54,1 milliards l'an dernier.

De très grandes disparités subsistent toujours entre les différents donateurs d'aide, les pays d'Europe du Nord figurant largement en tête du classement. Les États-Unis, qui ont retrouvé l'an dernier leur position de plus important donneur (11,37 milliards de dollars), devant le Japon et la France, ont consacré 0,21 % seulement de leur PNB à l'aide publique au développement.

L'élaboration du rapport du CAD a suscité une controverse entre les pays membres au sujet de la classification de l'annulation de la dette militaire de l'Égypte à l'égard des États-Unis, intervenue à l'automne 1989. Les statistiques préliminaires publiées mardi tiennent compte de cette annulation.



Source : OCDE

* y compris les DOM-TOM
* CAD : Comité d'aide publique au développement

Mécontent du blocage des honoraires
MG-France appelle les médecins généralistes
à relever leurs tarifs

Le syndicat MG-France, qui regroupe des médecins généralistes, a appelé lundi 30 septembre l'ensemble des omnipraticiens à appliquer dès le 1^{er} octobre un tarif de 100 F au lieu de 90 F pour chaque consultation afin d'assurer leur «survie économique».

La hausse retenue et le choix de la date correspondent à l'accord conclu en mars 1990 entre les syndicats médicaux et les caisses d'assurance-maladie dans le cadre de la convention médicale. Toutefois, arguant de la progression des dépenses d'assurance-maladie (+ 7,2 % au cours des douze derniers mois), le gouvernement n'a jamais agréé ce calendrier, se

contentant d'une hausse de 5 francs en avril 1990.

L'appel de MG-France, qui s'adresse aux médecins du «secteur 1» (stricte application des tarifs conventionnels), risque d'exposer les contrevenants à une mesure de déconventionnement temporaire, a rappelé la Caisse nationale d'assurance-maladie dans un communiqué publié lundi. Pour sa part, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) estime que «les médecins seraient en droit d'avoir une consultation à 100 F», mais se refuse à donner une quelconque consigne.

13èmes Journées Internationales
20-21-22 novembre, Le Corum
Montpellier

IDATE 91

*Dynamiques Industrielles, Politiques
d'Innovation, Nouveaux Marchés*

Le rendez-vous de l'automne sur la situation européenne dans le domaine des équipements et services de communication (audiovisuel, informatique, télécommunications) :

enjeux, options et stratégies des acteurs

100 intervenants, 3 tables rondes et conférences, 20 sessions

contact : Roland CASTANIER
IDATE : 67 14 44 03 fax : 67 14 44 00

Avec le soutien de la Fondation IDATE (Alcatel CIT, Alcatel NV, Bouygues, CDC, GSI, IBM France, PSA, SARI, SFR), de France Télécom, du Conseil Général de l'Hérault, du District de Montpellier LR et de la Région Languedoc-Roussillon.

ÉCONOMIE

SERVICES

A la demande de M. Paul Quilès, ministre de l'Équipement

M. Gilbert Carrère organisera un débat national sur les infrastructures de transport

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a confié à M. Gilbert Carrère, conseiller maître à la Cour des comptes, la charge de conduire un débat national sur les infrastructures de transport et de rédiger, pour la fin de l'année 1992, un rapport sur l'équipement de la France au-delà de l'an 2000.

La France n'a plus de planification digne de ce nom. Cette carence est particulièrement sensible dans le domaine des transports où les lobbies professionnels, les administratifs, les usagers, les riverains, les Verts et les élus se battent comme des chiffonniers pour construire — ou ne pas construire — des kilomètres d'autoroutes, de TGV, de canaux, de métrés, voir de pistes d'atterrissage. Aujourd'hui coexistent des schémas directeurs ferroviaires, fluviaux, portuaires, etc., qui, comme le souligne M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, « témoignent seulement des besoins propres à chaque mode de transport sur une période relativement longue ».

Si elle n'a plus de Plan, la France souffre toujours d'énormes lacunes en matière de transport. Les experts estiment que, d'ici à l'an 2010, les transports de marchandises augmenteront de plus de 50 % en France et même tripleront sur certains axes internationaux. Les transports de voyageurs doubleront, les déplacements urbains progressant de 1,5 % par an.

Les élus locaux face aux élus régionaux...
Ces incohérences et ces besoins font redouter à M. Quilès quatre genres de difficultés. La première concerne la France à deux vitesses qui pourrait en résulter, avec l'apparition de zones exclues ou enclavées qui ne profiteraient pas des atouts « transports » des régions mieux loties par la nature ou par l'histoire. Le deuxième souci de M. Quilès, qui a été confronté, depuis son arrivée il y a cinq mois, à des contestations de lignes TGV ou de tracés d'autoroutes, tient à la difficulté de construire des infrastructures compatibles avec le respect de l'environnement et du patrimoine. La technique a permis de limiter les dégâts. Pourtant, ceux-ci persistent en termes de pollution, de bruit, de coupures dans le paysage et de stérilisation de l'espace.

Troisième difficulté : comment faire émerger l'intérêt général de la cacophonie ? Les élus locaux s'opposent aux élus régionaux ; les riverains se proclament défenseurs de l'environnement pour protéger leur patrimoine ; les automobilistes dénoncent les camions et les transporteurs routiers la SNCF ; le ministre en charge du budget étrangle financièrement son collègue de l'équipement... Il faudra bien trouver de l'argent pour construire ces voies et ces routes que d'aucuns chiffrent en milliers de milliards de francs. Depuis vingt ans, la France a consacré, bon an, mal an, environ 90 milliards de francs à ses infrastructures de transport. Il en faudrait moitié plus pour réaliser les divers schémas directeurs approuvés et faire face aux besoins identifiés.

Pour sortir de ces débats impossibles entre le court et le moyen termes, entre le général et le particulier, entre le train et le camion, M. Quilès a donc annoncé, le 1^{er} octobre, qu'il confiait à M. Gilbert Carrère, ancien préfet et conseiller maître à la Cour des comptes, la charge d'organiser un débat national sur « ce qu'il est souhaitable et possible de faire en matière d'infrastructures ». L'objectif assigné par le ministre est de

« trouver une réponse collective à la question suivante : comment assurer le développement nécessaire des transports en France pour le début du siècle prochain, en répondant pleinement aux exigences d'environnement, de compétitivité et d'entretien de notre pays à l'échelle européenne ».

Sur le modèle de ce qu'avait entrepris M. Prévot précédemment à la réforme des PTT et pour désamorcer les blocages et les a priori, « l'ensemble de la collectivité sera associé aux débats : les usagers « grand public » et les usagers professionnels, les parlementaires et les élus locaux, les syndicats et les associations. Il résultera de ce faisonnement de rencontres, d'analyses, de propositions, de débats un rapport final qui sera remis au printemps 1992 et qui devra faire une synthèse des aspirations des Français », a conclu M. Quilès.

ALAIN FAUJAS

EN BREF

Grève surprise sur le réseau Paris nord. — Pratiquement aucun train n'a circulé lundi 30 septembre sur le réseau ferroviaire de banlieue de Paris nord, ni sur les sections des lignes B et D du RER assurées par la SNCF, à la suite d'une grève spontanée des agents de conduite provoquée par une agression dont avait été victime l'un d'entre eux à Sevran (Seine-Saint-Denis) la veille au soir. Sorti de sa cabine pour ramener au calme un groupe de jeunes qui tambourinaient sur la paroi, ce conducteur a eu le nez cassé par un coup de tête. A la suite de discussions entre les syndicats de cheminots et le directeur régional de la SNCF lundi soir, les conducteurs ont repris normalement leur travail mardi 1^{er} octobre au matin.

Conflit GEC-Alstom : les municipalités du Bourget et de Dugny apportent leur soutien aux grévistes. — Les municipalités du Bourget et de Dugny (Seine-Saint-Denis), dirigées respectivement par M. André Cadot (divers droite), ancien ouvrier d'Alstom, et M. André Veyssière (RPR), ont décidé d'apporter leur soutien financier aux familles des salariés de l'usine GEC-Alstom domiciliées dans leurs communes, en grève depuis le 18 septembre pour protester contre le plan de licenciement, annoncé par la direction. Celui-ci prévoit 151 suppressions d'emplois sur le site du Bourget et 200 transferts à l'usine Raleau de La Courneuve avant la fin 1991.

Les Genevois votent en faveur de la modernisation de leur aéroport. — Les Verts suisses ont été tenus en échec à l'occasion du référendum organisé, dimanche 29 septembre, à Genève, au sujet de la modernisation de l'aéroport de Cointrin. Par 42 000 voix contre 16 500, les habitants du canton ont accepté ce projet de 44,3 millions de francs suisses (172,7 millions de francs français) qui permettra, notamment, de l'équiper avec des passerelles télescopiques. Les opposants, parmi lesquels l'association des riverains était la plus combattive, faisaient valoir que l'accroissement du trafic qui en résulterait augmenterait la pollution de l'air dont l'aéroport est responsable pour 20 % et dégraderait les conditions de vie des habitants. — (AFP.)

ÉTRANGER

Les deux pays latins préparent leur entrée dans l'UEM

Le budget italien entre la rigueur européenne et les dissensions politiques

L'entrée de l'Italie, à temps, dans l'union économique et monétaire européenne se joue en ce moment dans la capacité de la coalition gouvernementale à faire accepter au pays un effort d'austérité important. Les organisations internationales comme le FMI et l'OCDE ou la Commission européenne se succèdent pour réclamer en particulier une stricte restriction des dépenses publiques.

Réuni lundi 30 septembre, le gouvernement a élaboré un projet de budget qui tente de limiter le déficit public à 128 000 milliards de lires pour 1992 (580 milliards de francs), soit 9 % du produit national brut (PNB). Dans le même temps, il annonçait que le déficit de 132 000 milliards de lires prévu pour cette année atteindrait finalement 141 000 milliards. Pour mieux tenir les comptes de 1992, le gouvernement Andreotti annonce des coupes dans les

dépenses de 25 000 milliards de lires et des augmentations de recettes de 30 000 milliards. Parmi les réductions, on note une révision des dépenses de santé et la limitation des hausses salariales de la fonction publique à 4,5 % (la hauteur de l'inflation attendue, contre 6,3 % ces deux derniers mois). La croissance prévue du PIB serait de 2,5 % contre 1,4 % cette année.

Aucun accord politique n'a pu être trouvé sur un point essentiel : la réforme des retraites. Le ministre du travail, le démocrate chrétien Franco Marini, demande de retarder à soixante-cinq ans le départ obligatoire à la retraite (actuellement à cinquante-cinq ans pour les femmes et soixante ans pour les hommes). Le Parti socialiste s'oppose à cette condition qu'il s'agisse d'un choix facilitatif pour l'intéressé.

E. L. B.

Le gouvernement espagnol prévoit un déficit budgétaire de 1,6 % du PNB en 1992

L'Espagne parviendra-t-elle à entrer plus vite que l'Italie dans l'union économique et monétaire européenne ? Le gouvernement de Madrid l'espère sans doute. Le projet de budget pour 1992, présenté au Parlement mardi 1^{er} octobre, prévoit un déficit limité à 1,6 % du PNB (contre 2,3 % cette année), un chiffre plus proche de la rigueur exigée par l'Europe que l'Italie mais qui reste à tenir. Les dépenses atteindront 13 600 milliards de pesetas (730 milliards de francs), en hausse de 11,9 % par rapport à celles programmées pour 1991, et les recettes de 12 642 milliards de pesetas (+ 8,4 %).

Ce budget sera marqué par une diminution des investissements en matière d'infrastructure, et de décection, alors que les dépenses consacrées aux prestations sociales

augmenteront sensiblement, conformément aux promesses faites par le Parti socialiste. M. Carlos Solchaga, ministre des finances, mise sur la légère reprise attendue. La croissance atteindrait 3,3 % contre 2,7 % en 1991 et l'inflation 5 %, comme cette année. Le chômage devrait représenter 15,3 % de la population active à la fin de 1992 (contre 14,6 % actuellement).

M. Solchaga a d'autre part démenti certaines rumeurs qui affirmaient que la peseta ne passerait pas dans la « bande étroite » de fluctuation dans le système monétaire européen (2,25 % autour du cours pivot, contre 6 % actuellement) « avant plusieurs mois ».

E. L. B.

**AVEC RADIOCOM 2000
VOUS BOUGEZ
ET LE MONDE VOUS SUIT**



RADIOCOM 2000

FRANCE
TELECOM

N° Vert 05 34 2000

UN AVENIR EN COMMUN

ECONOMIE

INDUSTRIE

Des Euroguichets à l'Est

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Quelques terminaux d'ordinateurs perdus dans deux bureaux de l'Institut de conjoncture, quelques papiers des monts Lénine qui devraient retrouver bientôt leur nom pré-révolutionnaire de monts des Ossaïes : M^{me} Anne-Marie Lizin, secrétaire d'Etat à l'Europe 92 du royaume de Belgique, a inauguré à Moscou un Euroguichet.

Il y en a déjà plus de deux cents dans toute l'Europe, surtout dans la Communauté, ainsi qu'à Tunis, ouvert à l'initiative de la Belgique. Ce sont des centres d'information qui, informatiquement à l'appui, permettent aux petites et moyennes entreprises de dialoguer entre elles, de passer des contrats et de recevoir des précisions sur les directives de la commission.

En URSS, les PME-PMI sont encore dans les limbes et il y a fort à parier que les utilisateurs les plus nombreux seront les administrations et les entreprises dépendant encore plus ou moins du secteur d'Etat. Ce n'est plus le cas à Budapest où M^{me} Lizin a inauguré un autre centre, ni à Varsovie où un Euroguichet fonctionne depuis plus d'un an. Les deux sont ou seront jumelés avec des Euroguichets belges qui apportent un soutien à la fois logistique et personnel.

La Commission de Bruxelles aide ces centres pendant les trois premières années de leur fonctionnement ; ensuite, ils doivent s'autofinancer en faisant payer leurs services, le budget annuel variant de 100 à 200 000 écus (700 000 à 1,4 million de francs).

D. V.

En proie à de sérieuses difficultés financières

Bull, Siemens et Olivetti réclament une politique européenne

Bull le français, Siemens-Nixdorf l'allemand, Olivetti l'italien l'ont croisé de commun. Réunis pour les besoins d'un forum en fin de semaine dernière à Venise, les trois principaux constructeurs informatiques européens, en proie aux mêmes difficultés financières (tous trois ont annoncé des résultats semestriels dans le rouge) ont réclamé d'une même voix le soutien de Bruxelles.

européen. Ils s'estiment désavantagés par rapport à leurs concurrents américains et japonais qui disposent d'un marché intérieur homogène. Et qui, surtout, sont renforcés par une politique d'achats des pouvoirs publics délibérément orientée en leur faveur. Aux Etats-Unis, comme au Japon, on fait valoir les trois constructeurs, plus de 90 % des commandes publiques de matériel informatique vont aux fabricants nationaux. En Europe, ce pourcentage dépasserait tout juste les 30 %.

Les fabricants d'ordinateurs déplorent l'absence de véritable politique informatique au niveau

An lieu de se fournir chez Framatome

EDF va acheter du combustible nucléaire à ABB

Coup d'arrêt à Framatome ! EDF a décidé d'utiliser du combustible nucléaire produit par la filiale spécialisée d'ABB (Asea-Brown Boveri), le grand rival du groupe français pour alimenter ses centrales de 1 300 mégawatts. L'indépendance au groupe, dirigé par M. Jean-Claude Lévy, est apparemment limitée.

EDF, qui se félicite des « conditions financières particulièrement intéressantes » octroyées par ABB, des solutions techniques proposées par le groupe helvético-suédois (son savoir en la matière a été considérablement étoffé avec le rachat en 1989 de Combustion Engineering), signale en tout cas assez clairement à Framatome, partenaire attitré dans la filière nucléaire, qu'il n'est plus incontournable.

Le contrat, dont le montant exact n'a pas été révélé, porte sur la fourniture par ABB - Atom de huit « assemblages précurseurs » (quatre en 1992, quatre en 1993), ensembles de tubes remplis d'uranium destinés à former la gaine du combustible. Rien de volumineux, en apparence, puisque ces centrales coûtent en moyenne 100 à 200 assemblages de ce type. EDF

La préparation du grand marché unique de l'énergie

Les électriciens européens s'organisent face à Bruxelles

Face à la volonté plus ou moins clairement affichée à Bruxelles d'aboutir rapidement à une dérégulation du marché de l'énergie, les électriciens de la Communauté européenne regroupent l'initiative. De façon quinquennale - via une déclaration commune publiée le 23 septembre par Eurelectric (Comité européen des entreprises d'électricité), le lobby qui les représente dans la capitale européenne - et très politique.

par la Commission sans concertation préalable avec les parties prenantes, réclame « la transparence des débats » et souligne « la nécessité d'un processus démocratique ». Ces critiques visent assez ostensiblement Sir Leon Brittan, dont les mises en demeure ont exaspéré les électriciens de la Communauté.

Les producteurs et distributeurs d'électricité continentaux (les Britanniques et les Irlandais n'ont pas signé la déclaration commune) ont en effet décidé qu'ils se battraient désormais moins sur le fond (la suppression des monopoles de production, distribution, importation et exportation d'électricité, réclamée par Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne) que sur la forme. Ils ont ainsi mis l'accent sur le manque de consultation et le « déficit démocratique » dont souffre l'élaboration d'un grand marché unique de l'électricité, malgré, réaffirment-ils, ils ne s'opposent pas.

En 1992, le commissaire européen à la concurrence a mis en cause les monopoles d'importation et d'exportation d'électricité et de gaz dans dix pays européens. Les gouvernements concernés - dont la France - ont jusqu'au début octobre pour se justifier. Les électriciens s'attendent, par ailleurs, à une nouvelle offensive, sur le terrain des monopoles de production et de distribution cette fois - Bruxelles ayant, à plusieurs reprises, affirmé son intention d'intervenir d'ici la fin de l'année.

Sur ce second point, la bataille risque d'être encore plus animée. Eurelectric, qui n'opposait jusqu'à présent à Bruxelles que la spécificité du bien « électrique », pour lequel il existe une obligation de fourniture, est désormais prêt à faire des concessions sur la production dépendante. Avant tout, le groupe veut pouvoir maîtriser le calendrier et les formes de la dérégulation. Pour renforcer son poids, le comité européen vient de se constituer en GEIE (groupement européen d'intérêt économique).

CAROLINE MONNOT

COMMUNICATION

Marchandage en chaînes

Le gouvernement aura du mal à esquiver un débat sur l'ensemble de la réglementation audiovisuelle

Le projet de loi sur l'audiovisuel que le conseil des ministres devrait examiner le 2 octobre tient en quelques lignes. Il adapte la loi française au compromis passé entre Paris et Bruxelles sur les quotas de diffusion des télévisions (le Monde des 2 et 10 août), en fixant ces quotas à 40 % pour les œuvres d'expression originale française, et à 60 % pour les œuvres européennes. « En particulier aux heures de grande écoute » (contre 50 % et 60 % auparavant). Dans la forme, c'est un simple aménagement technique des lois précédentes.

Le projet de loi sur l'audiovisuel fait de la télévision française une bureaucratie kafkaïenne, mise au ban de l'Europe du grand marché.

De l'autre côté, au ministère de la culture, on se présente volontiers comme le dernier bastion de la création et de la morale publique. Les chaînes n'ont-elles pas souscrit des engagements en connaissance de cause ? N'ont-elles pas réclamé la trêve des réformes ? Les lois sont faites pour être appliquées, et pas changées sur simple demande d'acteurs économiques. Après tout, libre à eux de jeter l'éponge si le marché est trop dur.

fontaine de la télévision française

Entre immobilisme et affairisme

Parce que l'audiovisuel est à la fois une industrie et un vecteur d'information, ce débat n'évitera pas les arrière-pensées politiques. Nées dans leur forme actuelle pendant l'alternance de 1986, les chaînes privées n'oublient pas l'échéance électorale de 1993, certaines parient sur une alternance supposée salvatrice : la République audiovisuelle est coutumière de ce type d'anticipation. Le vice-président de TF1, Etienne Mougeotte, ne déclare-t-il pas à Libération : « J'espère qu'il ne sera pas nécessaire d'attendre 1993 pour que le gouvernement prenne conscience que sa réglementation est absurde. S'il ne s'en rend pas compte, nous

en parlerons avec le gouvernement suivant, quelle que soit sa couleur politique. » Mais le poids des journaux de TF1 n'inclut pas le gouvernement à faire des cadeaux à cette chaîne. Or toute mesure d'indifférence, de même qu'une banqueroute de la Cinq, profiterait d'abord à la Une.

Comment sortir de ce débat faussé, où les uns réclament au nom du pluralisme le droit de truffer de publicité toujours plus de séries américaines, et les autres argumentent de la culture pour refuser tout pragmatisme ?

Entre immobilisme et affairisme, entre les blindages de la loi et l'artillerie de la programmation commerciale, c'est toujours le téléspectateur qui est pris en otage et la télévision qui trinque. Cinq ans après le « mieux-disant culturel », les grilles de rentrée sont là pour en témoigner.

MICHEL COLONNA O'ISTRIA

« Une chaîne de trop »

M6 n'est pas en reste : elle, qui ne respecte pas ses obligations de production, semble encore moins disposée à appliquer les nouveaux quotas aux heures de grande écoute, et pose en condition de sa survie l'autorisation de pratiquer une deuxième coupure publicitaire dans ses fictions. Quant à TF1, du haut de ses 42 % de part de marché, c'est presque pour elle une tradition de brocarder le carcan des ministères et du CSA.

Les lobbies sont à l'œuvre. Leurs arguments sont connus : l'audiovisuel dans son ensemble perd plusieurs milliards de francs, et cette hémorragie jouerait contre la qualité. Les quotas seraient inapplicables, par manque de produits disponibles. Les strates successives de la réglementation

Tous les ministères ne partagent pas cette intransigence. Dès la fin août, le ministre délégué à la communication, M. Georges Kiejman, avait laissé la porte ouverte à des assouplissements. Et la mise en œuvre des décrets dits « 42 », qui imposent des quotas de diffusion aux heures de grande écoute, a été repoussée au début de 1992.

C'est donc d'ici là que le vrai débat devra être tranché. Faut-il appliquer la même règle à toutes les chaînes ou tenir compte pour chacune de sa situation et de ses objectifs ? Rédiger des textes précis, qu'il s'agisse des séries, ou faire confiance à la « régulation », version moderne de la carotte et du bâton dont le CSA se fait l'avocat ? La teneur des débats, les amendements - acceptés, voire suscités par le gouvernement - les décrets d'application et les pouvoirs laissés au CSA dessineront le nouveau paysage audiovisuel.

Bref, la loi sur les quotas ouvre la boîte de Pandore d'un grand marchandage en chaînes. Toutes l'ont compris, et les publiques ne

RÉVEILLEZ VOTRE ANGLAIS !

SPEAKUP

le magazine avec sa K7 39^F seulement

Chaque mois chez votre marchand de journaux

Alors qu'il connaît des difficultés en Hongrie

Le groupe Hersant entre dans le capital d'un septième quotidien polonais

La Szeprése, le groupe de M. Robert Hersant, vient d'entrer dans le capital d'un septième journal en Pologne, en achetant 30 % du quotidien de Silésie Dziennik Zachodni, pour 19 millions de francs.

Les autres propriétaires du quotidien sont le syndicat Solidarnosc (30 %), la maison d'édition Cyrylulik (20 %) tandis que le personnel du journal détient le reste des parts, soit 20 %. Dziennik Zachodni est une bonne affaire, que lorgnaient d'ailleurs d'autres candidats : il a déposé 5 millions de francs de bénéfices à la fin du premier semestre. En Hongrie, en revanche, les affaires du groupe Hersant se passent moins bien. L'influent quotidien Magyar Nemzet, dont le groupe de presse français possède 40 %, est agité depuis plusieurs semaines par une fronde de la rédaction.

Cette dernière a fait grève vendredi 27 septembre afin d'obtenir l'ouverture de discussions avec la direction. La rédaction demande la réintégration de trois journalistes licenciés. Elle veut aussi être consultée sur la politique de restructuration en cours et menace de lancer un mouvement de plusieurs jours si elle n'obtient pas satisfaction.

Maxwell se retire de l'ACP. La filiale du groupe Maxwell Artgraphiel doit céder prochainement les 34 % qu'elle détenait encore dans l'agence de presse ACP-Communication. A l'issue de l'opération, l'ACP serait contrôlée à 80 % par le groupe Tépresse de René Tendon (qui est déjà majoritaire dans l'ACP) et à 20 % par la Socome (Société coopérative de maintenance du port de Marseille, dirigée par Charles-Emile Loo).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RADIAN
(Groupe Crédit Agricole)

OFFRE PUBLIQUE D'ECHANGE

DES TITRES PARTICIPATIFS CREDIT AGRICOLE
CONTRE DES TITRES SUBORDONNES
REMBOURSABLES DE LA SOCIETE RADIAN
GARANTIS PAR
LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

RADIAN (groupe Crédit Agricole) agissant pour le compte des Caisses Régionales de Crédit Agricole et la Caisse Nationale de Crédit Agricole, offre d'échanger les titres participatifs émis en octobre 1985 par des Caisses Régionales de Crédit Agricole et la Caisse Nationale de Crédit Agricole contre des titres subordonnés remboursables de sa signature.

Parité d'échange :

Un titre subordonné RADIAN et UNE soule de 110 F pour UN titre participatif CREDIT AGRICOLE octobre 1985.
Les porteurs recevront autant de titres subordonnés remboursables RADIAN et de soules que de titres participatifs CREDIT AGRICOLE octobre 1985 apportés.
Les caractéristiques des titres subordonnés remboursables émis par RADIAN à due concurrence des titres participatifs CREDIT AGRICOLE octobre 1985 sont indiquées à l'offre figurent ci-dessous.

Validité de l'offre : du 30 septembre au 11 octobre 1991.

Date de règlement de l'opération (échange et soule) : 28 octobre 1991.

Caractéristiques principales du titre RADIAN :
Taux nominal : 9,35 %
Prix d'émission : 100 % soit 1 000 F par titre.
Jouissance des titres : 28 octobre 1991.
Amortissement : in fine le 28 octobre 2003.
Taux de rendement actuariel : 9,35 %

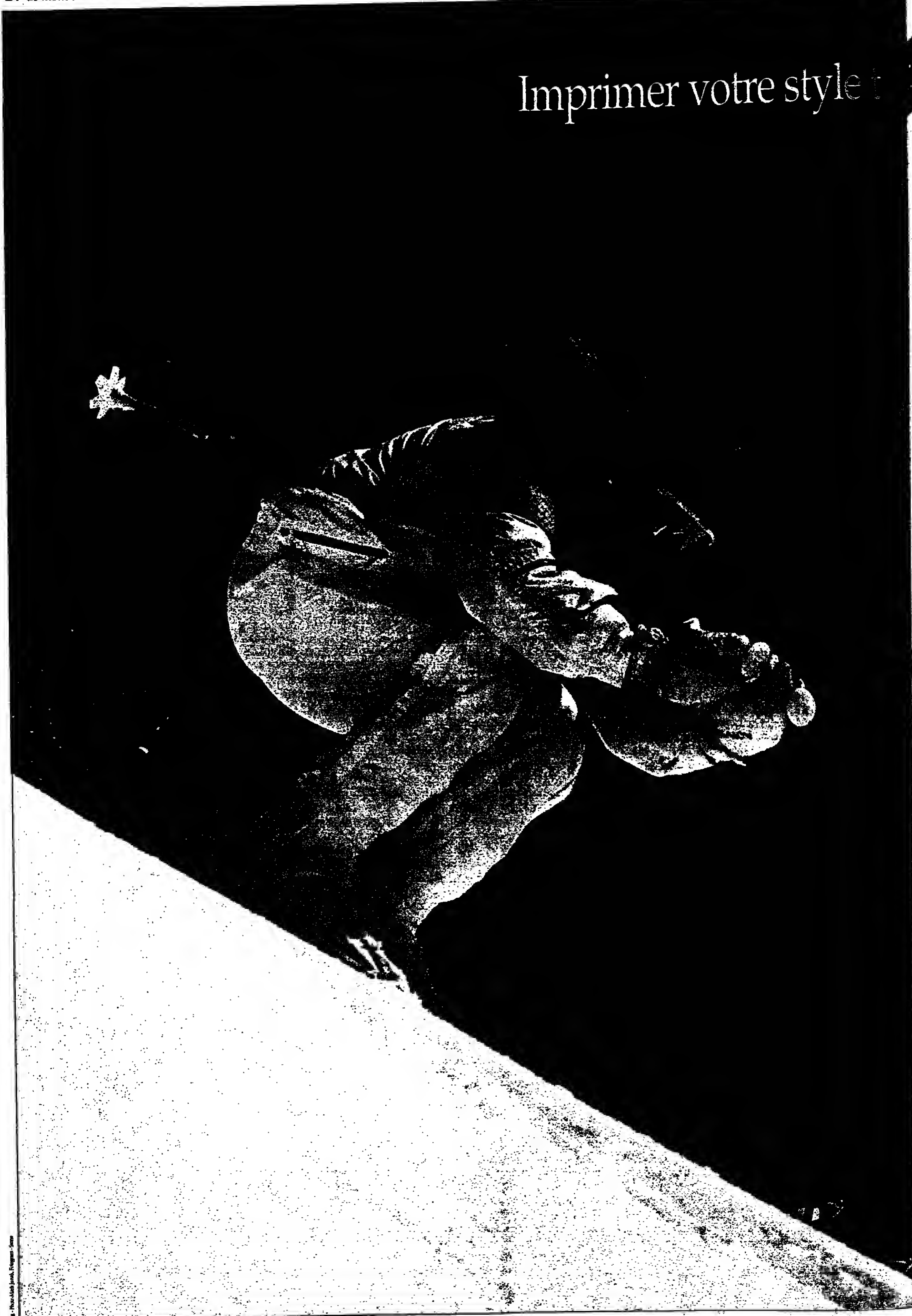
Les caractéristiques de l'offre ont été publiées le 27 septembre 1991 à la Cote Officielle de la Société des Bourses Françaises.
Une note d'information visée par la Commission des Opérations de Bourse (Visa n° 91368 du 25 septembre 1991) est tenue à la disposition du public sans frais.
La notice légale a été publiée au BALO du 30 septembre 1991.
* dernier cours cote le 16 septembre 1991 973 F (cours d'ouverture)

CA
Le bon sens

مركز أمن العمل

24 Le Monde • Mercredi 2 octobre 1991 •

Imprimer votre style t...ement.

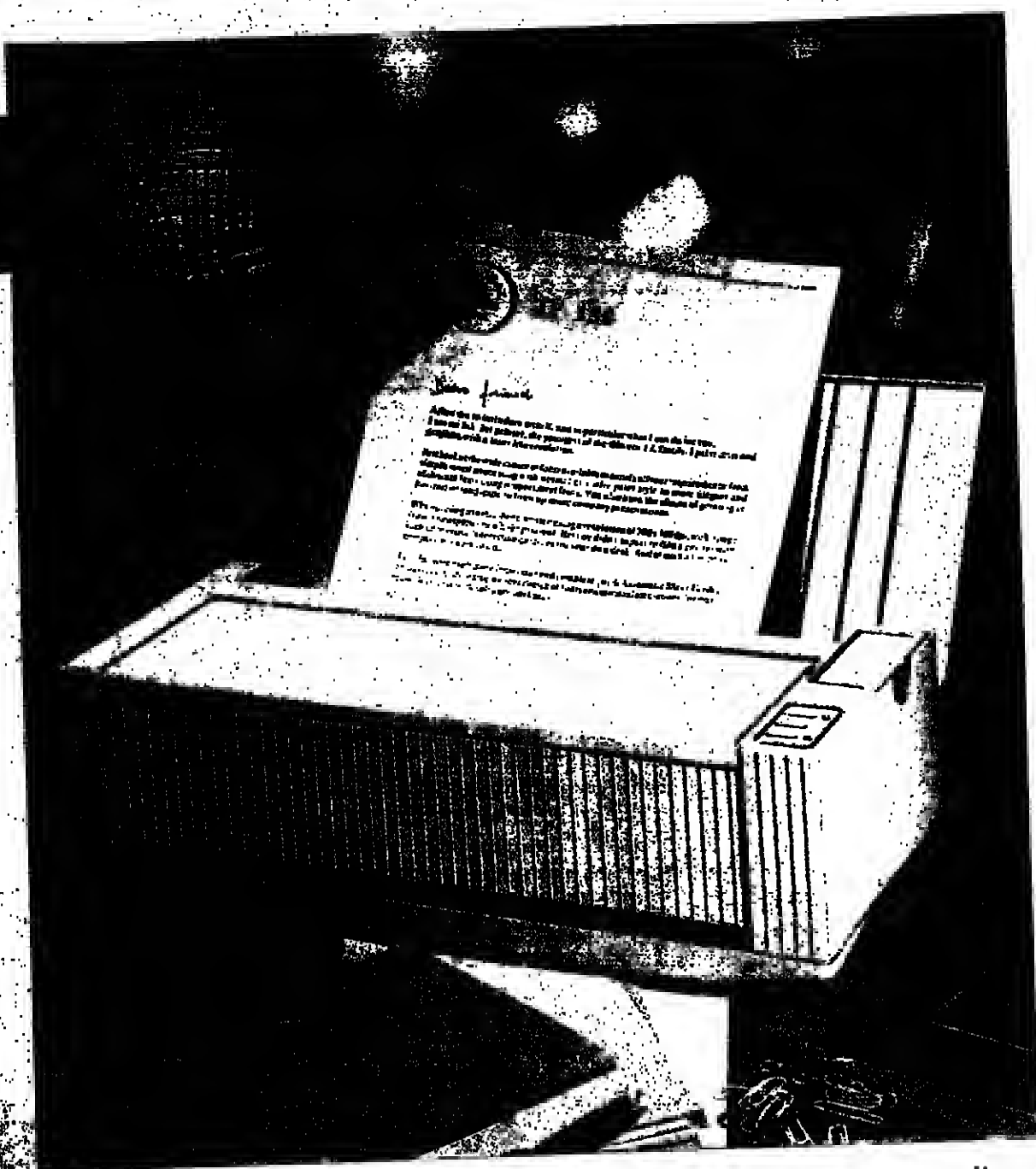


Ag. Photo: John, Regan - Sam

LE PL

173
L'Espresso
L'Espresso
L'Espresso

primer votre s
mplement.



JP 150 Olivetti. Imprimante jet d'encre.

Pour réunir toute la technologie à jet d'encre dans un espace aussi petit, il faut s'appeler Olivetti. Une performance qui en dit long sur toutes celles de la JP 150. Avec une qualité très proche du laser, à un coût nettement inférieur, elle vous offre un confort d'utilisation exceptionnel. Simple, compacte, elle se fera surtout remarquer par son silence à l'impression. Fiable, elle vous promet des documents impeccables. Quant à son large choix de caractères, il va très certainement vous étonner. Mais, en fait, rien d'étonnant à tout cela, la JP 150 d'Olivetti a été conçue spécialement à votre attention : une réponse spécifique à l'utilisation quotidienne que vous aurez à en faire.

La performance au quotidien, voici le véritable enjeu qui nous rassemble. Ce n'est pas le fait du hasard. Micro-ordinateurs, copieurs, imprimantes, fax, écriture... toutes nos machines ont été conçues pour répondre à la moindre de vos exigences.

Simple, esthétiques, intelligentes, elles vous permettent de vous dépasser dans votre métier, pour votre plaisir, le plaisir de la performance.



LE PLAISIR DE LA PERFORMANCE.

36.15
OLIVETTI

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 1^{er} octobre
Olivier Lecort
président d'honneur
de Lafarge Capital
« Le Monde Initiatives » du
2 octobre publie une enquête sur
les retraites de parons.

Mercredi 2 octobre :
Jean-Pierre Caffin
directeur général
du groupe Prisma France

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 1 OCTOBRE

Cours relevés à 14 h 20

Règlement mensuel

[illegible]

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

30/9

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Prime incl.	net
Obligations			C.I.M. 10/12/92	1070	1100	Mag. Unif.	190 10	193	AAA	1054 88	1029 15	Fincozance	862 83	861 30	Petit Caen	91802 82	91802 82
Emp. Ind. 10/12/92	102 80	3 15	C.I.T.R.A.M. 8/10/92	2800	2800	Magyar	231	790	213 84	217 82	213 84	Fincozance	28 89	27 86	Petit Caen	10894 34	10894 34
10/05/92/94	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Midi Delph.	56 50	59	815 80	778 84	778 84	Fincozance	5068 65	5074 97	Petit Caen	112 72	111 80
Emp. Ind. 10/05/92	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	27003 80	27003 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/05/2000	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1997	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
DAT 05/12/1996	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20	Neptun	214	215	7625 88	732 88	732 88	Fincozance	1347 84	1347 84	Petit Caen	112 72	111 80
10/20/92 net 88	102 80	2 16	Coleco	89 80	100 20												

— : dérivé - o : offre - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché contrain.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

LE MONDE DE LA FONCTION COMMERCIALE

PAUL FABRA

M. Gorbatchev menace à nouveau de démissionner en cas de dislocation de l'Union soviétique

Le président Mikhaïl Gorbatchev a une nouvelle fois menacé, lundi 30 septembre, de « démissionner immédiatement de son poste » si l'Union n'était pas préservée. Interrogé par la télévision soviétique, M. Gorbatchev, qui avait déjà évoqué cette possibilité à son retour de Crimée après le putsch du 19 août, a souligné que « sans intégration, le pays est menacé de dislocation. C'est une voie désastreuse. Je ne me livrerai pas à une telle approche ».

Le président soviétique, qui plaide pour une signature dès octobre d'un accord économique inter-républicain et d'un nouveau traité de l'Union — même si « toutes les républiques ne le signeront pas » — a également indiqué s'être entretenu à ce sujet avec le président russe Boris Eltsine, actuellement en vacances. « Nous exprimerons notre position commune dans les prochains jours », a-t-il ajouté. — (AFP)

Les Douze rejettent le projet de traité néerlandais sur l'union politique

Les ministres des affaires étrangères des Douze réunis lundi 30 septembre à Bruxelles ont écarté le projet de traité sur l'union politique qui leur était soumis par la présidence néerlandaise et décidé de poursuivre leurs travaux sur la base du projet présenté en juin par la présidence luxembourgeoise. Ils ont réaffirmé leur volonté d'aboutir pour le conseil de Maastricht, début décembre.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Beau perdant, M. Hans Van den Broek, le ministre néerlandais des affaires étrangères, un homme au style net, n'a pas cherché à dissimuler cet échec sous des formules plus ou moins alambiquées. Puisque nos partenaires ne sont pas convaincus par notre tentative et

que l'essentiel est d'aboutir, revenons-en au document luxembourgeois, quitte à ce que le projet néerlandais soit utilisé pour en amender les passages les plus contestés. M. Van den Broek a souligné que l'intention des Pays-Bas n'avait certainement pas été de tourner le dos au projet luxembourgeois, mais de le compléter, de rechercher des solutions de compromis sur les points controversés. L'une de ces controverses, qui nourrit les fantasmes de la Commission et, dans son sillage, des Belges, des Néerlandais, parfois de quelques autres, porte sur la « structure » du traité, sur le rôle de chacune des institutions de la CEE, ainsi que sur la place nouvelle du conseil européen, objet de toutes les méfiances. Cette controverse sera sans doute mise en sommeil, même si M. Jacques Delors continue à penser que « c'est là la question la plus explosive ».

Sur ce terrain, la démonstration faite par les Néerlandais a en effet été particulièrement peu convaincante. En matière de politique étrangère, sous couvert de traité unique, les Néerlandais continuent à faire cohabiter pour l'examen des dossiers et l'adoption des décisions des filières tout à fait différentes, ce qui n'est pas de nature à renforcer le caractère opérationnel des interventions communautaires. Au contraire, le projet luxembourgeois prévoit de faire

appel au même mécanisme, à la même machinerie, c'est-à-dire aux mêmes hommes, quel que soit le dossier instruit, même si c'est en appliquant des procédures différentes. Bref, une solution pragmatique qui devrait aboutir dans la vie quotidienne à une rapide communautarisation.

« Rien n'est réglé et les compromis restent à trouver », a constaté M. Delors à l'issue de la réunion. Il est exact que si, après ce contretemps dû à l'initiative néerlandaise, la conférence intergouvernementale est à nouveau sur les rails, il reste à rapprocher des points de vue encore éloignés. Les Britanniques demeurent ainsi hostiles à l'idée de mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune, susceptible d'impliquer à certains stades du processus l'adoption de décisions à la majorité qualifiée. Cette idée se trouvait pourtant au centre de l'initiative prise en avril 1990 par MM. François Mitterrand et Helmut Kohl, et donc à l'origine de l'actuelle conférence.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les Français, les Allemands, les Italiens, les Espagnols et les Belges refusent de se contenter sur ce terrain de solution minimaliste que préféreraient les Britanniques, les Néerlandais et les Danois et, sans doute, les Américains.

PHILIPPE LEMAITRE

Matignon demande la révision des plans sociaux des entreprises publiques

Le gouvernement a demandé aux grandes entreprises publiques, et tout récemment à Air France, de revoir leurs plans de suppressions d'emplois, a souligné mardi 30 septembre M. Abel Farnoux, conseiller spécial du premier ministre. L'annonce a été faite par un communiqué des journalistes économiques et financiers. « Surveiller non, mais les revoir », a déclaré M. Farnoux au sujet de ces multiples plans, qui prévoient plusieurs milliers de suppressions d'emplois, dans l'électronique, l'automobile, la chimie et la sidérurgie.

Farmi les plans sociaux annoncés récemment, Thomson-CSF a prévu plus de 4 000 suppressions sur trois ans ; Giat Industrie,

3 000 à la fin de 1992 et 2 000 à la fin 1993 ; Renault prévoit la suppression de 4 620 emplois en 1991, puis de quelque 3 000 postes entre 1991 et 1993 ; Alcatel a annoncé 280 suppressions de postes et Bull 1 400 en France sur trois ans.

Rhône-Poulenc a entamé la suppression d'un millier de postes en début d'année et en a annoncé 300 de plus. Ugiator pourrait annoncer un plan prévoyant la suppression de 2 000 postes par an sur deux ans.

Quant à la suppression de 1 100 postes, si les réductions de programmes militaires ne sont pas compensées.

La politique salariale du gouvernement

M. Soisson va recevoir les syndicats de fonctionnaires

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, recevra séparément les sept fédérations de fonctionnaires, le jeudi 3 octobre, pour un tour d'horizon avant l'ouverture d'une négociation salariale. Celle-ci pourrait s'engager dès la fin de la semaine, mais il est peu probable qu'une seule séance plénière soit suffisante.

M. Soisson devrait proposer un accord portant sur 1991 et 1992 qui pourrait éventuellement se prolonger jusqu'à la fin du premier trimestre 1993. La négociation s'annonce difficile compte tenu des contraintes budgétaires et des exigences des syndicats qui réclament en préalable un rattrapage au titre des années 1988-1989. FO et le « groupe des cinq » (CFDT, FEN, Autonomes, CFTC, CFE-CGC) l'évaluent à 1 %.

o Partis de chasse mortelles. — Trois personnes ont été tuées, dimanche 29 septembre, dans des accidents de chasse : un homme de soixante-quatre ans, au cours d'une battue au chevreuil près de Nalliac, en Dordogne ; un technicien de l'Office national des forêts, âgé de quarante-quatre ans, lors d'une battue au sanglier près de Fraisse-sur-Agout, dans l'Hérault ; et un sculpteur sur bois de trente-neuf ans, pendant une chasse au chevreuil près de Villourel, dans les Vosges.

Brève rébellion militaire au Togo

Dans une déclaration radiodiffusée mardi 1^{er} octobre, en milieu de journée, le premier ministre togolais, M. Joseph Kokou Koffigoh, a affirmé que « les choses sont rentrées dans l'ordre » dans le pays. Il a remercié « les jeunes des quartiers de Lomé qui se sont spontanément présentés au siège du gouvernement pour apporter leur soutien ».

Dans la matinée, un groupe de militaires s'était emparé du siège de la radio et de la télévision et avait fait lire un message proclamant la dissolution des institutions civiles. M. Koffigoh a accusé dans son message « quelques éléments incontrôlés des forces armées togolaises » d'avoir été à l'origine de cette action. Il a indiqué que le chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma, lui avait fait savoir qu'il n'était « pas au courant » de l'initiative de ces militaires et s'était engagé à l'aider à rétablir l'ordre. Auparavant, dans un message diffusé par Radio-Lomé, le général Eyadéma avait demandé à « tous les militaires de déposer les armes et de rejoindre leur caserne ».

Les militaires rebelles ont quitté les locaux de la radio et de la télévision, puis traversé plusieurs quartiers de la ville en tirant des coups de feu en l'air.

La Conférence nationale, le 22 août, avait transféré l'essentiel des prérogatives du chef de l'Etat au premier ministre. Ouverte le 8 juillet, elle avait adopté, le 27 août, une « loi fondamentale » prévoyant un régime de type semi-présidentiel et d'un organe législatif de transition, le haut conseil de la République, ainsi que M. Kokou Koffigoh, président de la Ligue togolaise des droits de l'homme, comme chef de gouvernement. — (AFP)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

« In utero »

QUAND je vous ai dit, l'autre jour, que vous étiez toutes persuadées d'avoir engendré des surdoués, j'ai reçu une tapée de lettres affolées : « Où tu vas, là ? Le mien a du mal à distinguer un Matisse d'un Chagall, et il me fait encore des erreurs de retenues dans les multiplications à huit chiffres. D'accord, il a jamais que 28 mois, mais je commence à m'inquiéter ».

C'est la faute, aussi. Qu'est-ce que t'as foutu pendant ta grossesse, hein ? Rien, je parie. Sorti de deux, trois mensuels, déjà dépassés, de psychopédagogie, t'es pas vraiment étudiée les moyens les plus récents de lui bouter le mou, à ton petit Arthur. Trop tard, là, maintenant, il est huit ! Pourquoi ? Parce qu'à notre époque, une prépa à l'X ou à l'ENA, ça démarre pas en berceau, ça commence in utero. Plus question de planter la petite graine en pleine terre, pareil que la tomate ou la fraise autrefois. Faut lui filer de l'engrais, faut l'arroser, lui parler. Bref, faut qu'elle pousse en serre. Chéide, la serre, surchauffée.

Ca, tu le saisis ? Allons donc !

Tu croyais régler ton four à thermostat à la bonne température en te caressant le ventre. Et t'imaginais que pour accoucher d'un pianiste de concert ou d'un ministre des affaires étrangères suffisait de lui faire écouter du Brahms, le walkman vissé dans le nombril ou de lui donner des leçons d'anglais sur cassettes Asaïl. T'es complètement à côté de la plaque ! Ou, plutôt, de la sangle abdominale aux ultrasons préconisée par le Better Baby Institute.

De quoi s'agit-il ? De lui encrasser les neurones, à ce cossard d'embryon qui barbote, bien peigné, dans son liquide amniotique en se soulevant du tiers comme du quart de son futur quotient intellectuel. Avec ce système, il tapera le 180 sans problème. Suffit de lui passer des bandes branchées, style tam-tam, sur ton rythme cardiaque. D'où je le tiens ? D'un livre proprement scandaleux. Les mères se rebiffent, écrit par Françoise Dangeville et Laurence Delpière, deux criminelles prêtes à tuer le génie dans l'œuf en revendiquant le droit de fabriquer leurs mômes sans mode d'emploi. A la va-comme-je-te-pousse, quoi !

o ETATS-UNIS : le sénateur Bob Kerrey, quatrième candidat à l'investiture démocrate. — Le sénateur Bob Kerrey, ancien gouverneur du Nebraska, a annoncé, lundi 30 septembre, sa candidature à l'investiture du parti démocrate pour l'élection présidentielle de 1992. « Je fais campagne pour l'Amérique à un bon rythme », dit-il, qui agit à nouveau pour la grandeur », a déclaré le sénateur, quatrième prétendant à ce mandat dans son fief de Lincoln. — (AFP)

DÈS JANVIER 92 ETUDIEZ AUX USA

Dans une grande université de Californie ou Florida. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, M.A., Ph.D.). Année : 80 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America. French Office, 57, rue Charles-Lafitte 92200 Neuilly (H) 47 45 08 19.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

L'avenir de l'Union soviétique : les points de vue de MM. Ernest Amatov et Pierre Kenda 2

Le coup d'Etat en Haïti 4

La crise yougoslave 4

Les élections du 6 octobre au Portugal 5

La « démocratie de succès » de M. Cavaco Silva 5

Elections régionales 9

Les socialistes se préparent à un débat sur les alliances 9

Comité central du PCF 10

M. Fitarman estime que les discussions n'ont « aucun intérêt » 10

La merée noire en Alaska 11

Exon paiera 1,25 milliard de dollars d'indemnités 11

Urgences hospitalières 12

Une commission nationale pour améliorer l'accueil des malades 12

SCIENCES ♦ MÉDECINE 13 à 15

Les traqueurs de violence : Le camembert et l'atome : Le transsexualité face aux droits de l'homme : L'homme de Neandertal était un pur carnivore 13 à 15

Conversation avec Stella 16

Une exposition parisienne du sculpteur américain 16

Les Francophonies de Limoges 17

De l'Afrique au Canada, toutes les façons de parler le français au théâtre 17

La danse des diables 18

Dans chorégraphes sulfureux avec leur compagnie au Festival d'automne 18

SECTION B

Un entretien avec M. Yves Barsalou

Les agrimanagers vus par le président de la Fédération nationale du Crédit agricole 21

Les infrastructures de transport 22

M. Gilbert Carrère organisera un débat national 22

Services

Abonnements 2

Carnet 18

Marchés financiers 26

Météorologie 20

Mots croisés 18

Radio-Télévision 20

Spectacles 19

La télématique du Monde : 36 15 LEMONDE 36 15 LM

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} octobre 1991 a été tiré à 534 109 exemplaires.

L'étrange drapeau de « Présent »

Dans son édition datée lundi 30 septembre et mardi 1^{er} octobre, le journal *Présent* invite ses lecteurs à assister, jeudi à Paris, à une réunion publique, animée par MM. Bernard Antony et Jean-Claude Martinez, députés européens du Front national, sur le thème « Sortons de cette Europe-là ». Le quotidien d'extrême droite, dont le directeur de la publication est un dirigeant léniniste, donne en illustration du rejet de « cette Europe-là » un drapeau frappé de plusieurs emblèmes. La rose au poing, symbole du Parti socialiste, côtoie une faucille associée à une rose représentant sans doute le socialisme, un dollar figurant la domination économique américaine, les cornes attachées à la franc-maçonnerie ainsi qu'une étoile de David et un croissant musulman. La présence de ces deux derniers signes distinctifs ne laisse pas d'intriguer.

Fins juristes ou procéduriers impénitents, les dirigeants du Front national n'ignorent pas l'existence de la loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe. En son article premier, ce texte stipule que « toute discrimination fondée sur l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion ainsi qu'à une origine communautaire a été écartée pour aggraver les sanctions pénales à l'encontre de ceux qui provoquent à la discrimination, à la haine ou à la violence ethnique, raciale ou religieuse qu'eût été établie la loi n° 72-548 du 1^{er} juillet 1972, dite loi Pleven. O. B.

Nouvelles interpellations au foyer Sonacotra de La Verrière (Yvelines)

Une quarantaine de résidents africains du foyer Sonacotra de la Verrière (Yvelines) ont été interpellés, mardi 1^{er} octobre, entre 6 heures et 8 h 30, dans le cadre d'une enquête en flagrant délit sur les violences et les dégradations commises au foyer, samedi 28 septembre (le Monde du 1^{er} octobre). Dès 6 heures, toutes les voies d'accès à l'établissement ont été bloquées et une douzaine de cars de CRS stationnaient devant le foyer en renfort des cent cinquante fonctionnaires de la police judiciaire de Versailles chargés des interpellations. Le dispositif a été allégé à 8 h 30, lorsque les auteurs présumés des violences ont quitté le foyer dans des voitures et des fourgons de la police.

Ils ont été conduits dans les locaux de la police judiciaire pour y être entendus sur les incidents de samedi au cours desquels, selon la Sonacotra, le fichier des locataires avait été volé et détruit.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

SCIENCE & VIE

ON A RETROUVÉ L'ANCÊTRE DE L'HOMME ET DU SINGE

A la lecture des chromosomes des grands singes et de l'homme, une équipe française vient de reconstituer le portrait génétique du père inconnu de tous les primates. Il vivait en Afrique, il y a sept millions d'années... SCIENCE & VIE raconte.

ET AUSSI :

- 17 millions d'hectares en moins chaque année : la vie sur Terre menacée
- Le stress tue les neurones
- Homosexuels : une différence dans le cerveau

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES